

COMMISSION SPÉCIALE SUR LES DROITS DES ENFANTS  
ET LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

SOUS LA PRÉSIDENCE DE  
Mme RÉGINE LAURENT, Présidente  
M. ANDRÉ LEBON, Vice-président  
M. MICHEL RIVARD, Vice-président  
Mme HÉLÈNE DAVID, Commissaire  
M. ANDRÉS FONTECILLA, Commissaire  
M. GILLES FORTIN, Commissaire  
M. JEAN-SIMON GOSSELIN, Commissaire  
M. LESLEY HILL, Commissaire  
Mme LISE LAVALLÉE, Commissaire  
M. JEAN-MARC POTVIN, Commissaire  
Mme LORRAINE RICHARD, Commissaire  
Mme DANIELLE TREMBLAY, Commissaire

AUDIENCE TENUE AU  
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST  
MONTRÉAL (QUÉBEC)

Montréal, le 12 février 2020

Volume 26

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS  
Sténographes officielles

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>PAGE</u>
PRÉLIMINAIRES	3
<b>COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (CSSSPNQL)</b>	
GHISLAIN PICARD MARJOLAINE SIOUI DERECK MONTOUR RICHARD GRAY MIRA LEVASSEUR-MOREAU	4
<b>GEOFFREY KELLEY</b>	78
<b>CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE JAMES</b>	
BELLA M. PETAWABO DANIEL ST-AMOUR	129
<b>RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK</b>	
YOAN GIRARD MAINA BEAULNE	168
<b>FIRST NATIONS CHILD AND FAMILY CARING SOCIETY OF CANADA</b>	
CINDY BLACKSTOCK	206

---

1 EN L'AN DEUX MILLE VINGT (2020), ce douzième (12e)  
2 jour du mois de février :

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LE GREFFIER :

7 Les audiences publiques du douze (12) février deux  
8 mille vingt (2020) sont maintenant ouvertes.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Merci, bonjour tout le monde. Alors, nous  
11 accueillons pour débiter notre journée, monsieur  
12 Ghislain Picard qui est chef de l'Assemblée des  
13 Premières Nations du Québec et Labrador, bienvenue,  
14 chef Picard. Madame Marjolaine Sioui, monsieur  
15 Dereck Montour et monsieur Richard Guay, qui sont  
16 respectivement directrice générale, président du  
17 conseil d'administration et gestionnaire des  
18 services sociaux de la Commission de la santé et  
19 des services sociaux des Premières Nations Québec  
20 et Labrador, bienvenue à vous toutes et tous.

21 Et vous allez nous présenter aujourd'hui  
22 vos recommandations pour améliorer les services  
23 offerts aux enfants et aux familles des Premières  
24 Nations au Québec. Donc, on a quatre-vingt-dix (90)  
25 minutes ensemble. On vous a suggéré vingt (20)

1 minutes de présentation et ensuite ce sera échange  
2 avec les commissaires. Ça va? Donc, avant de vous  
3 laisser la parole et de vous rappeler quand vous  
4 allez parler en anglais, de ne pas parler trop vite  
5 pour permettre à la traduction de faire bien son  
6 travail. Alors avant ça, je vais demander au  
7 greffier de vous assermenter s'il vous plaît.

8

9 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES  
10 PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR  
11 (CSSSPNQL)

12

13 **GHISLAIN PICARD,**  
14 **MARJOLAINE SIOUI,**  
15 **DERECK MONTOUR,**  
16 **RICHARD GRAY,**  
17 **MIRA LEVASSEUR-MOREAU,**

18 (Sous serment)

19

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Merci. Alors, maintenant la parole est à vous.

22 M. GHISLAIN PICARD :

23 Merci beaucoup, Madame la Présidente, et quelques  
24 mots dans ma langue pour débiter - langue  
25 autochtone. Bien écoutez, très, très brièvement ce

1 que je voulais surtout faire ce matin, c'est  
2 évidemment reconnaître que nous sommes sur un  
3 terrain non cédé de la nation Haudenosaunee, où  
4 appartient la nation Mohawk et c'est très, très, je  
5 dirais, respectueux de nos propres protocoles, qui  
6 ont été longtemps ignorés et niés. Et donc, ça fait  
7 partie, ces gestes-là, de ce que nous appelons être  
8 la reconstruction de nos nations. Donc, important  
9 pour nous, je pense, et pour vous surtout de  
10 comprendre que ces protocoles-là se doivent d'avoir  
11 leur place et d'être respectés. Donc, je  
12 reconnaissais la nation qui est l'hôte de ces  
13 audiences ce matin.

14 Mais aussi insister sur le fait  
15 qu'évidemment, dans notre esprit, il y a en  
16 fonction de vos travaux, cette préoccupation-là, je  
17 pense, qu'on a déjà exprimée lors de notre dernière  
18 rencontre, qui était une rencontre d'information,  
19 mais devant plusieurs tribunes également au cours  
20 des trente (30) dernières années. Donc, en débutant  
21 je me permets de vous remercier pour cette  
22 opportunité que nous avons ce matin d'avoir notre  
23 part à une série d'audiences cette semaine et vous  
24 remercier, Madame Laurent, les deux vice-  
25 présidents, les commissaires également et surtout

1 les commissaires qui sont membres aussi des partis  
2 politiques de l'opposition à l'Assemblée nationale.  
3 Ce qui fait la démonstration que, comme on l'a  
4 toujours dit, les enjeux qui nous intéressent comme  
5 Premières Nations vont au-delà de la partisanerie  
6 politique. C'est des enjeux de droits humains et  
7 c'est là-dessus davantage que nous tenons à  
8 insister.

9 Je sais qu'il est en arrière de nous, je  
10 veux quand même prendre trente (30) secondes pour  
11 saluer la présence de l'ancien ministre aux  
12 Affaires autochtones du gouvernement du Québec,  
13 monsieur Geoffrey Kelley, qui a quand même  
14 plusieurs années d'expérience et de contact avec  
15 l'ensemble de la communauté, incluant les questions  
16 qui nous intéressent ce matin. Et je trouve  
17 important que non seulement vous l'entendiez, mais  
18 qu'il soit présent également pour notre  
19 présentation ce matin.

20 La parenthèse que je me permets de faire,  
21 c'est difficile d'être ici ce matin et de ne pas  
22 avoir l'esprit un peu partout dans le pays, parce  
23 qu'on sait qu'il y a une mobilisation importante de  
24 la côte Ouest jusqu'à la côte Est, et qui est  
25 intimement liée à la position qui a été prise par

1 la nation (inaudible) de la côte Ouest du  
2 Pacifique. Et c'est impossible pour moi de ne pas  
3 référer à cet événement-là parce que, comme toile  
4 de fond, là, je veux dire on poursuit les mêmes  
5 objectifs, c'est-à-dire comme nation autochtone ici  
6 au Canada, on veut finalement devenir les maîtres  
7 de notre destinée. Et ça inclut également l'avenir  
8 de nos enfants. Et je trouve extrêmement important  
9 de faire cette parenthèse-là d'entrée de jeu ce  
10 matin.

11 Ce qu'on faire ce matin, évidemment le  
12 coeur de notre présentation, c'est les  
13 recommandations qui vous ont déjà été soumises,  
14 mais je veux quand même peut-être vous lire un  
15 passage que je préciserai sa source plus tard, mais  
16 c'est important de se rappeler, là, que malgré ce  
17 que le Québec peut prétendre, là, il y a d'autres  
18 juridictions qui ont fait des choses quand même  
19 assez significatives en ce qui regarde la réalité  
20 des Premières Nations. Donc, j'y vais avec une  
21 citation :

22 Les enfants inuits, métis et de  
23 Premières Nations devraient être  
24 heureux, en santé et résilients. Ils  
25 devraient être enracinés dans leur

1 culture et leur langue et s'épanouir  
2 en tant que personne et en tant que  
3 membre de leur famille, de leur  
4 communauté et de leur nation. Il est  
5 essentiel de respecter les liens qui  
6 unissent les enfants inuits, métis et  
7 de Premières Nations à leur communauté  
8 politique et culturelle particulière  
9 afin, d'une part, de les aider à  
10 s'épanouir; et d'autre part, de  
11 favoriser leur bien-être.

12 Je viens de citer une partie charnière - une partie  
13 charnière pour nous, on s'entend - du préambule de  
14 la Loi de deux mille dix-sept (2017) sur les  
15 services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille  
16 de l'Ontario. Cette loi a pour objectif d'être  
17 compatible avec les principes énoncés dans la  
18 Convention des Nations Unies relative aux droits de  
19 l'enfant et de s'en inspirer. Nous devons avoir à  
20 l'esprit que le Canada non seulement a appuyé la  
21 déclaration des Nation Unies sur les droits des  
22 peuples autochtones, mais le Canada a également  
23 signé la Convention relative aux droits de l'enfant  
24 en mai mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990) et l'a  
25 ratifiée en décembre mil neuf cent quatre-vingt-



1 onze (1991).

2 Comment se fait-il que l'Ontario, depuis  
3 mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985), ait  
4 enchâssé, par exemple, dans sa Loi sur les services  
5 à l'enfance, à la jeunesse et à la famille, une  
6 disposition quant aux soins conformes aux  
7 traditions, qui fait écho à son préambule? Cette  
8 disposition repose sur l'idée que les soins et la  
9 sécurité des enfants constituent une responsabilité  
10 collective qui s'étend au-delà de la famille  
11 immédiate de l'enfant, qui s'étend à sa communauté  
12 tout entière. Et que les Autochtones doivent avoir  
13 leurs mots à dire sur la nature et la durée des  
14 soins apportés à leurs enfants, ainsi que sur les  
15 personnes qui les leur apportent.

16 Vous le savez aussi, le rapport Viens en  
17 fait déjà mention au chapitre de la primauté de la  
18 responsabilité parentale et la Loi sur la  
19 protection de la jeunesse reste muette à ce sujet.  
20 Le législateur québécois est resté muet quant à la  
21 reconnaissance du caractère distinct des Premières  
22 Nations et à leur capacité de prendre en charge la  
23 sécurité et le bien-être de leurs enfants. Il y a  
24 d'ailleurs l'appel à l'action numéro 109, qui  
25 abonde dans ce sens.

1                   J'aimerais évidemment dire les choses  
2 autrement, mais la volonté semble absente dans la  
3 Loi sur la protection de la jeunesse, nous accusons  
4 un retard si inacceptable en ce sens. Écoutez, je  
5 ne vais pas m'étendre longuement sur ce que nous  
6 avons préparé, je trouve extrêmement important  
7 qu'on puisse peut-être donner tout le temps  
8 nécessaire aux recommandations, mais je veux quand  
9 même parce qu'évidemment, les exemples sont  
10 importants, juste vous partager un passage. Parce  
11 qu'il y a plusieurs cas vécus dans nos communautés,  
12 au sein de nos nations, et je veux prendre un peu  
13 de temps pour parler de l'histoire de Xavier  
14 Moushoom de la communauté du Lac-Simon.

15                   Donc, si vous me permettez, je vais prendre  
16 deux-trois minutes pour en parler. Je crois qu'il  
17 est important de se rappeler de certains des cas  
18 vécus qui démontrent les failles du Système de  
19 protection de la jeunesse au Québec et qui ont  
20 brisé les enfants des Premières Nations. Je peux  
21 penser à un exemple où des individus, ici les  
22 Premières Nations, qui ont eu à transiger avec le  
23 système québécois.

24                   J'aimerais référer ici à monsieur Xavier  
25 Moushoom, par exemple. Il est né au Lac-Simon en

1 mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987) et il est un  
2 membre de la nation Anishnabe. Ses deux parents  
3 sont des survivants des pensionnats. De mil neuf  
4 cent quatre-vingt-sept (1987) à mil neuf cent  
5 quatre-vingt-quinze (1995), monsieur Moushoom a  
6 vécu avec sa mère et son frère dans la réserve du  
7 Lac-Simon, le père étant malheureusement loin de  
8 chez lui. Quand il était enfant, monsieur Moushoom  
9 parlait couramment l'algonquin avec sa grand-mère.

10 En mil neuf cent quatre-vingt-seize (1996),  
11 monsieur Moushoom a été retiré de son foyer et  
12 placé dans un établissement de soins extrafamiliaux  
13 au Lac-Simon. À ce jour, il ne connaît pas la  
14 raison de son arrestation. Le frère de monsieur  
15 Moushoom a également été appréhendé et placé dans  
16 un autre foyer d'accueil. Monsieur Moushoom a donc  
17 été entièrement isolé de sa famille.

18 En mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept  
19 (1997), monsieur Moushoom a été transféré dans une  
20 autre famille d'accueil en dehors de sa communauté.  
21 Entre l'âge de neuf et dix-huit (18) ans, monsieur  
22 Moushoom a été déplacé d'une famille d'accueil à  
23 une autre. Au total, il a vécu dans quatorze (14)  
24 foyers d'accueil différents à Val d'Or. Monsieur  
25 Moushoom a rarement eu accès à sa mère et à sa

1 famille.

2 Par conséquent, monsieur Moushoom a  
3 progressivement perdu sa langue maternelle  
4 algonquine, sa culture et ses liens à la communauté  
5 du Lac-Simon. Lorsqu'il est devenu adulte, monsieur  
6 Moushoom avait perdu ses racines, sa culture et sa  
7 langue.

8 À dix-huit (18) ans, monsieur Moushoom a  
9 été contraint de quitter sa famille d'accueil parce  
10 que la Couronne n'a pas financé les services post-  
11 majoritaires pour les membres des Premières  
12 Nations, comme c'est le cas de monsieur Moushoom.  
13 Il se sentait complètement perdu et non préparé à  
14 la vie. Après être resté dans sa famille pendant  
15 trois mois supplémentaires sans soutien financier,  
16 monsieur Moushoom est retourné vivre avec sa mère  
17 au Lac-Simon.

18 Dans les années qui ont suivi, Xavier  
19 Moushoom a souffert de crises d'angoisse et a  
20 développé des problèmes de toxicomanie, qu'il  
21 finira par surmonter par ses propres moyens, avec  
22 sa détermination et avec l'aide de sa communauté.

23 Des enfants comme Xavier, il y en a  
24 beaucoup, il y en a eu beaucoup. C'est fréquent, il  
25 y a beaucoup trop d'individus ici des Premières

1 Nations qui ont souffert de la prise en charge  
2 inadéquate du système de la Protection de la  
3 jeunesse du Québec.

4 Ce serait difficile également de ne pas  
5 référer à ce que j'appelle un peu l'espèce de vide  
6 sans doute, oui, juridique, mais politique surtout,  
7 dans les tentatives du présent gouvernement du  
8 Québec d'en appeler, c'est-à-dire de soumettre un  
9 renvoi en regard de la loi fédérale C-92. Nous en  
10 avons parlé lors de notre première rencontre et  
11 évidemment, c'est difficile également d'ignorer ce  
12 contexte-là dans le cadre de la présente  
13 présentation. Et je pense que c'est important que  
14 nous puissions y référer parce que nous avons  
15 toujours insisté sur le fait qu'il y a une réalité,  
16 qui est celle exprimée par vos gouvernements, tant  
17 du côté fédéral que provincial, mais il y a  
18 également une réalité qui est la nôtre et qui  
19 confirme que nous avons une responsabilité en  
20 matière de services à l'enfance pour l'ensemble de  
21 nos nations et de nos communautés.

22 Je trouve important de vous présenter et de  
23 vous soumettre... je n'ai pas idée combien de temps  
24 il nous reste, mais je vais quand même passer au  
25 travers des recommandations qu'ils vous ont

1           soumises pour les fins de la présente audience, une  
2           par une.

3                       En ce qui concerne la loi concernant les  
4           enfants, les jeunes et les familles des Premières  
5           Nations, des Inuits et des Métis. L'APNQL réclame  
6           le retrait du renvoi déposé à la Cour d'appel du  
7           Québec par le gouvernement du Québec pour contester  
8           la loi concernant les enfants, les jeunes et les  
9           familles des Premières Nations, des Inuits et des  
10          Métis.

11                      L'APNQL réclame que le gouvernement du  
12          Québec négocie avec les représentants désignés par  
13          les gouvernements des Premières Nations et avec le  
14          gouvernement fédéral dans le respect des  
15          compétences des trois ordres de gouvernement, des  
16          ententes de coordination prévoyant l'établissement  
17          d'un système où les services de soutien aux  
18          familles et de protection de la jeunesse seront  
19          respectueux des besoins et des réalités des enfants  
20          et des familles des Premières Nations.

21                      L'APNQL réclame que le gouvernement du  
22          Québec conclue avec les représentants désignés par  
23          les gouvernements des Premières nations et avec le  
24          gouvernement fédéral, un accord portant sur la  
25          collecte d'analyse, la conservation d'utilisation

1 et la communication de renseignements concernant  
2 les services à l'enfance et à la famille fournis à  
3 l'égard des enfants issus des Premières Nations.

4 L'APNQL réclame que le gouvernement du  
5 Québec apporte les changements administratifs et  
6 législatifs nécessaires pour permettre au  
7 gouvernement des Premières Nations et aux  
8 organisations qu'ils désignent d'avoir accès  
9 facilement, et en tout temps, aux données relatives  
10 à leurs populations, notamment en santé et en  
11 services sociaux.

12 L'APNQL réclame que la composition des  
13 cercles de justice réparatrice inclue la  
14 participation de représentants des familles issus  
15 de Premières Nations.

16 L'APNQL réclame au gouvernement du Québec  
17 de soutenir financièrement la création d'un poste  
18 de commissaire à l'enfance et à la jeunesse  
19 spécifique aux Premières Nations, dont le rôle et  
20 les responsabilités seront définis par les chefs de  
21 l'Assemblée des Premières Nations Québec/Labrador.

22 En regard du projet de loi numéro 31,  
23 l'APNQL réclame que le gouvernement du Québec  
24 retire les articles 5.1 à 5.6 introduits par les  
25 amendements du projet de loi numéro 31, loi

1           modifiant principalement la Loi sur la pharmacie,  
2           afin de favoriser l'accès à certains services et  
3           autorisant la communication de renseignements  
4           personnels concernant certains enfants autochtones  
5           disparus ou décédés à leurs familles, considérant  
6           qu'ils ne répondent pas à la volonté des Premières  
7           Nations et des Inuits, ni dans leur forme ni dans  
8           leur contenu, à l'appel à la justice numéro 20 du  
9           rapport complémentaire sur le Québec de l'Enquête  
10          nationale sur les femmes et les filles autochtones  
11          disparues et assassinées. Et qu'il présente un  
12          projet de loi distinct permettant la mise en place  
13          d'un mécanisme d'accès par les familles aux  
14          renseignements personnels détenus par les  
15          ministères et organismes du gouvernement du Québec  
16          sur les enfants autochtones disparus ou décédés, et  
17          ce, après avoir consulté les familles et les  
18          proches concernés, ainsi que les représentants des  
19          Premières Nations et des Inuits. Et qu'ils suivent  
20          les autres recommandations formulées par la  
21          Protectrice du citoyen dans sa lettre du vingt (20)  
22          décembre adressée aux ministres concernés.

23                   L'APNQL réclame que le gouvernement du  
24                   Québec modifie la LPJ, la Loi protection de la  
25                   jeunesse, afin d'y inclure les principes de loi



1           concernant les enfants, les jeunes et les familles  
2           des Premières Nations, des Inuits et des Métis à la  
3           suite de son entrée en vigueur le premier (1er)  
4           janvier deux mille vingt (2020) et facilite  
5           l'application des lois des communautés en matière  
6           de services à l'enfance et à la famille.

7                       L'APNQL demande que les enfants autochtones  
8           soient exemptés de l'application des durées  
9           maximales d'hébergement.

10                      L'APNQL réclame que la LPJ soit modifiée  
11           pour tenir compte des appels à l'action - il y a  
12           une coquille ici, ça devrait être 109 - et 125 de  
13           la Commission Viens, soit d'y inclure une  
14           disposition relative à des soins conformes aux  
15           traditions autochtones, inspirée de la Loi de deux  
16           mille dix-sept (2017) sur les services à l'enfance,  
17           à la jeunesse et à la famille de l'Ontario.

18                      L'APNQL demande que les outils utilisés par  
19           les intervenants soient modifiés pour qu'ils  
20           tiennent compte des réalités des Premières Nations,  
21           et ce, en collaboration avec les Premières Nations.

22                      L'APNQL réclame que le règlement sur l'aide  
23           financière pour favoriser l'adoption de la tutelle  
24           d'un enfant soit modifié pour permettre à une  
25           agence des SEFPN de rémunérer leurs tuteurs et

1 adoptants.

2 L'APNQL réclame que le gouvernement du  
3 Québec affecte les ressources nécessaires à la  
4 création d'un système de gestion de l'information  
5 bilingue par et pour les Premières Nations et qui  
6 intègre les données relatives aux clientèles des  
7 services de première ligne et des services de  
8 deuxième ligne.

9 Plus généralement, l'APNQL réclame que le  
10 gouvernement du Québec collabore avec les  
11 représentants désignés par les Premières Nations à  
12 l'élaboration d'un processus de consultation formel  
13 qui servira à encadrer tout projet de loi  
14 législatif ou modification législative qui concerne  
15 les Premières Nations au Québec.

16 L'APNQL réclame que le gouvernement du  
17 Québec respecte l'autorité des gouvernements des  
18 Premières Nations en s'adressant d'abord aux seuls  
19 représentants désignés de ces gouvernements au  
20 Québec pour toute question ayant une incidence sur  
21 les Premières Nations au Québec.

22 L'APNQL réclame que le gouvernement du  
23 Québec donne suite sans délai aux appels à l'action  
24 de la Commission d'enquête sur les relations entre  
25 les Autochtones et certains services publics, plus

1           précisément les appels à l'action numéros 108 à 137  
2           et aux appels à la justice numéros 12.1 et 12.15 de  
3           l'Enquête nationale sur les femmes et les filles  
4           autochtones disparues et assassinées.

5                       L'APNQL réclame l'élaboration, en  
6           collaboration et en coélaboration avec les  
7           Premières Nations, d'une loi garantissant la prise  
8           en compte des dispositions de la déclaration des  
9           Nations unies sur les droits des peuples  
10          autochtones et son adoption par l'Assemblée  
11          nationale du Québec, afin que la législation et les  
12          politiques gouvernementales respectent les droits  
13          qui y sont énoncés, notamment ceux des enfants et  
14          des familles.

15                      Finalement, ces réalisations (inaudible)  
16          les femmes autochtones. L'APNQL réclame la pleine  
17          participation du gouvernement du Québec aux  
18          démarches qui seront amorcées à ce sujet par les  
19          Premières Nations au Québec.

20                      Donc, ça fait le tour des principaux points  
21          que nous voulions partager avec vous ce matin.  
22          Évidemment, on souhaite beaucoup, comme on vous l'a  
23          déjà exprimé, que la Commission déroge, comme il  
24          l'a fait avant les Fêtes, peut-être de son  
25          calendrier et puisse rapidement procéder aux

1 recommandations nécessaires en ce qui touche les  
2 recommandations qui vous sont formulées  
3 aujourd'hui. Merci.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Merci, Chef Picard, pour votre présentation. Alors,  
6 on va commencer la période d'échange avec Jean-Marc  
7 Potvin.

8 M. JEAN-MARC POTVIN, commissaire :

9 Q. [1] Alors, bonjour. Merci beaucoup de votre  
10 présence ici aujourd'hui, elle est très importante  
11 pour la Commission. Je veux aussi souligner la  
12 qualité de votre mémoire puis comment ce mémoire-là  
13 permet à des gens moins initiés de comprendre tous  
14 les enjeux. Et il faut vraiment tout mettre dans  
15 une perspective historique pour comprendre  
16 l'ensemble des enjeux et la majorité des Québécois,  
17 je pense, n'ont pas nécessairement ce niveau de  
18 réflexion-là. Donc, c'est très instructif puis  
19 c'est avec beaucoup d'humilité que je vous pose des  
20 questions parce que j'apprends beaucoup à travers  
21 tout ça.

22 Dans votre mémoire, vous parlez de  
23 l'autodétermination puis de C-92, qui le permet  
24 dorénavant dans la prise en charge des Services de  
25 protection de l'enfance notamment, comme étant un

1 moment charnière dans l'histoire, comme étant  
2 quelque chose, là, qui vient faire comme un point  
3 de bascule. En même temps, vous reconnaissez qu'il  
4 y a eu différents progrès de faits. On voit, entre  
5 autres, un tableau où on voit des ententes qui ont  
6 été prises avec le gouvernement du Québec dans  
7 différentes communautés, qui ont permis d'améliorer  
8 graduellement les choses, mais de façon, selon ce  
9 que votre mémoire dit, encore très insuffisante,  
10 puis vous avez encore beaucoup de recommandations  
11 parce qu'il y a encore beaucoup de choses qui sont  
12 inadéquates pour protéger efficacement les enfants  
13 dans la perspective, là, du respect de la culture  
14 autochtone.

15 J'aimerais que vous me parliez un peu plus  
16 de ce processus d'autodétermination et des  
17 obstacles qu'on rencontre. Notamment dans votre  
18 rapport, vous mentionnez que le gouvernement du  
19 Québec, qu'il n'y a pas une véritable  
20 reconnaissance du droit à l'autodétermination, mais  
21 plus une prise de conscience, puis une plus grande  
22 sensibilité à la réalité culturelle des Premières  
23 Nations. Donc, j'aimerais vous entendre davantage  
24 là-dessus, sur le chemin qu'il y a à faire pour  
25 aller vers cette autodétermination, puis

1 l'importance de ça pour assurer la protection  
2 efficace des enfants.

3 R. Bien, écoutez, je peux y aller d'une première  
4 tentative de réponse à votre question, puis  
5 j'inviterais les personnes qui m'accompagnent à en  
6 faire autant. Il y a plusieurs éléments à votre  
7 question comme réponse, et il faut avoir été à  
8 l'écoute de ce gouvernement-ci, aussi des  
9 gouvernements qui l'ont précédée, pour savoir que  
10 c'est un processus assez ardu et laborieux et je me  
11 permets de dire frustrant plus souvent qu'on le  
12 souhaiterait aussi parce que...

13 L'exemple le plus probant c'est qu'au même  
14 moment où l'actuel premier ministre du Québec  
15 prononçait des excuses le deux (2) octobre dernier  
16 à quelques kilomètres à peine de l'Assemblée  
17 nationale, le même gouvernement du Québec remettait  
18 en question devant la Cour d'appel fédérale notre  
19 capacité de gouvernance. Donc, il y a vraiment, là,  
20 un non-sens, une contradiction totale entre les  
21 volontés politiques exprimées et ce que fait - je  
22 veux dire, c'est dans les mains de la procureure  
23 générale - ce que fait la procureure générale  
24 devant les tribunaux en ce qui concerne cette  
25 volonté-là de pouvoir, oui, parvenir à une

1 autodétermination qui nous est légitime. Il y a un  
2 instrument international qui le confirme depuis  
3 deux mille sept (2007), la Déclaration de l'ONU sur  
4 les droits des peuples autochtones. C'est pas un  
5 rêve, là, ça fait longtemps que c'est travaillé. Ça  
6 a pris une génération pour parvenir finalement à un  
7 document qui a fait consensus et qui a été adopté  
8 par l'Assemblée générale des Nations Unies en deux  
9 mille sept (2007). Je pense que ça, ça fait partie  
10 de l'histoire récente, c'est le travail d'une  
11 génération, mais ça mérite également d'être  
12 reconnu.

13 Ceci étant dit, l'idéal est souvent  
14 confronté à nos réalités, et pour moi c'est  
15 important de préciser que dans cette réalité-là il  
16 y a le fait que nos communautés sont encore un peu  
17 dans le sillage et l'héritage d'un système colonial  
18 depuis les cent cinquante (150), deux cents (200),  
19 trois cents (300) dernières années. Donc, c'est pas  
20 par un coup de doigts, là, que les choses vont  
21 changer. Ce n'est pas du jour au lendemain non  
22 plus, donc il y a une préparatoire à tout ça. Et je  
23 pense que c'est important aussi d'en être conscient  
24 et c'est notre rôle à nous, autant au niveau  
25 politique, à mon niveau, qu'au niveau de mes

1 collègues sur le plan plus technique et  
2 administratif, de préparer le terrain et de  
3 s'assurer que nous puissions avoir toute la  
4 capacité, tous les outils et les moyens voulus, là,  
5 pour aller à l'autre étape, là, qui est la  
6 transition vers une plus grande autodétermination  
7 en présence de gouvernements qui seront redevables  
8 à leur propre population. Ce n'est pas le cas  
9 actuellement.

10 Et ça, je pense que c'est important aussi  
11 de le préciser et ça me permet de peut-être, au  
12 vol, référer à la loi fédérale C-92, là. Et il y a  
13 là aussi un gros vide parce qu'il y a l'aspect...  
14 le volet plus financier qui n'est toujours pas au  
15 rendez-vous et qui touche non seulement le  
16 gouvernement fédéral, mais le gouvernement du  
17 Québec aussi. Et il faudra quelque part même la  
18 volonté politique et la détermination de nos  
19 communautés, de pouvoir se donner leurs propres  
20 lois en matière de services concernant les enfants,  
21 les jeunes et les familles des Premières Nations,  
22 elles ne pourront pas en avoir la capacité si les  
23 moyens financiers ne sont pas au rendez-vous. Donc  
24 ça, c'est tous des éléments, je pense, qui font  
25 partie d'un tout et qui nous permettent de dire



1           aujourd'hui que finalement, on est toujours un peu  
2           devant, je veux dire, une certaine adversité parce  
3           qu'on veut toujours créer les conditions  
4           nécessaires pour qu'on puisse être en vitesse de  
5           croisière vers ce principe d'autodétermination,  
6           mais on comprend qu'il y a des conditions  
7           importantes, là, qui méritent d'être précisées et  
8           garanties aussi. Je ne sais pas si Marjolaine ou  
9           Dereck?

10          M. DERECK MONTOUR :

11          A. I guess the only thing I would add is right now, it  
12          is almost like Québec is saying : « We know better  
13          than you. »

14                         There was an agreement that the  
15          Haudenosaunee had signed with the colonial  
16          government, the settlers when they came called the  
17          Two Row Wampum. And it was intended that we would  
18          be working side by side and never to cross into  
19          each other's canoe, each other's form of  
20          government. And we would build together and travel  
21          together in partnership throughout that time.

22                         And somehow, somewhere, Canada and its  
23          provinces, Québec, somehow came to say : « We know  
24          better » and it was an undermining of our systems  
25          and our societies and our beliefs that then caused

1 us to be, at a certain point of time, incapable of  
2 maintaining those structures that we had.

3 And we've now reaching a point where  
4 everybody acknowledges that assimilation is not the  
5 way to go. And that the undermining of culture and  
6 identity and language is not the way to go. So we  
7 all acknowledge that, but for some reasons, the  
8 Québec system is still of the belief that « we know  
9 better », that we have to function just within,  
10 let's say, the Québec Youth Protection Act, 37.5.

11 And it's almost like saying : « We support  
12 your autonomy, but as long as it's within our ways  
13 of doing things. As long as you do it with this box  
14 and the way we go, we know better. » And  
15 unfortunately, we believe differently because  
16 what's worked so far hasn't worked for our people.  
17 Our people are still being taken from us in record  
18 numbers compared to residential schools and others.  
19 And that's across the board.

20 The more empowerment that a community has,  
21 the greater decision-making they're able to do  
22 internally. There's still all the challenges  
23 because all the communities are at different  
24 capacities, so it's a continuum. Some are very  
25 capable, others are just entering into that. So

1           there is a spectrum of learning that people have to  
2           have. But the C-92 offers at that high-end spectrum  
3           for communities to say : Okay, we're ready to  
4           retake our ability to decide for ourselves how we  
5           are going to manage our own children, how are we  
6           going to manage our own care of our children.

7                       And when things happen in families due to  
8           multi-generational trauma, addictions, abuse and  
9           all of the other things, we can put into place  
10          things ourselves on how to support that. And I  
11          think that's the value of what we see in C-92, that  
12          yes, 37.5 can have a stepping stone. But at the end  
13          of the day, it's acknowledging that we have that  
14          control over our own lives as well. And that's what  
15          true self-determination is. It's my opinion.

16       Q. **[2]** Peut-être juste... bien c'est une petite  
17       question complémentaire. Dans votre mémoire, vous  
18       parlez d'un « comité tripartite » : le fédéral,  
19       provincial sous votre égide pour faciliter la prise  
20       en charge dans l'ensemble des communautés. Est-ce  
21       que l'appel a bloqué ça ou est-ce que c'est quelque  
22       chose qui a une suite, là, au moment où on se  
23       parle?

24       Mme MARJOLAINE SIOUI :

25       R. Bien, on a reçu justement la réponse du

1 positionnement du Québec hier, en disant qu'il  
2 était partie prenante pour venir discuter à la  
3 table. Par contre, tant et aussi longtemps que ça  
4 rentrera dans les directives au niveau de la  
5 procureure générale du Québec. Donc, c'est sûr que  
6 l'acte qui a été posé avant les Fêtes vient un peu  
7 encadrer leur positionnement présentement.

8 Par contre, nous on va quand même de  
9 l'avant avec le comité tripartite parce que la loi  
10 s'applique. Donc, on doit continuer de préparer le  
11 terrain, les communautés et tout, donc ça va de  
12 l'avant.

13 Q. **[3]** Merci beaucoup.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Merci, on va poursuivre avec Lesley Hill.

16 Mme LESLEY HILL, commissaire :

17 Q. **[4]** So I'll ask my questions in English if you  
18 don't mind. So I would like to know what the unique  
19 challenges are to communities who are using English  
20 as their second language in Québec.

21 M. DERECK MONTOUR :

22 A. English as their first language?

23 Q. **[5]** Well, first or second cause...

24 A. O.K. I think the biggest challenge is lack of  
25 English services within the systems that surround

1 us. There are very specific recruitment challenges  
2 in the professional field because for a First  
3 Nations community, there is three barriers.

4 First, we have to find people who are  
5 qualified, according to law 21 that can go  
6 restricted activities; second, we have to find  
7 those who are English-speaking because our  
8 community and many others are predominantly  
9 English; and third, the employee has to be able to  
10 work within a native environment, therefore to be  
11 able to mix with the team well. So those three  
12 challenges are a very distinct activity.

13 The challenge right now, particularly with  
14 the merge of law 5, I think, in the reduction of  
15 the « agence » limits how much English services are  
16 in each of the regions. So a big example for us, we  
17 had several cases where we had children replaced,  
18 cause I am from Kahnawake. So welcome to Kahnawake  
19 territory. We had a child who was placed in a  
20 French-speaking group home and there was no English  
21 resources there.

22 So imagine a child who has to be removed  
23 due to very specific risks-reasons, is removed from  
24 their home, from their community and placed  
25 somewhere else, and there's no even language that

1 they can speak in. Yes, we can access Batshaw, but  
2 because of the problems or challenges in service  
3 court orders, that limits those challenges. And  
4 that's the same for border communities, for more  
5 remote communities, for all of those.

6 A huge challenge is special needs. So  
7 imagine a child, or an adult, who has very specific  
8 special needs like severe autism, who only  
9 understands English and it's non-verbal, who has to  
10 be placed and there's no resources internally, has  
11 to be placed externally and there's no English  
12 resources that are available. So we have a non-  
13 verbal severe autistic person who only understand  
14 English who is now placed in a facility because of  
15 lack of resources. And there's not a willingness to  
16 support resources and build resources within the  
17 community.

18 So that's the answer - is how do we partner  
19 with Québec to build those resources in the  
20 community that then can support English-speaking.  
21 And requirement is where English service members  
22 have to interface with the Québec system, there has  
23 to be English-speaking cause they're at their most  
24 vulnerable, whether... Particularly in child  
25 welfare, but also within the health care system as

1 well. Because you have a child welfare who may be  
2 dealing with something, who is dealing with very  
3 concrete needs in the medical field.

4 So, to me, those are the key things that  
5 leap out. It's just access to services. There is  
6 border issues, there is other stuff that come in,  
7 even translation of documents. You know, there is a  
8 Québec policy that documents by government are only  
9 in French. The ones that interface with public are  
10 English. But if all of the community workers are  
11 English speaking, then it's an added cost that,  
12 just try to benefit it, and we all know the nuances  
13 between a translation to English to French. And we  
14 have learned the degree of a single word can make  
15 in the understanding of a phrase, or an agreement  
16 or a process. So those types of things, challenges,  
17 I mean, I am very grateful to even have  
18 translation, right? Cause I wouldn't understand  
19 what is going on despite my son trying to teach me  
20 how to speak French, you know.

21 But it's a loss of our own language and  
22 then try to interface with a different language  
23 itself. So for me those are the big things that  
24 leap out.

25 Q. [6] Thank you.

1 M. GHISLAIN PICARD :

2 A. Just to support what Dereck is saying. We also have  
3 a coalition of communities that have English as a  
4 language of work or second language. And those  
5 communities go from the Témiscamingue region all  
6 the way to Gaspésie and along the border of Québec  
7 and Ontario. I think it speaks to a reality that  
8 Dereck has explained. And I think it was even part  
9 of the conclusions of the Viens report as well.  
10 Because I know of situations where communities on  
11 the Québec side are told by Québec institutions :  
12 « Why don't you go in Ontario? It's easier. » So  
13 there are situations like that.

14 Q. [7] Thank you. I'm going to try translating one of  
15 your recommendations to explore it with you. So you  
16 are suggesting an ombudsman or advocate for First  
17 Nations' children in Québec. And you're asking that  
18 it be specific to First Nations' children or this  
19 entity receive from the First Nations communities  
20 their mandate.

21 So my question is maybe to explore that,  
22 but also to try and compare with other provinces  
23 because right now, we are looking at Alberta, for  
24 example, New Brunswick, the child and youth  
25 advocates, what their roles are versus our CDPDJ or



1           our Protecteur du citoyen. And we're seeing in  
2           other provinces that the Child Advocate's Office is  
3           also taking care of First Nations' children. And...  
4           quite, I would say, adamant about it because those  
5           provinces have a lot of First Nations' children  
6           represented in their youth protection services. So,  
7           I would like to hear what you think about the two  
8           options.

9           Mme MARJOLAINE SIOUI :

10          A. There was a movement and a bill that was tabled, an  
11          independent bill that was tabled about a year and a  
12          half ago. And it didn't go through. And I know that  
13          First Nations all across the country have been  
14          lobbying, you know, to have something within also  
15          the federal government in that regards. So now, you  
16          know, I know also that the Chiefs of Québec had  
17          supported, you know, to have such an ombudsman. Now  
18          we're putting it in terms with the C-92, the law,  
19          to have something similar but specific to Québec.

20                        So when the local governments or the First  
21          Nations' governments, you know, like move on in  
22          establishing or, you know, developing their own  
23          law, this is something that we see that would  
24          support, you know, like to have an independent body  
25          to do that as well.

1 Q. **[8]** Okay. Did you have anything to ad, no? Okay.  
2 Then I have two minutes left. The legislative  
3 changes that you have requested in the « Loi sur la  
4 protection de la jeunesse », I understand, are  
5 transitional, because what you really want is full  
6 independence and self-determination within the  
7 communities.

8 But you have specifically suggested that  
9 the principles of C-92 be written into the Youth  
10 Protection Act, in Québec. Could you explain what  
11 you think that will permit?

12 M. RICHARD GRAY :

13 A. O.K. Sure. Euh, first and foremost, the principles  
14 are in force right now in Québec and every  
15 protection, provincial First Nations' agency should  
16 be respecting them, first and foremost now.

17 Q. **[9]** Right.

18 A. I think for clarity purposes, to make it clear by  
19 Québec as well that they are supporting and  
20 respecting the law, that they recognize that these  
21 national principles be included in their laws so  
22 that it is clear for everybody, especially the non-  
23 indigenous protection workers.

24 If you look at the principles, they go way  
25 farther than the existing Youth Protection Act. And

1 I think the principles would give added weight to  
2 the emphasis that culture, tradition, prevention  
3 are important factors when it comes to First  
4 Nations interacting with protection law. And it  
5 gives strength to the voice of the community in  
6 terms of finding solutions by communities, for  
7 communities themselves, rather than external power  
8 coming in and imposing solutions on them.

9 And we all know, based on the history of  
10 placements, interactions with the protection  
11 systems in terms of number of « signalements »,  
12 number of cases judicialized, number of cases  
13 closed and reopened, that Québec solutions are not  
14 working.

15 So we think that the national principles  
16 will go farther in terms of bringing solutions for  
17 our communities by communities. So it is  
18 absolutely, fundamentally needed.

19 Q. [10] Okay. I'd have lots of questions, but I have  
20 to pass it over to our colleagues.

21 M. DERECK MONTOUR :

22 A. If I may, the only thing I would add is that it is  
23 important to remember that spectrum that I talked  
24 about. The adoption of a community law takes time  
25 for the community to build the law and then have

1 the capacity to implement that law. And that is at  
2 the far end of the spectrum. The system itself  
3 still needs to be reformed, and that is  
4 acknowledged by Canada as well with the funding  
5 that was have through the human rights' complaint  
6 that was judged. The long-term reform of the child  
7 and family service system at the federal level, and  
8 the Québec level, both have to be changed.

9 So regardless whether a community goes into  
10 C-92, the system itself needs to change. And we  
11 have to acknowledge that. And if we avoid that,  
12 that's the problem.

13 Q. **[11]** Thank you.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Merci, on va poursuivre avec Danielle Tremblay.

16 Mme DANIELLE TREMBLAY, commissaire :

17 Q. **[12]** Alors, bonjour, à mon tour de souligner à la  
18 fois la qualité de votre mémoire et de votre  
19 présentation. C'est très clair.

20 D'entrée de jeu, Monsieur Picard, au début  
21 vous nous avez affirmé que les nations autochtones  
22 veulent devenir maîtres de leur destinée incluant  
23 l'avenir de vos enfants. On a entendu plusieurs  
24 témoins venir nous affirmer l'importance qu'il y  
25 ait le plus d'intervenants autochtones possible

1 pour intervenir tant dans les services de première  
2 ligne que de protection de la jeunesse. Donc,  
3 j'aimerais vous amener sur le terrain de  
4 l'éducation.

5 On sait que l'éducation, c'est un facteur  
6 de protection, c'est un facteur de résilience,  
7 quand on parle d'avenir des jeunes. Pouvez-vous  
8 nous parler... Bon, quel est l'état de la situation  
9 de la scolarisation des jeunes des Premières  
10 Nations? Quand on parle de scolarisation, de  
11 persévérance scolaire, de diplomation et comment  
12 vous voyez soutenir pour en arriver éventuellement  
13 à avoir le plus possible de travailleurs qui vont  
14 être en mesure d'intervenir auprès des familles des  
15 communautés?

16 M. GHISLAIN PICARD :

17 R. Écoutez, je vais y aller d'une réponse qui va sans  
18 doute être complétée par mes collègues, encore une  
19 fois. Mais vous le savez sans doute, le secteur  
20 social est le secteur où il y a le plus fort  
21 roulement de personnel au sein de nos communautés,  
22 et on en connaît les causes. Et ça, je pense que  
23 c'est important de le souligner d'entrée de jeu.

24 Mais en même temps, écoutez, sur le plan de  
25 l'éducation en général, on a devant nous une

1 situation qui est nettement inférieure à ce que  
2 connaît la population québécoise, et même, à  
3 plusieurs égards, la population canadienne. On est  
4 en situation de rattrapage au niveau de la  
5 diplomation.

6 Ceci étant dit, on est également - bien, on  
7 sera toujours - dans une phase transitoire avec le  
8 gouvernement fédéral, qui va nous permettre aussi  
9 d'aller chercher les moyens et la capacité voulus  
10 pour essayer d'inverser un peu la tendance qu'on  
11 constate.

12 Je pense que c'est au tournant des années  
13 soixante-dix (70) où les dirigeants autochtones de  
14 l'époque disaient : « Bon, ça prend vraiment une  
15 mainmise sur l'éducation pour que ça change. » Le  
16 contrôle indien de l'éducation indienne, on disait  
17 encore « indien » dans ce temps-là. Mais c'est  
18 quand même, c'est plus d'une quarantaine d'années.  
19 Donc, c'est une indication que ça prend du temps,  
20 mais encore faut-il avoir les conditions  
21 nécessaires pour pouvoir accélérer le processus.

22 Mais il y a un autre élément, je pense, qui  
23 fait que le système éducatif n'est pas à la hauteur  
24 des résultats qui sont souhaités. C'est qu'il y a  
25 des déterminants importants qui manquent à l'appel

1 aussi. J'ai eu l'occasion de présenter devant le  
2 Comité permanent des finances la semaine dernière  
3 et un des secteurs que nous avons ciblés dans notre  
4 présentation, c'est le logement où il y a vraiment,  
5 là, un rattrapage énorme, énorme à faire devant une  
6 démographie où notre population est toujours  
7 croissante, beaucoup, beaucoup de jeunes.

8           Donc, les taux d'occupation que vous  
9 connaissez au Québec et au Canada, bon, sont  
10 facilement doublés chez nous, et pour ces raisons-  
11 là. Donc, avec un impact direct tant au niveau du  
12 secteur de la santé qu'au niveau du secteur de  
13 l'éducation. Donc, il y a ces éléments-là aussi qui  
14 sont, pour moi, là, des indicateurs importants.

15           Quand on dit, du côté des Premières  
16 Nations, que... lorsqu'on nous demande : « Bien,  
17 quelle est votre priorité? » C'est une question que  
18 je trouve totalement injuste parce qu'il y en a  
19 trop. Il faudrait frapper sur plusieurs fronts en  
20 même temps.

21           Là où c'est quand même encourageant, c'est  
22 qu'on réussit à travers ces défis-là de se doter  
23 des moyens pour répondre à la réalité au niveau de  
24 l'éducation, mais au niveau de la formation aussi  
25 parce qu'on a cinq centres de formation tant au

1 niveau professionnel que la formation, l'éducation  
2 aux adultes, dans cinq régions au Québec, cinq  
3 communautés qui en ont la charge.

4 Et ça, ça nous permet de peut-être  
5 faciliter davantage le rattrapage. Ça permet aussi  
6 une certaine spécialisation dans certains corps de  
7 métier. Et le secteur social, au risque de me  
8 répéter, c'est un secteur qui est énormément,  
9 énormément sollicité. Moi, j'ai des personnes que  
10 je connais, des amis que je connais qui ont  
11 travaillé dans ces domaines-là dans le passé. Puis  
12 les témoignages qu'ils m'ont partagés, là, c'est  
13 vraiment extrêmement préoccupant parce qu'il y a un  
14 fort roulement de personnel, sans compter que c'est  
15 des personnes qui s'épuisent à la tâche.

16 Et pour moi, si on réussit à garder le cap,  
17 là, au niveau éducation/formation et surtout  
18 s'assurer qu'on a la capacité de pouvoir mettre en  
19 oeuvre une loi qui serait adoptée par nos propres  
20 instances, je pense qu'on serait sans doute en  
21 meilleure posture qu'on l'est présentement.

22 Mme MARJOLAINE SIOUI :

23 R. Oui. Peut-être ce que j'ajouterais à ce niveau-là,  
24 quand on parle d'éducation, on a quand même une  
25 préoccupation d'assurer une relève. Présentement,



1 c'est ça, tout à l'heure, monsieur Montour  
2 précisait au niveau de l'impact qu'avait eu le  
3 projet de loi 21 au niveau des codes des  
4 professions, et ça a un impact pas seulement au  
5 niveau des communautés, mais des travailleurs. Et  
6 aussi de s'assurer que cette relève-là ne sera pas  
7 confrontée à ces obstacles qui ont été mis par la  
8 loi. Un autre élément, je pourrais vous donner en  
9 exemple...

10 Q. **[13]** Peut-être... je m'excuse. Si je peux... c'est  
11 moi. Si je peux... oui, j'ai fait le lien au début  
12 avec l'importance d'avoir des intervenants  
13 autochtones, mais de façon plus générale, le  
14 soutien à l'éducation des jeunes, là, peut-être  
15 élargir un peu la lunette...

16 R. Bien, lorsqu'on regarde au niveau de l'éducation  
17 présentement, on a des programmes au niveau de tout  
18 l'encadrement qu'on peut donner à ces jeunes-là et  
19 que ce soit aussi au niveau post-secondaire.

20 Donc, ça débute très jeune, mais aussi ça  
21 se fait jusqu'au post-secondaire. Lorsqu'on a des  
22 programmes qui ont du succès comme celui des  
23 programmes des facultés de médecine où est-ce  
24 qu'auparavant, on avait seulement quelques médecins  
25 au Québec, de Premières Nations, et qu'on sait que

1           présentement on en a quarante-six (46) en devenir.  
2           Bien, c'est sur des initiatives comme ça qu'il faut  
3           miser, puis de déjà commencer dès le début quand  
4           les jeunes sont au primaire, de les intéresser ou  
5           d'avoir des programmes qui vont pouvoir les aider  
6           et les initier au niveau des sciences, au niveau  
7           des compétences qui vont pouvoir justement les  
8           rendre à un certain niveau dans ce sens-là.

9                        Mais ce que je voulais aussi vous préciser  
10           c'est que lorsqu'on a des barrières à cause de la  
11           langue, je vais vous donner l'exemple où est-ce que  
12           quand on parle de sages-femmes et c'est une  
13           pratique et on sait très bien que c'est un  
14           déterminant qui va faire que les communautés vont  
15           se réapproprier leurs pratiques traditionnelles,  
16           dans leurs communautés, où les enfants vont  
17           demeurer dans les communautés et où est-ce qu'on va  
18           leur redonner ce pouvoir.

19                        Et présentement la seule université qui  
20           offre le programme de sages-femmes est Trois-  
21           Rivières et c'est en français. Donc, il y a des  
22           changements quand même importants qui doivent être  
23           faits au système présentement.

24           M. DERECK MONTOUR :

25           A. If I may, I would mention three things. Number one,

1 change happens at the speed of trust. That's a  
2 quote I heard. And at the end of the day, our  
3 people were subjected to indian day schools,  
4 residential schools and removal. So trusting in the  
5 education system was built-in from their parents  
6 and grandparents to not trust, as a result. So,  
7 that's something that communities have to overcome,  
8 number one.

9 The second thing is the cycle. People that  
10 get involved, let's say, with social assistance,  
11 they need social assistance. Asking why they need  
12 social assistance may result in : Well, it's  
13 because they don't have a job. Why don't they have  
14 a job? Well, they don't have training. Why don't  
15 they have training? They don't have education. Why  
16 don't they have education? Because their parents  
17 were involved in youth protection. Why were they  
18 involved in youth protection? Cause they had  
19 poverty. And that cycle continues and it's hard for  
20 communities to jump in to nowhere.

21 And the last thing is just scale. Some  
22 communities are relatively small. And the needs  
23 throughout the whole government system, we know  
24 there is a large variety of roles that have to be  
25 filled. Just in economics alone. So keying in

1 certain people to fill in the whole variety of  
2 roles can be challenging for individual  
3 communities.

4 Communities that are larger have a much  
5 better benefit because there is more people that  
6 can then fill in those different slots. A big key  
7 is to try to align or kind of direct students right  
8 from the beginning and to try to help guide them.

9 But when all these pieces are missing  
10 throughout that whole thing from zero to five, six  
11 until twelve (12) and that. And those systems  
12 aren't in place, that's when the kids start falling  
13 out and then lose hope from there. So it is to  
14 rebuild the whole system which then will answer  
15 that education question, in my opinion.

16 M. RICHARD GRAY :

17 A. I would like to add as well some complementary  
18 information. Yes, you are right, education systems,  
19 processes to support students to get to their  
20 degrees is very important. But at the same time,  
21 there's also this traditional component that exists  
22 in our First Nations' communities.

23 We have our teachers, we have our healers  
24 that exist in our First Nations' communities and  
25 there's been no recognition of these traditional

1 healers, these educators in our First Nations  
2 communities, outside of our First Nations'  
3 communities.

4 This is also an area that's very important  
5 in terms of our teachings, who we are, where we  
6 come from, our culture, etc., our healing, our  
7 access to our land, our territory, our healing  
8 comes from these areas. These kinds of healers are  
9 very important in terms of our well-being and our  
10 autonomy as well as our understanding of where we  
11 come from.

12 In the Québec system, there is very little  
13 recognition of these kinds of healers, these kinds  
14 of support in our First Nations communities. I  
15 think law C-92 goes to the First Nations'  
16 communities to really push and promote these kinds  
17 of services.

18 Within the existing health services systems  
19 we have right now, it's all about professionals.  
20 These healers in our communities get little  
21 recognition by the current existing health systems  
22 as well. I know there's a movement to change that  
23 now, but there's that component as well that is  
24 equally important.

25 And I think the Commission Viens report

1 cites that these kinds of traditional approaches,  
2 these kinds of traditional uses of knowledge for  
3 healing be recognized as well equally.

4 So that is something at the same time that  
5 is very important. And I think this whole movement  
6 around indigenizing the existing education system  
7 outside of First Nations' communities is ongoing  
8 and I think, as Dereck mentioned, you know, change  
9 is coming, but it is coming slowly but it is  
10 happening.

11 Q. **[14]** Merci beaucoup.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Merci. On poursuit avec Andrés Fontecilla.

14 M. ANDRÉS FONTECILLA, commissaire :

15 Q. **[15]** Bonjour Monsieur. Bonjour Madame.

16 Effectivement, moi aussi je souligne l'ampleur de  
17 votre réflexion, dans votre mémoire. J'aimerais  
18 vous entendre sur la question de la production d'un  
19 système de protection de la jeunesse. On a entendu  
20 en audience ici, en quelque sorte, trois façons de  
21 construire nos services de protection de la  
22 jeunesse pour les communautés autochtones.

23 D'un côté, il y aurait comme une adaptation  
24 de la loi actuelle de la protection de la jeunesse  
25 du Québec qui se traduit par l'article 37.5 en

1 particulier. D'autre part, il y aurait une  
2 construction distincte d'un système séparé, en  
3 quelque sorte, qui répond aux préoccupations des  
4 communautés. Et une voie mitoyenne, une interface -  
5 certaines personnes l'ont appelée - qui consiste à  
6 construire un système adapté, mais en lien avec le  
7 système de protection de la jeunesse, mais quand  
8 même autonome et qui reflète les, qui répond aux  
9 besoins des communautés autochtones.

10 Comment construire concrètement ce système-  
11 là dans votre réflexion, là? Est-ce qu'il est  
12 possible de faire une coconstruction d'un système  
13 de protection de la jeunesse entre le Québec et les  
14 communautés autochtones? Et quel type de, est-ce  
15 qu'il faudrait un accompagnement particulier,  
16 soutenu ou pas? J'aimerais vous entendre votre  
17 réflexion, là.

18 M. GHISLAIN PICARD :

19 R. Oui, encore une fois, je peux tenter une première  
20 réponse. Pour moi c'est très clair que ça dépend  
21 beaucoup du point de départ, du préalable. Et  
22 aujourd'hui, on a l'impression que ce préalable  
23 c'est qu'il y a une primauté qui est celle de la  
24 Loi de la protection de la jeunesse du Québec, dans  
25 tout ce qu'on fait.

1                   Et c'est ça qu'il nous faut changer  
2 l'esprit, donc de ce que j'appellerais peut-être le  
3 partenariat, un partenariat à créer, et c'est là  
4 que plusieurs nations prennent peut-être un certain  
5 recul par rapport à l'article 37.5.

6                   C'est qu'il y a, il y a un peu, je ne  
7 l'appellerais pas condition, mais un espèce de  
8 préalable, là, qui fait qu'on est devant une loi  
9 qui finalement délègue à nos propres instances la  
10 responsabilité à travers les principes qui sont  
11 guidés dans la Loi de la protection de la jeunesse.

12                   Ceci étant dit, je pense que notre  
13 responsabilité à nous - et je parle uniquement au  
14 niveau politique - c'est vraiment d'aller chercher  
15 et d'assurer les conditions nécessaires pour qu'il  
16 y ait un engagement de nos instances, de nos  
17 agences avec les institutions québécoises.

18                   Et ce n'est pas ici pour complètement, je  
19 ne sais pas, le terme qu'on entend souvent, « se  
20 ghettoïser » par rapport au système provincial,  
21 mais c'est toujours, finalement, trouver une façon  
22 d'harmoniser, mais en considérant et en mettant le  
23 poids nécessaire à ce que sont nos propres valeurs.  
24 Et c'est là que le projet de loi, pas le projet de  
25 loi, mais la loi C-92 dépasse de loin ce que le



1 Québec prévoit actuellement. Ça, je pense que c'est  
2 important de le noter.

3           Donc, on a quand même des petits exemples  
4 de réussite avec la loi 115 au Québec, je pense,  
5 c'est 115... l'adoption coutumière? 113, oui. Donc,  
6 on a réussi à travers la loi 113 à insérer dans la  
7 loi, dans la LPJ, le concept d'adoption coutumière,  
8 c'est-à-dire la pratique de l'adoption coutumière  
9 au sein de la nation.

10           Ce n'est pas venu parce qu'on y a rêvé une  
11 bonne nuit, là, puis c'est arrivé le lendemain  
12 matin. Ça a pris dix (10) ans de travaux. C'est  
13 énormément, énormément d'énergie de notre part pour  
14 arriver finalement à un si mince résultat. Et c'est  
15 là, encore une fois, que je m'en remets au contexte  
16 fédéral, ce que le contexte fédéral prévoit en  
17 vertu de la 92, et pour moi, je pense que ça nous  
18 donne une opportunité d'aller beaucoup, beaucoup  
19 plus loin.

20           Est-ce que ça veut dire qu'on va  
21 complètement être dans le champ ou je veux dire on  
22 va carrément en dehors des sentiers battus? Pas  
23 nécessairement, je pense qu'il y a tout avantage  
24 autant pour nos communautés que le Québec,  
25 finalement, de trouver une formule qui puisse

1 permettre d'harmoniser nos pratiques.

2 Pourquoi s'embourber finalement dans des  
3 codes de pratique ou des cadres de pratique qui  
4 sont complètement à l'opposé? Je pense que c'est ça  
5 qu'il nous faut voir, mais encore faut-il qu'on  
6 soit partie prenante de la démarche.

7 Si, comme dans le cas 31, projet de loi 31,  
8 qui concerne la pharmacie, on est devant un  
9 gouvernement qui, comme disait Dereck un peu plus  
10 tôt, qui pense avoir la recette pour nous, je veux  
11 dire, ça peut pas marcher. C'est pour ça que, je  
12 veux dire, on se retrouve devant des situations  
13 qu'on ne souhaite jamais, mais où on se doit de  
14 réagir, souvent pas de la bonne façon ou pas de la  
15 façon qui est souhaitée. Mais écoutez, on a une  
16 responsabilité, on est pas devant un concours de  
17 popularité, là. Si on a des choses à dire, on va  
18 les dire parce qu'on a une responsabilité envers  
19 les gens qui nous confient ce devoir-là.

20 Donc, je pense que c'est une longue réponse  
21 à votre question, mais je pense avoir peut-être  
22 couvert certains aspects. Dereck?

23 M. DEREK MONTOUR:

24 A. I would like to add one other thing, and I guess  
25 it's a concept that regardless of the... where a

1 community is on that spectrum, it's all a common  
2 belief, and I think it's the same belief that's  
3 echoed outside of our communities. In all of your  
4 agencies in across Canada, and that's struggle  
5 between child protection, when we remove the child  
6 in order to try to protect him and keep them safe,  
7 versus family preservation, and trying to rebuild  
8 that family and keeping them there and putting in  
9 the services in place within the family to change  
10 that family dynamic. Everybody struggles with that,  
11 and to try to understand child protection, child  
12 welfare, child protection in family preservation.

13 Uniformly, I think across the communities,  
14 whether it's a C-92 or a modification or a joint  
15 partnership, that end up idea of really preserving  
16 and rebuilding families throughout of it, would be  
17 a common concept, and I think if we focus on that  
18 and then, try to put those structures in place that  
19 can support that, would be ideal.

20 I'll give you an easy example. Instead of a  
21 group home when we send a child, how about a family  
22 goes to that? But the courts and the people are not  
23 set up to support those types of ideas. That's what  
24 I mean by a system change, because we have to think  
25 differently about how we're supporting our children

1 and our families. Thank you.

2 Q. [16] J'aimerais vous entendre aussi, vous faites  
3 mention, dans votre mémoire, sur la question de  
4 l'intérêt de l'enfant, et on sait qu'il y a  
5 l'article 3 de la Loi sur la protection de la  
6 jeunesse donne quand même des éléments, c'est en  
7 lien avec l'article 4, l'intérêt des parents  
8 également, là. Mais vous dites que l'intérêt de  
9 l'enfant, là, ce n'est pas dans la Loi de la  
10 protection de la jeunesse du Québec, ça ne reflète  
11 pas la réalité ou la vision des communautés  
12 autochtones.

13 Donc, qu'est-ce que vous pensez? Est-ce  
14 qu'il faudrait changer cette vision-là?

15 M. RICHARD GRAY:

16 A. I think article 3 in the YPA doesn't go far enough,  
17 and I think that C-92 does a better job defining  
18 best interests of the child, and really puts  
19 forward this notion that the community, the family,  
20 the nation, really has... the law really has to  
21 take consideration of those people who circle a  
22 child - the community, the family - and I think too  
23 long... You know, if you look at YPA in the  
24 interests of the child, if it was really good as it  
25 is, would we be here talking to you about, you

1 know, our situations in terms of the impact the YPA  
2 system is having on us, as First Nations? I don't  
3 think so. The proof is in our reality we're  
4 experiencing, you know? The data shows that... and  
5 the Commission Viens report is very clear: the  
6 system has to be changed from inside out.

7 Earlier, you asked, you know, "What has to  
8 happen in terms of Quebec working with First  
9 Nations communities?" I think one of the most  
10 fundamental things in the Commission Viens report  
11 that he has signed was the attitude of workers  
12 within the Quebec system towards First Nations. You  
13 know, we've heard DYP's always using that veil of  
14 threat to First Nations workers. "We'll take away  
15 your delegation we gave you in your agreements."

16 Derek talked about trust, earlier. How can  
17 we work in a relationship where there's no trust,  
18 where there's always this veil of power saying:  
19 "Comply, follow our systems or..." it's taking away  
20 your powers.

21 Q. [17] Hum.

22 A. How can we work in a system like this when the  
23 trust is not there, that power is always being held  
24 over your head.

25 The attitude of workers in the system needs

1 to be fundamentally changed at the same time, too.  
2 This notion of "best interests of the child", now  
3 define in C-92. Will Quebec workers' take on this  
4 notion that's now enforced in law, and really apply  
5 it in the spirit and intent that it's meant to be  
6 in terms of looking at the community interest and  
7 family interest as a whole? I really have questions  
8 and doubts about that, giving the attitude that  
9 Commission Viens already stated in his report, that  
10 there is a problem with the attitude of the  
11 existing workers in the system right now.

12 So we wish and we want... we wish the  
13 Quebec network would adopt these principles and  
14 look at them and use them, because they're really  
15 solutions that communities want to put forward. But  
16 when the workers' attitudes minimize community  
17 solutions, family solutions, workers' solutions...

18 And if you look at these timeframes that  
19 the Quebec system imposes on families and all the  
20 trauma we experience. You know, Derek talked about  
21 residential school, sixties (60'S) scoop, families  
22 who have lived trauma and are still living trauma  
23 today. How are we supposed to put the solutions in  
24 place in a quick way when the clock starts ticking  
25 with there maximum placement periods?

1                   We have lack of resources. This law on  
2                   maximum placement periods was put in place in two  
3                   thousand and seven (2007). First Nations  
4                   communities did not even had prevention services,  
5                   and we told Quebec not to do this. We implored them  
6                   not to do this, because we didn't have prevention  
7                   services. They did it anyways.

8                   So when we look at a hand that's sticking  
9                   out to us like C-92 to really promote community  
10                  interest and help up, to really promote best  
11                  interest from a community perspective, of course,  
12                  we're going to accept this, and of course, we're  
13                  going to promote this, and we expect that Quebec  
14                  will do the same and that they will really respect  
15                  that and implement it in their networks.

16                  I don't know if that answers your question,  
17                  but I'm giving you my spirit in terms of what I  
18                  think it means and how it should be applied.

19                  M. GHISLAIN PICARD:

20                  R. Si je peux me permettre, j'irais même plus loin. À  
21                  mon sens, je ne comprends pas pourquoi il n'y a pas  
22                  un gouvernement qui pourrait saisir cette belle  
23                  opportunité de se démarquer.

24                  À mon sens, votre question met en  
25                  perspective une façon de faire qui mérite une

1 certaine révolution, et c'est un peu le résultat  
2 qu'on est allé chercher avec la loi fédérale C-92,  
3 où, finalement, on a produit qui n'est pas  
4 totalement satisfaisant, parce qu'il y a l'aspect  
5 moyen et le volet financier qui n'est toujours pas  
6 au rendez-vous, mais au moins dans les dispositions  
7 que la loi contient, je veux dire, on était partie  
8 prenante.

9           Donc, ça demande une façon de faire, une  
10 nouvelle façon de faire, qui permet, finalement,  
11 aux personnes qui seront directement impactées par  
12 une loi, une législation, d'être partie prenante  
13 dans sa conception. Et c'est là qu'on a encore  
14 énormément de terrain à couvrir avec le  
15 gouvernement du Québec, parce que je suis loin  
16 d'être convaincu que l'actuel gouvernement penche  
17 de cette façon-là.

18           Donc, je pense que c'est important, aussi,  
19 je veux dire, dans les libellés ou les dispositions  
20 des différentes législations, le 92 en fait une  
21 belle démonstration, c'est que 92 contient ce qu'on  
22 a voulu que la loi contienne. Donc, c'est  
23 important, aussi, de référer à ce volet-là.

24 Q. [18] Merci.

25



1 LA PRÉSIDENTE:

2 Merci. Alors, c'est à notre tour, à l'avant.

3 Q. [19] J'aurais plusieurs questions, mais je vais...  
4 si j'ai du temps, je reviendrai, mais je vous amène  
5 à la recommandation qui dit que :

6 L'APNQL réclame au gouvernement au  
7 Québec de soutenir financièrement la  
8 création d'un poste de commissaire à  
9 l'enfance et à la jeunesse spécifique  
10 aux Premières Nations, dont le rôle et  
11 les responsabilités sont définis par  
12 les chefs de l'APNQL.

13 Et là, j'aimerais bien que vous m'aidiez à  
14 réfléchir à cette recommandation-là, parce que ça a  
15 soulevé une question chez moi: quand on parle des  
16 droits de l'enfant et de l'intérêt de l'enfant, si,  
17 de façon très hypothétique - comme on dit, on jase,  
18 là - très hypothétique, s'il y avait un commissaire  
19 pour tous les enfants du Québec - on parle des  
20 droits et des intérêts de l'enfant - ça serait  
21 quoi, la différence? C'est votre recommandation qui  
22 a soulevé ce questionnement chez moi.

23 M. RICHARD GRAY:

24 R. Quick clear, because no one's looking up for First  
25 Nations rights or interests. That's why their

1 recommendation is there, plain and simple.

2 It's something we've been requesting for  
3 quite some time. We've been participating in  
4 Commissions and we've been making recommendations  
5 to Commissions for tens of years, decades, and  
6 still, little or no follow-up has been given to our  
7 recommendations, briefings, to government on  
8 consultations.

9 If C-92 is in place, we need someone who's  
10 really going to look at how Quebec workers apply C-  
11 92 and how they're respecting the rights of First  
12 Nations. Are they respecting the rights of First  
13 Nations and families? We need someone independent,  
14 someone specific for First Nations to do that work.

15 I know that we have Quebec Human Rights  
16 Commission, CDPDJ, and they are obligated to follow  
17 C-92 as well, and we'll respect and have an  
18 obligation to follow where complaints are made to  
19 investigate the rights. But I like to look at, you  
20 know, if you really look at the number of  
21 recommendations that have been made by the CDPDJ,  
22 for the number of complaints that have been given  
23 on record regarding First Nations and Inuit, how  
24 many of those recommendations has the government of  
25 Quebec actually implemented?

1                   I put that question to you. If we have  
2 someone independent, a First Nations' person or  
3 Indigenous person who can look at First Nations and  
4 Inuit in specific cases, I think this would give  
5 more weight to following and insuring that systems  
6 respect their rights. It's something all across  
7 Canada as well. I know that other regions, I hear  
8 earlier another Commissioner talk about that there  
9 are some Commissioners that exist in other  
10 provinces. In Canada, there's no national  
11 commissioner either.

12                   My respectful opinion is that, you know, in  
13 Quebec, I think that First Nations need an  
14 authority or an entity like this to really look at  
15 First Nations rights and make sure they're  
16 respected. And there's nothing preventing First  
17 Nations from having partnerships with other Human  
18 Rights bodies, in terms of looking at how we can  
19 work in collaboration with one another as well.

20 Q. **[20]** Merci. Je me risque à une autre question,  
21 vite, vite.

22 M. GHISLAIN PICARD:

23 R. Est-ce que je peux juste...

24 Q. **[21]** Oui?

25 R. ... ajouter...

1 Q. **[22]** ... oui.

2 R. ... compléter à ce que mon collègue vient de dire?

3 Si j'ai bien compris le sens de votre question,  
4 Richard, il a fait référence un peu. C'était en  
5 quatre-vingt-dix-huit (1998), la première fois, on  
6 s'est présentés en commission parlementaire pour  
7 dire les choses comme elles sont, et je pense que  
8 ce n'est pas d'hier, là, qu'on est préoccupés par  
9 les failles d'un système qui n'est pas au service  
10 de nos populations.

11 Une parenthèse que je me permets d'ajouter,  
12 c'est qu'il y a la géopolitique, au Québec, est  
13 également importante en ce qui concerne les  
14 Premières Nations et les Inuits, hein? Il y a des  
15 communautés, des nations, qui sont sous-traitées  
16 avec le gouvernement du Québec. Ça vaut pour les  
17 Cris, les Inuits et les Naskapis, hein? Et les  
18 autres, c'est-à-dire nous, qui représentons la  
19 grande majorité des autres communautés et les  
20 nations, il y a un vide. Dans le cas des  
21 conventionnés, les lignes sont quand même  
22 relativement claires, comme le sont les obligations  
23 des gouvernements autochtones, mais aussi des  
24 gouvernements provinciaux et fédéraux.

25 Malgré cela, je sais pertinemment que, du

1 côté inuit, les autorités préfèrent se ranger du  
2 côté de la loi fédérale que du côté de la loi  
3 provinciale. Et ça, je pense que ça témoigne, là,  
4 d'un système qui est loin d'être parfait et qui,  
5 dans ce cas-ci, ne remplit pas nécessairement, ne  
6 rencontre pas, les besoins et les attentes d'une  
7 nation dire « conventionnée ». Je pense que c'est  
8 important, également, de le rappeler.

9 Q. [23] Okay. Rapidement, j'aimerais avoir votre avis.  
10 La recommandation 126 de Viens qui dit, bon, on  
11 devrait être capable d'avoir les données  
12 pertinentes sur la présence, dans le fond,  
13 autochtone dans les systèmes de traitement et en  
14 collaboration avec les autorités autochtones.

15 Donc, je comprends, c'est une cueillette de  
16 données. Je mets ça en lien, puis c'est là où je  
17 voudrais avoir votre avis. On a eu des témoins,  
18 hier, qui nous ont dit : « Bien, peut-être qu'il  
19 faudrait penser à un centre de recherche qui  
20 pourrait développer des programmes, développer des  
21 outils, développer les meilleures pratiques et les  
22 outils cliniques qui tiennent compte des cultures  
23 autochtones. » Donc, sur cette espèce de « centre  
24 de recherche », rapidement, qu'est-ce que vous en  
25 pensez?

1 Mme MARJOLAINE SIOUÏ:

2 R. En fait, lorsqu'on a mis cette recommandation,  
3 c'est pour venir appuyer la difficulté qu'on a eue,  
4 jusqu'à maintenant, de pouvoir avoir des données  
5 tangibles au niveau du nombre d'enfants.

6 On sait très bien, de ce qu'on a été  
7 capable de pouvoir recenser jusqu'à maintenant, que  
8 même les bases de données entre le fédéral et le  
9 provincial ne concordent pas. Donc, encore une  
10 fois, ça devient, dans le cadre de  
11 l'autodétermination, de se doter de systèmes ou de  
12 partenariats qui vont nous permettre de pouvoir  
13 avoir ces données de qualité tangibles aussi, mais  
14 aussi de se bâtir cette gouvernance-là en termes de  
15 tout ce qui est de l'accès et un peu, aussi, de  
16 tout ce qu'on fait de surveillance, aussi, au  
17 niveau des systèmes.

18 La recherche, oui, vient alimenter, mais on  
19 parle aussi de tout ce qui est gestion de  
20 l'information, incluant les données, incluant ce  
21 que la recherche peut alimenter, les systèmes de  
22 surveillance. On a eu quand même certaines  
23 avancées, au cours des dernières années. Par  
24 contre, on est au point, puis si vous regardez la  
25 loi fédérale, présentement, prévoit aussi un de ses

1 articles, où est-ce qu'on peut négocier ce type  
2 d'entente-là.

3 Ce qu'on vient aussi confirmer, dans le  
4 cadre des recommandations, c'est que les  
5 gouvernements locaux des Premières Nations  
6 devraient soit se l'approprier ou désigner des  
7 entités ou bâtir, et c'est la réflexion qui fera  
8 partie de tout ce qu'on va mettre en place avec la  
9 loi fédérale, aussi, et que les communautés  
10 décideront le leadership politique pourra décider  
11 de s'orienter à ce niveau-là, mais...

12 Q. **[24]** Vous m'amenez plus loin.

13 R. Oui, c'est ça.

14 Q. **[25]** Vous m'amenez beaucoup plus loin. Parce que  
15 témoin, hier, nous disait...

16 R. Oui.

17 Q. **[26]** ... « Un centre de recherche pourrait  
18 développer des outils cliniques, développer des  
19 programmes qui sont respectueux des cultures  
20 autochtones. » Donc, c'est...

21 R. Oui.

22 Q. **[27]** ... juste votre opinion là-dessus, sur un  
23 éventuel centre de recherche...

24 R. O.K.

25 Q. **[28]** ... tel que proposé par un témoin, hier.

1 R. Hum, hum.

2 Q. **[29]** Ça fait que ce n'est pas sûr?

3 R. Bien, ça fait partie de la réflexion...

4 Q. **[30]** O.K.

5 R. ... mais encore une fois, il faut que ça vienne des  
6 orientations qu'on aura du leadership, puis...

7 Q. **[31]** Tout à fait.

8 R. ... ça vient à l'intérieur de ça.

9 Q. **[32]** C'est clair. Merci.

10 Alors, on poursuit avec André Lebon.

11 M. ANDRÉ LEBON, vice-président:

12 Q. **[33]** ... Pour réitérer la qualité de votre mémoire,  
13 puis quand on le regarde, là, puis on s'était vus  
14 en session de travail puis on s'était dit :  
15 « Prenons appui sur ce qui existe déjà, le temps  
16 est à la mise en oeuvre, le temps n'est pas à la  
17 réflexion, les guidelines sont là. » Puis merci,  
18 Monsieur Montour, de nous rappeler que sur le  
19 spectre de l'autonomie, chaque communauté n'est pas  
20 à la même place, puis qu'il y en a qui sont très  
21 bien préparées, d'autres ne le sont pas, d'autres,  
22 ce n'est pas à portée de main pour tout de suite.

23 Alors, quand vous nous dites ça, vous  
24 dites : « Même si on veut plaider  
25 l'autodétermination, il y a des gens, là-dedans,



1 qui vont devoir composer avec le système actuel,  
2 encore pour un temps, ne serait-ce qu'en  
3 transition, d'où l'importance de réfléchir à notre  
4 loi et aux ajustements, pas juste dans  
5 l'autodétermination, 'arrangez-vous', mais en  
6 attendant. » Alors ça, là, pour moi, c'est  
7 déterminant, cette réflexion-là, ce matin, parce  
8 que ça nous oblige à penser aussi le temps de...

9 Par contre, je veux revenir à une chose qui  
10 va avoir l'air simpliste après ça, là. Il y a des  
11 gens qui sont venus nous dire, hier : « On a des  
12 recommandations très claires. » La plupart des  
13 gens, dont vous, appuyez ces recommandations, vous  
14 vous inspirez de ces recommandations, que ce soit  
15 dans Viens ou dans les autres rapports. Il dit :  
16 « La chose à faire, maintenant, c'est passer à  
17 l'action. » Donc, ce qu'on comprenait de la suite  
18 de Viens, c'est : il va y avoir les gens, des  
19 Autochtones assis, de nation en nation, d'égal à  
20 égal avec le gouvernement du Québec, puis on va  
21 prendre ça, on va discuter ça, puis on va faire un  
22 plan d'action. Qu'est-ce qu'on veut faire avec ça,  
23 nous, les Autochtones? Et après ça, on signe puis  
24 on le fait. Ça vient avec des sous, bien sûr. Donc,  
25 préoccupations financières.

1                   Où en sommes-nous, post la Commission  
2 Viens, dans la mise en place de cette table-là qui  
3 travaillerait sur l'action et non pas sur... Est-ce  
4 qu'elle existe? Est-ce qu'il y a quelque chose qui  
5 vous donne espoir que ces discussions-là,  
6 actuellement, sont amorcées? Ou c'est ça qu'il nous  
7 faut pousser pour que l'action émerge?

8 M. GHISLAIN PICARD:

9 R. Il ne nous reste plus beaucoup de temps, hein?

10 Q. **[34]** Bien, on a besoin de comprendre.

11 R. Bien, écoutez... Non, évidemment, je le dis à la  
12 blague, mais c'est parce que je viens partager avec  
13 vous ce qui serait sans doute facilement un rapport  
14 à nos chefs sur les mêmes questions que vous posez,  
15 et... Parce que, à l'heure actuelle, si je veux  
16 essayer d'être le plus concis possible, c'est qu'il  
17 y a eu... ce qu'on a dans nos poches, c'est deux  
18 rencontres, hein? Dix-sept (17) octobre dernier...

19 Q. **[35]** Oui.

20 R. ... et plus récemment, le vingt-sept (27) janvier  
21 dernier. Le vingt-sept (27) janvier dernier... je  
22 parle des rencontres avec...

23 Q. **[36]** Oui, avec la ministre?

24 R. ... avec le gouvernement du Québec.

25                   Donc, on a des résultats, des conclusions,

1 qui nous permettent d'entrevoir d'autres étapes, et  
2 c'est à peu près là où on en est rendus,  
3 actuellement. Et ce que je peux confirmer, c'est  
4 qu'on est dans la préparatoire d'une rencontre  
5 technique, qui va demander, appeler à la  
6 participation du gouvernement et de nos instances à  
7 nous.

8 Ce qu'on peut avancer, à l'heure actuelle,  
9 c'est le constat que tout le monde fait, puis c'est  
10 très partagé, autant du côté gouvernemental que de  
11 notre côté, que du côté des gouvernements, c'est  
12 que le chantier est très, très vaste. Le chantier,  
13 là, interpelle beaucoup, beaucoup d'institutions,  
14 tant du côté du Québec que de notre côté. Donc, il  
15 faut y aller de façon la plus pratique possible, et  
16 de la façon la plus concrète possible.

17 On est un peu rendus là, mais ce que  
18 j'aimerais préciser, parce que ce n'est  
19 malheureusement pas assez, c'est qu'il y a des  
20 processus qui appartiennent au gouvernement, puis  
21 ça, on le respecte, mais il y a des processus qui  
22 nous appartiennent, aussi, qui doivent être  
23 respectés. N'essayez pas de nous mettre de la  
24 pression pour qu'on aille plus vite, ce qui risque  
25 de brusquer nos propres instances. Et ça, c'est une

1           réalité, je pense, qui mérite d'être comprise et  
2           d'être respectée.

3                       Mais ceci étant dit, le peu que je peux  
4           partager, à ce moment-ci, c'est que tout le monde  
5           semble d'avis que plus on aura de concret en termes  
6           de mesures et de correctifs à apporter, plus vite,  
7           bien, on va être capable de passer rapidement à  
8           l'étape des recommandations et de la mise en oeuvre  
9           de ces recommandations-là.

10                      Un exemple qui me vient à l'esprit, parce  
11           que ça a été relevé souvent : on évacue plus  
12           souvent, sans doute, qu'on le souhaiterait, qu'est-  
13           ce qui est à l'origine de la Commission Viens,  
14           pourquoi elle a été mise sur pied? C'est vraiment  
15           les événements de Val-d'Or, en octobre deux mille  
16           quinze (2015). Donc, toute la question de la  
17           sécurisation des femmes autochtones a été, selon  
18           nous, là, trop bien dissimulée ou évacuée des  
19           audiences de la Commission Viens, puis on veut que  
20           ça revienne à la table. Donc, je pense que tout le  
21           monde, là-dessus, convient que, s'entend que ça  
22           doit revenir, et il doit y avoir des gestes qui  
23           sont posés en ce sens.

24                      Donc, ça, c'est à peu près l'état du  
25           terrain, actuellement, l'état des lieux

1           actuellement. Mais il faut savoir qu'on a encore  
2           énormément de discussions à avoir, de... Il y a  
3           tout le phénomène... pas le phénomène, mais la  
4           réalité de la communication, comment on partage  
5           l'information au niveau de nos communautés, qui est  
6           également un travail colossal, là, qu'il va falloir  
7           se taper, parce que c'est dans nos obligations, nos  
8           responsabilités, de faire en sorte que le processus  
9           soit... l'information qui est liée au processus  
10          soit rendue disponible pour l'ensemble des  
11          communautés, et particulièrement les personnes de  
12          nos populations qui sont directement concernées.

13                        Donc, c'est à peu près où on en est, mais  
14           écoutez, je pourrais vous en conter, mais je vais  
15           me limiter à ça, pour l'instant.

16           LA PRÉSIDENTE:

17           C'est bien gentil de votre part de vous limiter.

18           M. RICHARD GRAY:

19           A. Your question is very relevant and very good.

20                        Yes, it's going to take discussions amongst  
21           parties leaders to implement, you know, all the  
22           recommendations. But one of the things I want to  
23           remind everybody is that when we were informed  
24           about the Quebec reference questions to the Court  
25           of Appeal, one of the questions we asked the

1 Minister of Health and Social Services was, "Does  
2 Quebec have an operational plan to implement C-92?"  
3 And the answer to us was: "No." So here we are,  
4 almost two months later. Does Quebec have an  
5 operational plan to implement C-92? It's not us who  
6 told Quebec how to operate and implement C-92. They  
7 have a responsibility to do this.

8 So one of the questions I put back is: "To  
9 the Quebec systems, to the Quebec network, when is  
10 the operational plan for the implementation of C-92  
11 going to be put in place, and can we see it and can  
12 we give comment on it, and can we work in  
13 collaboration on developing and improving it?" It's  
14 a simple, basic question.

15 LA PRÉSIDENTE:

16 Merci. On poursuit avec Michel Rivard.

17 M. MICHEL RIVARD, vice-président:

18 Q. [37] Monsieur Grey, vous avez fait référence  
19 brièvement, là, quand vous avez dit : « The clock  
20 is ticking », là, les durées maximales  
21 d'hébergement, on sait que dans la Loi sur la  
22 protection de la jeunesse, il y a des durées  
23 maximales d'hébergement : douze (12), dix-huit  
24 (18), vingt-quatre (24) mois, et par la suite, on  
25 doit avoir un projet de vie, là, stable pour

1 l'enfant. J'ai bien compris que... Pour quelle  
2 raison, là - je veux bien comprendre, j'ai lu votre  
3 mémoire, j'ai tout lu, mais pour que tout le monde  
4 comprenne bien - pourquoi vous demandez ça, et  
5 qu'est-ce que vous demandez, exactement? Est-ce que  
6 c'est une modification à la loi? Une exemption?  
7 J'aimerais... je ne sais pas qui peut répondre?  
8 Peut-être Maître Levasseur-Moreau? En tout cas. Sur  
9 les durées maximales d'hébergement, parce qu'on l'a  
10 entendu à plusieurs reprises, depuis le début de  
11 nos travaux, et hier particulièrement.

12 M. RICHARD GRAY:

13 A. I think the answer is really easy: because of the  
14 trauma that First Nations communities experienced  
15 in the past, because of our realities, when you  
16 look at social determinants of health, poverty,  
17 lack of services, the availability of professionals  
18 to come and offer this help and the support, the  
19 pressure put on you by social workers who really  
20 put unrealistic intervention plans on people,  
21 expecting results, expecting immediate change, the  
22 attitudes they bring with little openness to the  
23 reality that First Nations have experience to date,  
24 I think that's the big issue, that's the big  
25 problem.

1                   When you're looking at healing with First  
2 Nations people, given all the trauma, given all the  
3 historical aspects we've suffered to date, you  
4 know, how can you expect someone who has  
5 experienced all this trauma to make change  
6 overnight like this? It's impossible, and we  
7 pleaded, in two thousands and seven (2007): "Don't  
8 do this, because we have lack of services." We  
9 didn't even have prevention services. The only door  
10 that was available for First Nations to get help  
11 was the protection services door. We only got  
12 funding for starting to develop, and I reiterate:  
13 funding to start developing. Prevention services  
14 was in two thousand nine (2009) and then (2010),  
15 and you know and I know it takes time to develop  
16 these services and to have an impact. And as a  
17 matter of fact, services related to protection  
18 services might go up, they might be a spike related  
19 to that, because there's more people involved in  
20 the file, and they may need protection law to move  
21 the file further.

22                   So we really didn't have any support  
23 services there to support community members. And  
24 you know and I know that when someone's come  
25 knocking on your door and demands changes, people



1 have a hard time understanding what the law is  
2 about and knowing their basic rights. They have  
3 discussions with social workers sometimes, not even  
4 sure about what this time clock that's ticking  
5 means, the impacts they would have.

6 You know, they have someone coming in your  
7 life and intruding into their reality and telling  
8 them: "You have to do something to get your kids  
9 back." So they're in panic, etc., there's no one  
10 there ready to explain what's going on, they have  
11 lack of services available to support them, the  
12 services that they expect them to get. Sometimes,  
13 the workers that go in there don't really  
14 understand the trauma that these people have  
15 experienced either, and, you know, things... bad  
16 things can happen for the individuals.

17 Court systems themselves have to take the  
18 time and energy to look and understand the  
19 realities of First Nations as well, at the same  
20 time, but they're stuck with the law as well. I  
21 know they have some discretion, but there's really  
22 no game plan on how that discretion could be  
23 applied, in a way that everybody understands.

24 Section 37.5 allows communities to have  
25 discussions with Quebec about changing these

1 timelines. Well, I'm sorry, but in C-92, First  
2 Nations can create their own laws and get rid of  
3 these maximum placement periods, and I think that's  
4 a viable option that First Nations will pursue,  
5 because we can't live with this reality that's  
6 being imposed on us in terms of these time limits.

7 And it's always best to work with each  
8 other in a prevention approach rather than having a  
9 hammer held over someone's head all the time, a  
10 threat. It's not the best approach for First  
11 Nations communities and working in a community  
12 healing environment. That's not the best approach,  
13 especially someone exterior coming into the  
14 community and telling him: "You have to do this" or  
15 "you have to do that". That's what this whole  
16 context sets up, this kind of reality.

17 So the attitude plus this context of power  
18 coming in, not respecting the resources in the  
19 community, lack of services, lack of understanding,  
20 it's just a real nightmare, in my opinion, in terms  
21 of what's happening in First Nations communities. I  
22 don't know is Derek, you want to comment on that?

23 LA PRÉSIDENTE:

24 Merci.

25

1 Mme MARJOLAINE SIOUÏ:

2 R. Alors, peut-être, ce que j'ajouterais à ça, c'est  
3 que lorsqu'on avait demandé un moratoire à ce  
4 niveau-là, au niveau des temps de placements ou  
5 même au niveau de l'adoption, c'est que quelques  
6 années plus tard, on avait réussi à accumuler  
7 certaines données, et on voyait déjà qu'il y avait  
8 au-dessus de cent trente (130) enfants qui avaient  
9 été placés de façon permanente ou adoptés à  
10 l'extérieur des communautés.

11 Donc, vous pouvez comprendre, aussi, que ça  
12 répète d'autres traumatismes, aussi, qui sont comme  
13 revécus suite aux pensionnats ou quoi que ce soit,  
14 et que ces enfants-là, peut-être dans certains cas,  
15 ne retourneront jamais auprès de leur communauté,  
16 auprès de leur famille. Donc, il y a toute cette  
17 scission, là, au niveau de toute leur appartenance,  
18 leur identité culturelle, qui perdure, donc c'est  
19 important.

20 LA PRÉSIDENTE:

21 Merci. Les quatre-vingt-dix (90) minutes sont vite  
22 passées. Il y en aurait beaucoup à dire. Mais je  
23 vais peut-être faire un commentaire.

24 Chef Picard, quand vous avez donné  
25 l'exemple de Xavier, je crois, vous avez parlé de

1 « arrestation », et ce n'était pas un problème de  
2 traduction, c'est en français. Je pense que ça  
3 démontre, pour moi, la traduction, à ce moment-là,  
4 de toute la souffrance que ça veut dire quand on  
5 parle d'« arrestation ». Ça, c'est ce que vous avez  
6 dit en donnant l'exemple de Xavier. C'est mon  
7 premier commentaire.

8 L'autre chose que vous avez dite en  
9 terminant votre présentation, c'est que vous  
10 espériez que la Commission n'attente pas le trente  
11 (30) novembre deux mille vingt (2020) pour émettre  
12 d'autres recommandations. C'est ce que nous avons  
13 dit dès le départ, et le gouvernement du Québec, le  
14 premier ministre aussi nous a demandé, ainsi que le  
15 ministre responsable, monsieur Carmant, si nous  
16 avons des recommandations en cours de route, de le  
17 faire. Je vous dis qu'on vous a entendu, et on ne  
18 se gênera pas pour le faire, et d'autant plus que  
19 je retiens la phrase de monsieur Montour, qui dit :  
20 « Les changements arrivent à la vitesse de la  
21 confiance. » Alors, je comprends que nous avons un  
22 travail à faire pour accélérer la vitesse de la  
23 confiance.

24 Merci infiniment pour votre présentation,  
25 bonne fin de journée, et dix minutes de pause, le

1 temps d'installer notre prochain témoin, qui est  
2 déjà dans la salle. Merci.

3 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

4 REPRISE DE L'AUDIENCE

5

6 \_\_\_\_\_  
LA PRÉSIDENTE :

7 Merci. Alors, on poursuit avec monsieur Geoffrey  
8 Kelley, qui a été ministre responsable des Affaires  
9 autochtones à trois reprises : deux mille cinq  
10 (2005), deux mille sept (2007), deux mille onze  
11 (2011), deux mille douze (2012), et deux mille  
12 quatorze (2014) à deux mille dix-huit (2018).  
13 Bienvenu, Monsieur Kelley.

14 Alors, on est bien contents. Vous allez  
15 partager cette vaste expérience avec nous et vous  
16 allez nous parler des réalités, de ce que vous  
17 connaissez des Autochtones, des communautés  
18 autochtones du Québec, les différentes structures  
19 organisationnelles et tout ce qui entoure  
20 l'autodétermination, le financement, aussi, pour  
21 les services en protection de la jeunesse et  
22 l'augmentation, ce qu'on appelle la  
23 « surreprésentation », aussi, de la présence  
24 autochtone en milieu urbain.

25 Alors, encore une fois, merci. Donc, on a

1           soixante (60) minutes ensemble, quinze (15) minutes  
2           de présentation, ensuite échange avec les  
3           commissaires, ça va? Alors, vous êtes habitué à  
4           être assermenté, je vais demander au greffier de  
5           vous assermenter, s'il vous plaît.

6

7           **GEOFFREY KELLEY,**

8           (Sous serment)

9

10          LA PRÉSIDENTE :

11          Alors, la parole est à vous.

12          M. GEOFFREY KELLEY :

13          R. Merci, Madame la Présidente, messieurs les  
14          vice-présidents et les membres de la Commission,  
15          merci pour l'invitation à participer aux travaux de  
16          votre Commission qui traite un sujet de très grande  
17          importance pour la société québécoise, le bien-être  
18          de nos enfants.

19                    Cette semaine, vous abordez la question du  
20          bien-être des enfants autochtones. Je veux saluer  
21          l'initiative de la Commission de se pencher sur la  
22          situation chez les Autochtones lors des séances  
23          distinctes, car il y a des enjeux spécifiques aux  
24          membres des Premières Nations et Inuits qui  
25          méritent notre attention, notamment dans la foulée

1 du rapport de la Commission Viens.

2 Trois constats. Pendant mes années comme  
3 ministre responsable des Affaires autochtones, j'ai  
4 souvent commencé mes interventions en rappelant  
5 certains faits. Ces constats sont importants pour  
6 mieux situer les enjeux autochtones.

7 Premièrement, il faut rappeler la jeunesse  
8 de la plupart des communautés des Premières Nations  
9 et surtout chez les Inuits au Québec. Le rapport de  
10 la Commission Viens dresse un portrait  
11 démographique des Autochtones dans plusieurs  
12 nations, y compris chez les Cris, les Atikamekws,  
13 les Naskapis, les Algonquins et les Inuits. La  
14 majorité de la population est moins de vingt-cinq  
15 (25) ans. Cette réalité met beaucoup de pression  
16 sur les services destinés aux enfants et aux  
17 familles.

18 Deuxièmement, il faut insister sur le fait  
19 qu'il y a des réalités autochtones, au Québec.  
20 Certaines nations ont évolué en proximité avec la  
21 population allochtone, d'autres nations se trouvent  
22 dans les milieux nordiques et isolés. Les  
23 communautés atikamekws, cries, inuites et certaines  
24 communautés innues sont très éloignées. Il y a un  
25 impact d'importance à l'accès aux services et sur

1 le coût de la vie. Aussi, il y a des nations qui  
2 ont une autre réalité, car elles sont signataires  
3 de la Convention de la Baie-James et du Nord  
4 québécois, et qui ont accès aux conditions fixées  
5 par ce traité moderne.

6           Finalement, il faut insister sur la  
7 présence de plus en plus importante des Autochtones  
8 dans nos villes. La Commission Viens estime que  
9 cinquante-cinq pour cent (55 %) de la population  
10 autochtone se trouve à l'extérieur de leurs  
11 communautés. En conséquence, le défi est grand pour  
12 nos services sociaux, dans nos villes, pour fournir  
13 les services adaptés à la réalité et aux valeurs  
14 autochtones.

15           La Commission Viens... le rapport de la  
16 Commission Viens sur la protection de la jeunesse  
17 commence avec deux affirmations préoccupantes. On  
18 indique que - et je cite :

19           « Ce sont les services de protection  
20 de la jeunesse qui ont mené au plus  
21 grand nombre de témoignages en  
22 audience et de déclarations de la part  
23 des membres des commissions des  
24 Premières Nations et les Inuits... » -  
25 et que, je cite encore - « ... le



1                    système actuel de la protection de la  
2                    jeunesse est imposé de l'extérieur aux  
3                    peuples autochtones et ne tient pas  
4                    compte de leur conception de la  
5                    famille ni de leur culture. »

6                    Fin de la citation. De toute évidence, nous  
7                    sommes en face d'un enjeu troublant pour les  
8                    Autochtones. Par contre, on partage les mêmes  
9                    objectifs : il faut aussi assurer le bien-être des  
10                    enfants et intervenir pour protéger les enfants à  
11                    risque.

12                    Mais malgré ces objectifs partagés, il  
13                    demeure beaucoup de problèmes dans l'application  
14                    des lois et des règlements concernant le bien-être  
15                    des enfants, incluant l'absence des ressources pour  
16                    les services en première ligne destinés aux  
17                    familles et aux enfants, le manque de confiance  
18                    envers les intervenants par les Autochtones, le peu  
19                    de sensibilité à la culture et aux valeurs  
20                    autochtones, et l'imposition des règles et des  
21                    normes peu adaptées à la réalité autochtone,  
22                    notamment dans les petites communautés isolées.

23                    La Commission Viens a formulé trente (30)  
24                    appels à l'action au sujet de la protection de la  
25                    jeunesse. Les plus importants sont les derniers,

1           numéro 135, 6 et 7, qui font appel à une plus  
2           grande autonomie pour les communautés aptes à  
3           prendre en charge l'organisation des services de  
4           protection de la jeunesse.

5                       Il y a des modèles à suivre, au Québec.  
6           Grâce à la Convention de la Baie-James, les régies  
7           de la santé criées et du Nunavik ont des  
8           responsabilités dans ce domaine. Cependant, les  
9           témoins que vous allez entendre plus tard dans la  
10          journée vont expliquer le travail qu'il reste à  
11          faire pour mieux adapter les services à leur  
12          réalité.

13                      En janvier deux mille dix-huit (2018), le  
14          gouvernement du Québec a signé une entente avec les  
15          communautés atikamekws de Manawan et de Wemotaci,  
16          qui accorde les pouvoirs de gestion dans la  
17          protection de la jeunesse aux Atikamekws. L'entente  
18          est le résultat d'une longue expérience, d'un  
19          projet-pilote, le Système d'intervention d'autorité  
20          atikamekws, créé dans l'an deux mille (2000).

21                      Ce projet a aidé à bâtir la confiance entre  
22          le système, à trouver des solutions dans la  
23          communauté plutôt que sortir les enfants et les  
24          placer dans les familles d'accueil à l'extérieur,  
25          en coupant leurs liens avec leur langue et leur

1 culture.

2 Les intervenants m'ont expliqué qu'ils sont  
3 plus proches des familles et peuvent identifier les  
4 familles et les enfants à risque plus tôt et  
5 fournir l'aide nécessaire afin d'éviter des  
6 interventions plus robustes, après.

7 Finalement, en deux mille dix-sept (2017),  
8 le gouvernement a adapté le projet de loi 113, qui  
9 donne une reconnaissance aux pratiques d'adoption  
10 coutumière, qui accorde un rôle à la famille  
11 élargie dans la protection des enfants en milieu  
12 autochtone.

13 Mais il reste beaucoup de travail à faire,  
14 car les enjeux de la protection de la jeunesse sont  
15 souvent un symptôme des problèmes profonds dans les  
16 communautés, incluant la pénurie de logements, la  
17 pauvreté, les très jeunes parents, la pénurie  
18 d'emplois et les autres facteurs socio-économiques.

19 Je vais revenir à ce sujet dans un instant,  
20 mais je dois constater une absence curieuse. Le  
21 gouvernement du Québec a accordé le mandat à la  
22 Commission Viens d'examiner des relations entre  
23 certains services publics québécois et les  
24 Autochtones. C'est donc logique que les appels à  
25 l'action s'adressent principalement au gouvernement

1 du Québec. Mais dans le chapitre sur la protection  
2 de la jeunesse du rapport de la Commission Viens,  
3 il n'y a aucune référence à la loi C-92, adaptée en  
4 juin deux mille dix-neuf (2019) par le gouvernement  
5 fédéral.

6           Cependant, cette loi traite de la question  
7 de la gouvernance des services de protection de la  
8 jeunesse et ouvre la porte à une plus grande  
9 autodétermination par les Autochtones dans la  
10 gestion des services dans ce domaine.

11           Les appels à l'action de la Commission  
12 Viens abordent seulement le besoin d'un financement  
13 accru du fédéral pour les services offerts dans les  
14 communautés.

15           Je trouve très malheureux le fait que les  
16 gouvernements se trouvent aujourd'hui devant les  
17 tribunaux pour débattre de cette loi en raison  
18 d'une question de juridiction. On gaspille des  
19 ressources qui pourraient être destinées aux  
20 enfants autochtones. Au lieu d'argumenter entre les  
21 gouvernements, on aurait tout intérêt à s'asseoir  
22 avec les représentants des Premières Nations et des  
23 Inuits et de réimaginer nos systèmes de protection  
24 de jeunesse au complet.

25           Les constats qu'on trouve dans le rapport

1 de la Commission Viens nous amènent à une réflexion  
2 en profondeur sur la protection de la jeunesse en  
3 milieu autochtone. Pour rebâtir la confiance de nos  
4 systèmes, nous devons travailler avec chaque  
5 communauté pour mieux cerner leurs besoins, au  
6 niveau des services offerts aux familles et aux  
7 enfants. Nous devons amenuiser les visions qui  
8 animent la Loi C-92 avec la (inaudible) dans la Loi  
9 de la protection de la jeunesse et les ententes qui  
10 découlent de l'article 35.5 de cette loi. Au nom  
11 des enfants autochtones, l'accent doit être mis sur  
12 la collaboration et non la confrontation entre les  
13 gouvernements.

14 Les prochaines étapes - il y en a  
15 plusieurs, mais j'ai ciblé deux - on a deux grands  
16 défis devant nous. Premièrement, il faut assurer un  
17 plus grand rôle pour les Premières Nations et les  
18 Inuits dans la gestion et la protection de la  
19 jeunesse. Ce travail comprend plusieurs éléments.

20 Nous devons faire un inventaire des  
21 services déjà existants. Je prends l'exemple comme  
22 la communauté mohawk de Kahnawake dont le directeur  
23 des services sociaux, Dereck Montour, vient de  
24 témoigner. Les services de protection de la  
25 jeunesse font affaire avec la communauté depuis mil

1       neuf cent quatre-vingt-trois (1983). Monsieur  
2       Montour et son équipe ont développé des ententes  
3       avec des instances de la Montérégie pour les  
4       ententes de services, pour assurer les  
5       disponibilités des services en langue anglaise, qui  
6       est un enjeu souligné par la Commission Viens. Les  
7       discussions pour la reconnaissance d'un système  
8       mohawk ont commencé en deux mille cinq (2005).

9               Je pense que le jour est venu pour  
10       peut-être finaliser une entente avec la communauté  
11       de Kahnawake pour... concernant la protection de la  
12       jeunesse. Et je dois avouer, j'ai essayé, mais sans  
13       succès, de toute évidence.

14              Mais pour y arriver, il faut abandonner la  
15       notion que ce n'est pas simplement un pouvoir  
16       délégué qu'on veut accorder aux Autochtones. Il  
17       faut accepter que certaines de nos normes, de nos  
18       règles et de nos exigences ne sont pas adaptées aux  
19       réalités autochtones. On ne reconnaît pas  
20       l'importance des compétences culturelles ni les  
21       capacités linguistiques des intervenants.

22              Je comprends le rôle important joué par les  
23       ordres professionnels, au Québec, et la notion des  
24       actes réservés, mais dans les communautés  
25       éloignées, par exemple, souvent, il n'y a pas de

1           travailleurs sociaux disponibles. Mais il existe un  
2           travailleur communautaire Inuit, par exemple, qui  
3           pourrait intervenir. Il ou elle a des compétences  
4           culturelles et linguistiques. Comment façonner un  
5           rôle pour ces personnes dans un système autochtone  
6           de protection de la jeunesse?

7                    Nous devons aussi examiner les conditions  
8           de travail pour les Autochtones qui oeuvrent déjà  
9           dans le domaine. C'est un enjeu dans tous les  
10          secteurs de travail, au Nunavik, par exemple, où  
11          les travailleurs recrutés au sud ont des bénéfices  
12          au niveau d'accès aux logements, voyages à  
13          Montréal, des salaires plus élevés, que les Inuits  
14          n'ont pas.

15                   Si on veut augmenter le nombre de  
16          travailleurs autochtones, il faut suivre le travail  
17          effectué par la professeure Cindy Blackstock, qui a  
18          déjà contesté ces inégalités devant les tribunaux,  
19          avec succès.

20                   Il faut examiner les formations disponibles  
21          aux Autochtones. Étant donné des taux de réussite  
22          scolaire plus faibles dans certaines communautés,  
23          nous devons réajuster les programmes et donner une  
24          plus grande place aux compétences culturelles et  
25          linguistique. Nous devons examiner comment les

1 personnes peuvent commencer à travailler, et  
2 obtenir la formation en travaillant plutôt que  
3 d'exiger certaines qualifications avant l'embauche,  
4 ce qui a pour effet d'exclure les candidats  
5 Autochtones.

6 Et finalement, il faut aussi examiner la  
7 question de la protection de la jeunesse dans un  
8 contexte plus grand. On vit des séquelles des  
9 pensionnats, où des liens entre les générations des  
10 familles ont été brisés. Il faut renforcer des  
11 services de première ligne dans les communautés  
12 pour mieux identifier les enfants et les familles à  
13 risque, plus tôt dans leur parcours.

14 Il faut créer les safe spaces, notamment  
15 dans les communautés isolées, où l'on peut prendre  
16 un temps de répit des situations difficiles à la  
17 maison. Il faut aider les jeunes parents à  
18 apprendre comment jouer le rôle de parents.

19 Le deuxième défi est mieux identifier les  
20 rôles et les responsabilités de chaque partie. Les  
21 dirigeants des Premières Nations, des Inuits et les  
22 gouvernements du Québec et du Canada, doivent  
23 négocier des ententes-cadres pour les préciser. On  
24 sait que le gouvernement fédéral a des  
25 responsabilités constitutionnelles importantes,



1           notamment fiduciaires, auprès des Premières  
2 Nations. On sait que le gouvernement du Québec a  
3 des responsabilités importantes et une expertise  
4 dans le domaine des services sociaux. On sait aussi  
5 que les Autochtones cherchent à jouer un rôle plus  
6 important au nom de l'autodétermination de  
7 l'organisation de ses services.

8                       On a besoin de processus pour identifier  
9 les meilleures pratiques, au Québec et dans les  
10 autres provinces et territoires. Il faut identifier  
11 les communautés ou les regroupements, comme nous  
12 avons entendu hier, avec les Anichinabés, et des  
13 communautés prêtes à assumer ces responsabilités.

14                      On a besoin de formations, de développer  
15 des ressources humaines dans les autres communautés  
16 qui pourraient devenir plus autonomes, un jour.

17                      Il faut discuter, aussi, une question qui  
18 est souvent oubliée : les jeunes en difficulté qui  
19 se trouvent en milieu urbain. Comment coordonner  
20 les services pour qu'ils puissent avoir accès dans  
21 leur langue et leur culture? Comment aider ces  
22 jeunes à rétablir les liens avec leur famille et  
23 les communautés, s'ils le veulent?

24                      L'agenda de cette rencontre éventuelle  
25 tripartite aura plusieurs items à l'ordre du jour.

1 Les ententes seules ne peuvent pas tout régler,  
2 mais quarante-cinq (45) ans après la signature de  
3 la Convention de la Baie-James, on peut affirmer  
4 que l'identification des responsabilités de chaque  
5 partie aide les acteurs à faire leurs devoirs. On  
6 n'a pas besoin nécessairement des ententes aussi  
7 élaborées, mais il faut réimaginer les services  
8 offerts aux enfants à risque en milieu autochtone.

9 En conclusion, le défi de mieux préparer  
10 l'avenir pour les jeunes Autochtones nous  
11 interpelle tous. On est tous conscients que si on  
12 manque notre rendez-vous avec cette génération  
13 montante, il y aura des conséquences graves pour  
14 notre société. Pour s'attaquer à question de la  
15 réussite scolaire, de la création d'emplois ou de  
16 la pénurie de logements, on a besoin de créativité  
17 et d'imagination pour changer nos comportements en  
18 milieu autochtone.

19 Il faut reconnaître qu'il y a beaucoup de  
20 sagesse dans ces communautés. Nous devons miser  
21 sur ces sages et adapter nos pratiques en  
22 conséquence. Ultimement, il faut crier l'espoir que  
23 demain sera mieux et que la jeunesse autochtone  
24 pourrait s'épanouir.

25 En conclusion, Madame la Présidente, je

1           veux saluer le travail quotidien des femmes et des  
2           hommes qui travaillent déjà en milieu autochtone,  
3           afin de fournir des services pour protéger les  
4           enfants et aider les familles. Ils et elles font un  
5           travail remarquable.

6                        Mes commentaires, aujourd'hui, visent  
7           uniquement à les soutenir et à changer nos  
8           mentalités et nos façons de faire pour obtenir des  
9           meilleurs résultats. Merci beaucoup, Madame la  
10          Présidente.

11          LA PRÉSIDENTE :

12          Merci, Monsieur Kelley. On va débiter la période  
13          d'échange avec Lesley Hill.

14          Mme LESLEY HILL, commissaire :

15          Q. **[38]** Merci beaucoup de partager votre grande  
16          expérience avec nous. En fait, je sors de mes  
17          questions que j'avais pour vous demander...  
18          J'écoute tout ça, depuis hier, puis je me demande  
19          comment ça se fait que c'est long de même? C'est  
20          quoi les obstacles?

21                        Vous avez cité Dereck Montour. On ne  
22          pourrait jamais trouver un gars plus compétent.  
23          Comment ça se fait qu'une démarche débutée en deux  
24          mille cinq (2005) ne voie pas le jour, puis on est  
25          en deux mille dix-neuf (2019)?

1 R. Comment est-ce que je peux dire ça? La cuisine est  
2 pleine.

3 Q. **[39]** Deux mille vingt (2020).

4 R. Il y a beaucoup de monde, dans la cuisine, et  
5 chacun a sa recette et sa façon de faire les  
6 choses. Et comment cordonner, premièrement, à  
7 l'intérieur du gouvernement? Parce que comme  
8 ministre responsable des Affaires autochtones, on  
9 est condamnés, d'une certaine façon, d'être  
10 toujours un quêteux, parce que les budgets se  
11 trouvent au ministère de la Santé, les budgets se  
12 trouvent au ministère de l'Éducation. Alors, j'ai  
13 toujours essayé d'être entre tenace et tannant,  
14 aller voir mes collègues. Parfois, il y avait une  
15 excellente ministre de l'Enseignement supérieur,  
16 alors quand je suis allé cogner à sa porte, il y  
17 avait les résultats pour l'institut Kiuna et les  
18 autres, et nous avons trouvé des solutions.

19 Mais juste à l'intérieur du gouvernement,  
20 c'est complexe. Mais il y a tout le volet, veux,  
21 veux pas, du gouvernement fédéral, qui joue un rôle  
22 très important au niveau du financement, qui a ses  
23 certaines responsabilités, mais où se trouvent  
24 exactement ces responsabilités? La façon plus  
25 simple : qu'est-ce qui arrive dans la réserve ou

1 dans la communauté, c'est fédéral, et tout ce qui  
2 arrive qui est à l'extérieur, ce n'est plus de  
3 leurs affaires.

4 Alors, ce n'est pas très logique, parce  
5 qu'il y a beaucoup de va-et-vient entre les  
6 communautés et nos villes urbaines, les étudiants  
7 qui viennent ici pour étudier à UQAM, Montréal,  
8 McGill, Concordia, peu importe. Alors, tout ce  
9 va-et-vient laisse les zones grises, si vous  
10 voulez.

11 Alors, il y a toujours les raisons qui  
12 rendent à pousser les ententes. Moi, j'ai insisté  
13 beaucoup avec ma collègue, Lucie Charlebois, dans  
14 la foulée de la signature de l'entente avec les  
15 Atikamekws de Manawan et de Wemotaci, de compléter,  
16 finalement, le travail avec Kahnawake. La dernière  
17 réponse que j'ai eue, avant les élections de deux  
18 mille dix-huit (2018), c'était une question de  
19 manque de cent mille dollars (100 000 \$). Alors,  
20 j'ai dit : « Come on. You know? »

21 Un jour, il faut foncer un petit peu,  
22 mais... On peut accomplir beaucoup en politique,  
23 mais il y a toujours beaucoup de raisons de ne pas  
24 faire quelque chose, et on a beaucoup de personnes,  
25 avec tout respect au gouvernement, qui sont très

1 forts de m'expliquer pourquoi on ne peut pas faire  
2 quelque chose. Et parfois, on a besoin de quelqu'un  
3 qui peut dire comment on peut faire quelque chose,  
4 comment on peut imaginer les systèmes autres et  
5 c'est possible.

6 Parce que dans le domaine... les relations  
7 avec les Mohwaks de Kahnawake, il y a une longue  
8 histoire entre le gouvernement du Québec et cette  
9 communauté, mais nous avons réussi de faire un  
10 système conjoint de déontologie policière. Avec un  
11 genre de reconnaissance mutuelle, ils ont leur code  
12 de déontologie policière, on a le nôtre, on  
13 respecte l'un et l'autre, et il y a des protections  
14 pour les policiers et pour les citoyens. On a  
15 refait, avec beaucoup de travail, les lois sur le  
16 travail, pour une reconnaissance du statut des  
17 travailleurs sur le pont Mercier. C'était deux  
18 projets de loi. L'opposition des syndicats, c'est  
19 bien compliqué, mais on a réussi d'avoir un système  
20 de reconnaissance mutuelle.

21 C'est possible, ici, mais il faut laisser à  
22 côté toute notre longue liste d'exigences. Comme  
23 monsieur Montour a dit, effectivement, « we know  
24 better than you ». Ça ne nous amène nulle part  
25 comme recette, alors il faut abandonner ça.

1 Q. [40] Donc, je comprends, en quelque sorte, que les  
2 enfants autochtones sont pris dans une bureaucratie  
3 puis une espèce de vide intergouvernement, parfois,  
4 et que ça empêche les choses d'avancer rondement.  
5 Puis je suis en train de me demander comment on  
6 peut changer l'inertie? Parce que je comprends et  
7 je vois tout votre engagement. Vous avez été dans  
8 ce poste-là, vous avez essayé de faire avancer les  
9 choses, mais comment faire en sorte que ce n'est  
10 pas un individu, mais une collectivité qui prend en  
11 charge ces enjeux-là pour faire avancer la cause  
12 des enfants?

13 R. Je pense, hier et aujourd'hui, un mot que nous  
14 avons entendu souvent, c'est la question de  
15 « confiance ». Et est-ce qu'on est prêts à dire...  
16 et il y a des risques, dans tout ça. Et si on fait  
17 confiance... Quand nous avons signé l'entente avec  
18 les Atikamekws, il y avait des personnes qui  
19 exprimaient certaines réserves, mais au bout de la  
20 ligne, il faut faire confiance.

21 Et moi, quand j'ai rencontré les  
22 intervenants atikamekws avec une expérience d'un  
23 projet qui a duré vingt (20) ans et qui était une  
24 recherche (inaudible), moi, j'ai trouvé  
25 convaincant, ils sont dans la communauté. Ils

1           voient un jeune couple que peut-être la situation  
2           est déjà à risque, ils peuvent faire une  
3           intervention plus précoce. Mais si on attend que la  
4           situation éclate et on est dans les placements, on  
5           est dans tous les signalements et tout le reste,  
6           trouver des solutions, à ce moment, devient  
7           beaucoup plus difficile.

8                       Ça a permis aux Atikamekws, aussi, de  
9           commencer de développer des cours pour les parents.  
10          J'ai mentionné, dans mes remarques, je n'avais le  
11          temps pour le lire, mais à Obedjiwan, un des plus  
12          grands CPE au Québec, dans le sous-sol, il y a un  
13          petit appartement avec une cuisine, avec une  
14          laveuse et une sècheuse et un berceau. Les parents  
15          ou les « avant de devenir parents », prennent les  
16          cours comment être parents, parce que souvent,  
17          c'est les parents qui sont dans l'adolescence,  
18          alors comment les mieux préparer pour la vie après  
19          l'arrivée d'un enfant, c'est, je pense, le genre de  
20          choses au niveau de la prévention et la préparation  
21          des jeunes parents, que toutes ces ententes ont  
22          permis, les Atikamekws dans ce cas précis, à  
23          développer.

24                      Alors, tous les services de prévention, le  
25          soutien à la famille, si on peut mieux faire ça,



1 peut-être il y aura moins d'ouvrage au niveau des  
2 enfants à risque. Parce que si on arrive dans une  
3 situation de crise dans une famille, il faut  
4 intervenir. Et un des problèmes avec des solutions  
5 que je n'ai pas encore réussi à imaginer comment le  
6 faire, parfois, le volume des enfants à risque est  
7 beaucoup plus important que le nombre de familles  
8 d'accueil en milieu autochtone pour permettre de  
9 les accepter.

10 Alors, comment imaginer une autre solution  
11 à ces questions? Parce que dans certaines  
12 communautés liées à la pauvreté, liées à d'autres  
13 facteurs, liées aux problèmes de pénurie de  
14 logements, on a un nombre important d'enfants à  
15 risque.

16 Alors, comment trouver une solution à  
17 l'intérieur des communautés? Je pense que tout le  
18 monde accepte que ça, c'est l'objectif, rechercher  
19 le meilleur, mais pour les problèmes de volume, ce  
20 n'est pas toujours possible.

21 Q. **[41]** J'ai une autre question pour vous. C'est une  
22 question à un million en deux minutes et demie.  
23 Mais c'est sûr que notre Commission va prendre  
24 appui sur la Commission Viens, qui vient juste de  
25 sortir son rapport et dont les recommandations sont

1 « endossées », je dirais, par les Autochtones  
2 eux-mêmes.

3 Maintenant, qu'est-ce qu'on peut faire pour  
4 être le plus pertinent possible? Puis je sais que  
5 c'est une grosse question, et en fait, comment on  
6 peut s'assurer de la mise en oeuvre de  
7 recommandations de commissions d'enquête dans un  
8 sens plus large?

9 R. Bon, pour le premier élément de votre question, à  
10 la fois hier, je pense que c'est l'avocat des  
11 femmes autochtones, a parlé d'une démarche.  
12 Aujourd'hui, monsieur Montour a parlé d'une  
13 (inaudible).

14 Alors, de prétendre... J'ai insisté, il y a  
15 des réalités autochtones. Alors je peux... on peut  
16 identifier les communautés qui, dans un court laps  
17 de temps, avec une certaine formation, sont mûres  
18 pour prendre en charge de ces questions.

19 On sait fort bien qu'il y a d'autres qui  
20 sont plus loin, alors il faut voir ça. Ce n'est pas  
21 à dire que d'ici trois ans, toutes les  
22 communautés... Si on commence avec une prémisse  
23 comme ça, c'est voué à l'échec dès le départ.

24 Q. **[42]** Hum, hum.

25 R. Mais si on peut avoir une flexibilité et une

1 confiance qu'on va développer, on va faire la  
2 formation... Je vais dire, entre parenthèse, merci  
3 beaucoup aux représentants de l'Ordre des  
4 travailleurs sociaux qui sont avec nous, la  
5 présidente, madame Ouimette et madame Nicole Rioux,  
6 qui m'ont rencontré la semaine passée. Ils sont en  
7 train d'imaginer d'autres formations, d'autres  
8 choses qui sera possible pour mieux adapter la  
9 formation à la réalité des communautés. Et oui,  
10 dans certaines situations, il y a des lacunes au  
11 niveau de la formation, surtout ces femmes, mais  
12 parfois, ces hommes ont reçue, mais comment mieux  
13 préparer les intervenants communautaires qui  
14 peuvent travailler? Ça va être un très grand enjeu.  
15 Cet après-midi, je pense que vous allez rencontrer  
16 la Protection de la jeunesse inuit.

17 C'est bien beau d'insister qu'il faut un  
18 travailleur social à Tasiujaq de faire quelque  
19 chose, il n'y en a pas. Et dans un avenir proche,  
20 probablement, il n'y aura pas plus. Alors, comment  
21 imaginer...

22 Q. **[43]** Hum, hum.

23 R. ... un autre système? C'est des choses comme ça.

24 Pour votre deuxième question, nous avons  
25 parlé d'une commissaire, aujourd'hui, avec

1 l'Assemblée des Premières Nations. Dans le rapport  
2 de la Commission Viens, on a dit peut-être le  
3 vérificateur général... pardon, le Protecteur du  
4 citoyen peut avoir un mandat additionnel.

5 Avant tout, ça prend la volonté politique  
6 du gouvernement. Ça commence là, et on peut avoir  
7 d'autres avis. Moi, sur mon bureau, j'avais une  
8 pile de recommandations des commissions d'enquête.  
9 On peut remonter aux années quatre-vingt-dix (90)  
10 et le Royal Commission on Aboriginal Peoples,  
11 Vérité et réconciliation, la Commission Viens. On  
12 ne manque pas des suggestions, des recommandations,  
13 des appels à l'action, mais avant tout, ça prend un  
14 gouvernement et un premier ministre qui s'engagent  
15 à ces questions. Et étant donné la réalité de la  
16 Constitution canadienne, une meilleure  
17 collaboration avec le gouvernement fédéral, parce  
18 que beaucoup d'argent, quand on parle des services  
19 de monsieur Montour, ils sont financés presque  
20 exclusivement par le gouvernement d'Ottawa.

21 Alors, de prétendre qu'on peut trouver une  
22 solution sans impliquer le gouvernement fédéral, je  
23 pense c'est une autre approche qui est vouée à  
24 l'échec.

25 Q. [44] Merci.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Merci. On va poursuivre avec Danielle Tremblay.

3 Mme DANIELLE TREMBLAY, commissaire :

4 Q. [45] Bonjour, Monsieur Kelley.

5 R. Bonjour.

6 Q. [46] Merci de votre présence. Vous nous invitez, si  
7 je comprends bien, en nous parlant des réalités  
8 autochtones...

9 R. Hum.

10 Q. [47] ... des communautés, et en nous disant que  
11 certaines communautés sont beaucoup plus prêtes que  
12 d'autres à assumer l'autodétermination, vous nous  
13 invitez à prendre en considération la notion du  
14 temps, hein? Pour certains, le temps peut être plus  
15 rapide, pour d'autres, le temps peut être plus  
16 long, mais il y a une question de temps qui doit  
17 être prise en considération et modulée par rapport  
18 à...

19 Parce que nous, comme Commission, depuis  
20 hier, ce qu'on entend, ces nombreux témoins qui  
21 viennent affirmer l'importance des enfants pour  
22 eux, qui veulent prendre soin de leurs enfants et  
23 tout ça, mais ils manquent de moyens, ils manquent  
24 de ressource, ils manquent de financement, et  
25 caetera.

1                    Dans cette modulation du temps là, comment  
2                    on peut faire en sorte de pouvoir permettre  
3                    l'avancement des communautés vers cette  
4                    autodétermination-là?

5                    R. On en fait référence dans plusieurs des  
6                    représentations au projet de loi 21, qui étaient  
7                    les actes réservés, le rôle des ordres  
8                    professionnels et tout le reste. Et moi, je pense  
9                    que ça va prendre, en premier lieu, une plus grande  
10                    flexibilité au niveau de l'embauche. Parce que  
11                    souvent, ce n'est pas l'objectif de ces critères,  
12                    mais ça va éliminer beaucoup de candidatures  
13                    intéressantes autochtones dès le départ.

14                    Q. **[48]** Hum.

15                    R. Alors comment, avec... on the job training, alors  
16                    la formation sur le tas et tout le reste, mais  
17                    trouver les éléments à l'intérieur des communautés  
18                    qu'on pense qu'on peut travailler avec, mais s'ils  
19                    exigent qu'ils soient membres d'un ordre  
20                    professionnel... Moi, je me rappelle le débat qu'on  
21                    a eu à l'Assemblée nationale, il y a vingt (20)  
22                    ans, quand nous avons créé l'Ordre professionnel  
23                    des sages-femmes, et chez les Inuits, il y a les  
24                    femmes qui ont aidé les mères à livrer les enfants  
25                    depuis des siècles.

1 Q. **[49]** Hum, hum.

2 R. Et quand j'arrive et dis : « Si vous n'avez pas un  
3 morceau de papier de l'Université du Québec,  
4 Trois-Rivières, vous ne pouvez plus faire ça »,  
5 mais il n'y aura pas grand monde finissant de  
6 l'Université du Québec, Trois-Rivières, qui va  
7 s'installer à Akulivik.

8 Q. **[50]** Hum, hum.

9 R. Ça ne marche pas. Alors, comment imaginer... et ce  
10 n'est pas à laver nos mains et dire : « On n'a pas  
11 de responsabilité », mais avoir une plus grande  
12 flexibilité. Mais ces obstacles à l'embauche, si on  
13 veut avoir les intervenants avec les compétences  
14 culturelles et linguistiques... Peut-être personne  
15 n'a pas les diplômes et les certificats  
16 nécessaires, mais moi, j'imagine une famille en  
17 crise à Salluit, connaissance de la langue  
18 inuktituk, il aurait beaucoup.

19 Q. **[51]** Hum, hum.

20 R. Alors, comment est-ce que je peux arrimer toutes  
21 ces choses? Alors, je ne prône pas l'abandon, que  
22 c'est très important, la formation, c'est très  
23 important, certains standards et certaines  
24 exigences qu'on va faire le travail de protection  
25 des enfants correctement. Mais moi, je pense ça

1 commence avec une plus grande flexibilité au moment  
2 de l'embauche de personnel autochtone, si on veut  
3 vraiment renforcer ces compétences culturelles à  
4 l'intérieur de la main-d'oeuvre apte à travailler  
5 dans ces milieux.

6 Q. **[52]** Vous nous avez parlé, premier ingrédient, la  
7 confiance, vous nous avez parlé aussi de volonté  
8 politique. Depuis hier, on entend entre autres je  
9 pense aux... aux Anishnabes qui sont venus nous  
10 présenter leur modèle en cours de développement là,  
11 qui est un peu ralenti actuellement, où c'est  
12 souvent au niveau gouvernemental, l'approbation  
13 gouvernementale que les choses bloquent. Vous qui  
14 avez été à l'intérieur...

15 R. Hum, hum.

16 Q. **[53]** ... pouvez-vous nous parlez de comment on peut  
17 développer davantage cette confiance-là, c'est quoi  
18 le rôle du gouvernement du Québec parce que souvent  
19 on entend aussi, comme un renvoi, bien là, c'est le  
20 fédéral, c'est le provincial, tu sais, c'est  
21 comme... c'est comme la faute de personne  
22 finalement là ou c'est la faute de l'autre mais...

23 R. On a ça souvent, Madame Tremblay, alors ce n'est  
24 pas chez nous et ça existe même à l'intérieur du  
25 gouvernement. Alors, moi, j'ai toujours plaidé, il



1        faut de l'audace, il faut être courageux, je vais  
2        vous donner deux exemples. Dans le monde,  
3        dernièrement, comme ministre, le débat sur  
4        l'ambulance à Maniwagan et qui paie pour. Et moi,  
5        comme ministre, j'ai demandé à tout le monde :  
6        « Bon. Qui est responsable? » « Well... » pas sûr,  
7        mais il y a une communauté éloignée de quatre-  
8        vingts (80), quatre-vingt-dix (90) kilomètres de  
9        Saint-Michel-des-Monts, qui voulait avoir une  
10       ambulance et il y avait un décès dans la communauté  
11       et les indices que peut-être s'il y avait une  
12       ambulance, le résultat serait différent mais on a  
13       poussé et poussé et Ottawa a dit : « C'est pour  
14       communiquer avec un hôpital du gouvernement du  
15       Québec, alors c'est à Québec à payer ça. » Le  
16       ministère de la Santé dit : « Il faut installer ça  
17       dans la communauté donc c'est au gouvernement  
18       fédéral de l'installer. »

19                Alors, au bout de la ligne, j'ai réussi de  
20       convaincre le ministre de la Santé, « on va le  
21       faire, on va envoyer la facture à Ottawa, on va  
22       faire le débat après » mais dans le principe de  
23       Jordan qu'on a invoqué hier aussi, le service est  
24       essentiel. Alors, il faut parfois prendre l'audace  
25       et j'avais beaucoup d'avis qu'on ne peut pas faire

1 ça parce qu'on va créer un précédent et tout le  
2 reste, mais parfois il faut essayer des choses et  
3 si ça ne marche pas, on va changer le trajet.

4 L'autre est un projet pour un genre de  
5 CHSLD à Wendake, la Tortue, et oui, c'est dans la  
6 réserve, alors le Conseil du trésor m'a dit : « On  
7 ne peut pas financer ça parce que c'est la  
8 responsabilité du fédéral. » Mais ces aînés  
9 demeurent dans un CHSLD à Ancienne-Lorette, de  
10 mémoire, à trois rues ou quatre rues, alors je paie  
11 tous les... comme gouvernement du Québec, on paie  
12 déjà. Alors, pourquoi pas avoir avec le fédéral un  
13 genre d'arrangement parce que moi, je paie déjà,  
14 comme gouvernement du Québec, une partie des coûts.  
15 Alors plutôt que dire : on ne peut pas, est-ce que  
16 quelqu'un peut imaginer comment on pourrait le  
17 faire? Et ça prend l'audace et parfois on va créer  
18 des précédents mais au bout de la ligne, une des  
19 raisons que j'ai appréciée des responsabilités  
20 comme ministre des Affaires autochtones, déjà il y  
21 a personne qui défend le *statu quo*.

22 Alors, il y a toujours la personne qui va  
23 dire : bien, il faut changer quelque chose parce  
24 que pour la situation aujourd'hui, on a tellement  
25 de problèmes, on a tellement d'enjeux, il faut de

1 la créativité, il faut de l'audace. Alors, oui, ça  
2 prend parfois le temps mais quand nous avons signé  
3 l'entente avec les Atikamekws, quand nous avons  
4 fait finalement reconnaissance, l'adoption  
5 coutumière, il y a des progrès qui ont été faits et  
6 il faut miser sur ces expériences. J'ai évoqué  
7 l'Ordre des travailleurs sociaux qui travaillent en  
8 concert avec d'autres ordres pour trouver une plus  
9 grande souplesse dans la formation, trouver une  
10 plus grande souplesse pour encourager les  
11 Autochtones d'embarquer dans les carrières, dans  
12 les services sociaux parce que pour moi, c'est la  
13 seule voie à suivre si on veut améliorer les choses  
14 à moyen terme.

15 Q. [54] Je vous écoute et pour moi, vous êtes  
16 quelqu'un, vous êtes un visionnaire, vous aviez une  
17 vision et vous poussiez pour faire atterrir votre  
18 vision. Comment faire pour que cette vision-là ne  
19 repose pas sur un seul visionnaire mais que ça  
20 devienne une vision généralisée parce que c'est un  
21 peu comme ça finalement, là, vous n'êtes plus là  
22 présentement, j'ai aucune idée de même qui est là  
23 présentement mais comment faire pour faire  
24 atterrir...

25 R. Moi, je suis retraité...

1 Q. [55] ... et généraliser?

2 R. ... mais moi, ça commence toujours avec l'éducation  
3 et la formation mais moi, j'étais professeur au  
4 cégep avant mon entrée en politique, je trouve nos  
5 universités, par exemple, augmenter beaucoup la  
6 formation, la sensibilité à la réalité autochtone,  
7 c'est un travail quotidien, il n'y a pas de  
8 solution miracle, pas de solution à court terme.  
9 Mais je pense qu'il faut continuer de sensibiliser  
10 la population québécoise aux réalités, pluriel,  
11 autochtones et on a tout intérêt parce que le  
12 développement de nos régions, je pense... ça m'a  
13 étonné, mais à la fois le maire de Maniwaki et le  
14 maire de La Tuque qui m'ont dit que leur population  
15 autochtone est maintenant autour de trente pour  
16 cent (30 %).

17 Alors, l'avenir de La Tuque passe en grande  
18 partie d'une meilleure collaboration avec les  
19 Atikamekws et de faire un magnifique centre  
20 d'amitié autochtone sur lac Saint-Louis à La Tuque  
21 alors nos destins sont communs, alors il faut  
22 toujours continuer de sensibiliser les enjeux, les  
23 séquelles de notre triste histoire et on a évoqué  
24 les pensionnats, on a évoqué d'autres chapitres  
25 très malheureux de notre histoire.

1                   Oui, il faut sensibiliser parce qu'un des  
2                   témoins hier a dit que la réconciliation commence  
3                   avec la réparation et on a tant de choses à  
4                   réparer, alors ça commence avec ça et c'est un  
5                   travail de longue haleine et pour créer la  
6                   situation d'aujourd'hui, ça a pris trois cents  
7                   (300) ans, quatre cents (400) ans, je ne sais pas  
8                   combien d'années précis. Alors ce n'est pas d'ici  
9                   Noël on va tout régler ça, mais il faut juste  
10                  continuer d'insister que pour l'avenir de la  
11                  société québécoise une meilleure relation, une  
12                  meilleure compréhension entre les peuples  
13                  autochtones et les Inuits et le gouvernement du  
14                  Québec est essentielle.

15       Q. [56] Pour amener à la notion de temps, en disant ça  
16                  a pris trois, quatre cents (400) ans à créer,  
17                  alors, hein, mais il faut... il faut progresser, il  
18                  faut avancer. Je vous remercie beaucoup.

19       R. Et juste une dernière parenthèse, vous avez évoqué  
20                  l'éducation avec l'Assemblée des Premières Nations  
21                  et une des choses sur laquelle notre gouvernement a  
22                  fait, c'est l'ouverture de quatre centres de  
23                  formation d'adultes, deux en français, deux  
24                  anglais, Kahnawake, Listuguj, Uashat et Lac-Simon  
25                  en français, ils font des choses extraordinaires.

1 On a le Pavillon des Premiers-Peuples à  
2 l'Université de Québec Abitibi-Témiscamingue qui  
3 est un lieu extraordinaire aussi à la fois pour les  
4 étudiants autochtones mais pour le partage des  
5 connaissances avec les autres et l'avenir  
6 (inaudible) et la présence autochtone sont  
7 intimement liés aussi. Alors, on a beaucoup  
8 d'exemples où il faut travailler ensemble et pour  
9 le développement de nos régions surtout, le  
10 partenariat est essentiel.

11 Q. **[57]** Je vous remercie beaucoup.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Merci. On va poursuivre avec Jean-Marc Potvin.

14 M. JEAN-MARC POTVIN, commissaire :

15 Q. **[58]** Alors, merci beaucoup, Monsieur Kelley, pour  
16 nous partager votre grande expertise. Vous avez une  
17 grande expertise sur les questions autochtones  
18 ayant été ministre longtemps mais vous avez une  
19 grande expertise dans l'environnement politique,  
20 puis je fais comme Lesley, je me sens obligé de  
21 sortir des questions parce que vous avez dit  
22 quelque chose qui, pour moi, est une évidence là.  
23 Vous avez dit : « La cuisine est pleine au  
24 gouvernement. »

25 Et puis je le sais, ayant évolué en

1 administration publique, on a beau dire un moment  
2 donné : écoutez, il y a un plat à cuisiner là, qui  
3 est vraiment urgent de cuisiner là, parce qu'il y a  
4 des enfants qui ont besoin de cette nourriture-là,  
5 là, si ce n'est pas dans les priorités puis dans  
6 l'agenda politique du moment eh bien, le plat ne se  
7 cuisinera pas. Et puis dans tout ce qu'on a entendu  
8 depuis hier, il y a des choses assez évidentes, il  
9 y a des choses qui font consensus, il y a des  
10 choses qui ne sont pas trop compliquées même à  
11 mettre en oeuvre mais qui prennent beaucoup de  
12 temps. Il ne faut pas dire que les choses  
13 n'évoluent pas, les choses évoluent quand même il y  
14 a eu des avancées, des progrès mais en réalité, on  
15 pourrait avancer beaucoup plus vite s'il y avait  
16 une volonté.

17 C'est vrai pour la question autochtone mais  
18 c'est vrai pour la protection de la jeunesse aussi,  
19 hein, souvent ça prend un événement absolument  
20 tragique pour que tout d'un coup, on se dise sur la  
21 place publique : bien, écoutez, c'est important, il  
22 faut s'en préoccuper, il faut investir ça ». Mais  
23 quand l'événement tragique s'éloigne, souvent on  
24 oublie tous les plats à mijoter autour de ça puis  
25 qui deviennent tout d'un coup moins prioritaires.

1 Ça fait que c'est un long préambule pour dire  
2 comment, parce que c'est l'environnement politique  
3 médiatique, dans le fond, qui dirige les priorités.  
4 Alors, comment dans un tel environnement peut-on  
5 s'assurer de façon pérenne qu'on fasse ce qu'il  
6 faut pour améliorer le sort des enfants autochtones  
7 et le sort des enfants en général? Ce n'est pas...  
8 ça ne concerne pas toute la population, hein,  
9 souvent, ça concerne des petites parties de la  
10 population, donc ça attire un peu moins  
11 l'attention. Mais comment... c'est des enjeux  
12 majeurs là, il y a des enfants qui souffrent, il y  
13 a des enfants qui décèdent, il y a des  
14 interventions inappropriées auprès d'un certain  
15 nombre d'enfants. Comment dans un environnement  
16 politique, administratif comme ça, on peut assurer  
17 plus de pérennité à des actions puis un regard  
18 continu avec les moyens à mettre en oeuvre qui sont  
19 finalement pas si dispendieux là?

20 R. Deux choses, et je partage votre impatience, alors  
21 je vais vous assurer de ça mais ce n'est pas  
22 uniquement le gouvernement du Québec ni le  
23 gouvernement fédéral qui est maître de temps.  
24 Alors, il faut également travailler avec les  
25 intervenants autochtones aussi et ça, c'est



1 complexe parce que j'ai parlé des réalités. Alors,  
2 s'asseoir demain matin, monsieur Montour, je pense  
3 que la volonté est là et l'entente Kahnawake et  
4 passe loin et probablement au niveau de la  
5 formation, c'est un devoir qui reste à faire mais  
6 règle générale, c'est possible avec d'autres, on  
7 peut amener les communautés, mais ça va prendre un  
8 temps additionnel. Je suis réfractaire à vous  
9 donner une réponse précise que d'ici trois ans, on  
10 va tout régler ça, ça ne marche pas comme ça et  
11 quand on impose un genre d'échéancier en milieu  
12 autochtone parfois, ça rebond dans la face, alors  
13 on a besoin d'une certaine flexibilité. Comment et  
14 je jongle avec ces questions, on m'a questionné  
15 après le dépôt du rapport de la Commission, est-ce  
16 que c'est le... au protecteur du citoyen, est-ce  
17 que c'est une instance à part?

18 Étant donné la complexité des enjeux  
19 autochtones, je pense ça prend une entité distincte  
20 plutôt que, c'est un petit peu l'esprit de votre  
21 question, Madame la Présidente, un commissaire à  
22 l'enfance, pourquoi pas? Mais mon expérience et je  
23 comprends quand j'ai composé avec les ministres de  
24 la Santé, au pluriel, ils ont une longue, longue  
25 liste des priorités et des enjeux, alors de les

1 convaincre de temps en temps que qu'est-ce qui  
2 arrive en milieu autochtone est très important,  
3 c'est un défi de taille. Ce n'est pas une critique  
4 de mes anciens collègues, c'est juste la réalité.  
5 Nos hôpitaux, nos urgences, les médias vont publier  
6 à tous les six mois les temps d'attente dans les  
7 urgences et c'est toujours une mauvaise journée  
8 pour le ministre de la Santé dans la période des  
9 questions, il doit... c'est ça la réalité  
10 politique. Alors, c'est pourquoi je vous félicite  
11 d'avoir les séances distinctes cette semaine en  
12 milieu autochtone parce que si c'était juste dans  
13 la foulée de vos actions, ça serait difficile de  
14 mettre ça « in a spot light », mettre ça en  
15 évidence.

16 Nous avons fait cette pratique, par  
17 exemple, quand il y avait la loi fédérale sur le  
18 cannabis, on a tenu une journée, monsieur Montour  
19 était là, il avait long à dire sur la question du  
20 cannabis, les maires des villages nordiques, alors  
21 comment mettre ça en évidence? Le mécanisme, je  
22 vais continuer de réfléchir, mais sans la crainte  
23 de ghettoïsation qu'on met toutes ces questions à  
24 part, je pense ça prend quelqu'un avec le mandat  
25 principal autochtone et sinon dans tous les autres

1 enjeux qui confondent tout gouvernement, c'est  
2 bipartisan mes commentaires, c'est difficile de  
3 toujours garder la question autochtone en priorité  
4 et c'est ça, question de nombres, question de  
5 l'éloignement des communautés et tout le reste, ça  
6 c'est la réalité.

7 Q. **[59]** Donc, ça rejoint l'idée un peu d'un  
8 commissaire ou d'un ombudsman spécifique qui serait  
9 un peu un objecteur de conscience ou un chien de  
10 garde...

11 R. Oui.

12 Q. **[60]** ... de l'avancement.

13 R. Un point de référence parce que oui, c'est chien de  
14 garde mais c'est juste aussi rappeler, en anglais,  
15 on dit, « sometimes you win more people with honey  
16 than vinegar » alors parfois ça prend un petit  
17 miel, pas uniquement le vinaigre mais d'avoir  
18 quelqu'un, quelqu'un qui peut, d'une façon  
19 statutaire, participer aux consultations  
20 prébudgétaires parce que souvent ça revient une  
21 question d'argent. Et surtout vous allez écouter  
22 les Inuits cet après-midi, mais chaque démarche en  
23 milieu nordique coûte... coûte le double ou le  
24 triple. J'étais avec l'ancien ministre de la Santé,  
25 monsieur Barrette, quand nous avons vu la facture

1       pour une nouvelle CLSC à Aupaluk, population deux  
2       cents (200), et c'est pour une modeste somme de  
3       quarante-huit millions (48 M), on peut plus bâtir  
4       un nouveau CLSC, quarante-huit millions (48 M).  
5       Mais c'est ça le coût de construction au Grand-Nord  
6       québécois, mais un centre pour aider les personnes  
7       avec des problèmes de toxicomanie à Kuujjuaq était  
8       un autre trente-cinq millions (35 M). Alors, c'est  
9       ça la réalité. Alors, il faut lier nos  
10      recommandations avec les personnes qui ont l'argent

11     Q. **[61]** Donc, ça prend une sorte de pression,  
12         finalement, qui se crée par une structure...

13     R. Oui.

14     Q. **[62]** ... cette pression-là vient pas, par exemple,  
15         de l'état des urgences d'hôpitaux qui concerne tout  
16         le monde, tous les matins dans les journaux?

17     R. Oui.

18     Q. **[63]** On comprend bien. Peut-être vous amener aussi  
19         sur la question de la coordination, concertation  
20         fédérale, provinciale et communautés là. On voit  
21         l'Assemblée des Premières Nations disait, proposait  
22         des comités tripartites pour faire avancer les  
23         choses, ça semble aller de soi puis étant donné les  
24         juridictions, la complexité, qu'on devrait se  
25         concerter, se coordonner beaucoup... beaucoup plus

1 qu'on le fait. Comment vous voyez ça cette  
2 concertation? Est-ce qu'elle existe? Est-ce qu'elle  
3 est... est-ce qu'il faut la renforcer? Est-ce  
4 que...

5 R. Géométrie variable. Et c'est pourquoi j'ai dit une  
6 entente cadre, je ne sais pas quelle forme, mais je  
7 regarde notre travail avec la nation crie où dans  
8 la Convention de la Baie-James, le financement de  
9 fédéral, le financement du Québec, qui est  
10 responsable pour les infrastructures, qui est  
11 responsable pour ci et ça, sont assez clairs. Est-  
12 ce que ça a tout réglé? La réponse est non, Mais au  
13 moins, quand on est dans une discussion, dans une  
14 négociation, on a certaines règles de base, au  
15 moins, qui peut nous guider dans nos relations avec  
16 le qui. Ce n'est pas la même chose quand on tombe  
17 dans les huit Premières Nations au sud du quarante-  
18 neuvième (49e) parallèle au Québec, qui n'ont  
19 jamais vraiment eu un traité moderne. Alors qui  
20 fait quoi?

21 Je reviens toujours à mon ambulance où tout  
22 le monde a fait ça, c'est pas chez nous puis tout  
23 pense c'est pas là non plus mais c'est pas chez  
24 nous. Alors, on tombe dans... alors : « Donne-moi,  
25 au moins » et comment... et je pense ça prend des

1 négociations à plus haut niveau pour arrimer les  
2 priorités du gouvernement fédéral avec les  
3 priorités du gouvernement du Québec. Parce que, par  
4 exemple, il y a beaucoup de pression sur le  
5 gouvernement fédéral sur l'eau potable qui, au  
6 Canada, est un grand enjeu. Règle générale,  
7 dernière fois que j'ai vérifié, ce n'est pas un  
8 enjeu au Québec. Alors, le gouvernement fédéral  
9 doit répondre aux exigences d'autres provinces.  
10 Mais si le gouvernement du Québec va à Ottawa et  
11 dit vraiment, la protection de la jeunesse, on a ce  
12 différend sur C-92 et la Loi sur la protection de  
13 la jeunesse du Québec, plutôt qu'aller devant les  
14 tribunaux qui va prendre un certain temps pour  
15 décider mais même parfois ce n'est pas facile, ils  
16 vont plaider ça, est-ce qu'on peut s'asseoir et  
17 c'est quoi vos objectifs, c'est quoi nos objectifs  
18 mais s'asseoir avec les Autochtones aussi parce que  
19 si c'est juste les deux gouvernements sans les  
20 impliquer, ça ne marche pas non plus.

21 Alors, il faut vraiment, je rêve toujours  
22 et c'est sommaire, c'est de rendez-vous sur la  
23 protection de la jeunesse, tout le monde est là,  
24 barrer la porte, on ne peut pas sortir sans une  
25 solution, quelque chose comme ça, il faut le faire.

1 Parce que je reviens toujours à la jeunesse  
2 (inaudible) et vous avez bien identifié, il y a des  
3 enfants dans les situations très difficiles,  
4 malheureusement, alors il faut trouver les  
5 solutions à court terme. Parce que sinon, ces  
6 enfants vont devenir adolescents, vont devenir les  
7 adultes qui auront les misères à s'adapter, à  
8 trouver un emploi, compléter la formation et on  
9 connaît les conséquences si ça arrive comme ça.

10 Q. **[64]** Merci beaucoup.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. **[65]** Monsieur Kelley, je vais profiter de votre  
13 vaste expérience, il y a deux injustices assez  
14 pointues mais que je ne comprends pas. La première,  
15 les familles d'accueil dans les communautés sont  
16 moins bien financées qu'une famille d'accueil à  
17 Québec ou à Montréal, je ne comprends pas, puis  
18 d'où ça vient. Puis la deuxième injustice pointue,  
19 c'est que si une famille autochtone dans les  
20 communautés, ce qu'on comprend, c'est que souvent  
21 sont poussées pour devenir tuteurs de l'enfant, ce  
22 qui est une bonne chose en termes de stabilité mais  
23 la journée qu'ils deviennent tuteurs de l'enfant,  
24 ils ont moins d'argent?

25 R. C'est la pointe de l'iceberg et vous avez le témoin

1 parfait cet après-midi dans madame Blackstock parce  
2 qu'il y a beaucoup au niveau des salaires, au  
3 niveau du financement de l'école. Moi, j'ai  
4 rencontré une jeune professeure très dynamique dans  
5 la communauté innue de Uashat mais de sa classe, on  
6 va à l'école secondaire à Sept-Îles et elle m'a  
7 dit, je ne me rappelle pas le chiffre précis mais :  
8 « Monsieur le Ministre, j'adore travailler avec les  
9 étudiants innus mais si je... si j'obtiens un  
10 emploi de l'autre côté de la rue, je vais gagner »,  
11 de mémoire, c'était huit mille dollars (8 000 \$) de  
12 plus par année. À certains moments, on peut être  
13 engagé, on peut voir la formation des Autochtones  
14 comme une vocation, mais on a les... le loyer à  
15 payer, on veut profiter de la vie et tout le reste.  
16 Alors, madame Blackstock a fait beaucoup au niveau  
17 des services sociaux des iniquités. Moi, je  
18 soupçonne et c'est juste un soupçon, alors je ne  
19 peux pas faire la preuve mais dans le passé, on a  
20 fait un genre de calcul parce que les personnes  
21 autochtones qui travaillent dans la communauté ne  
22 paient pas d'impôt, on va réduire leur salaire.

23 Alors, on va arriver avec un net qui est  
24 comparable plutôt que juste payer le salaire  
25 comparable. Alors, c'est un soupçon de ma part, ne



1 me citez pas, mais je soupçonne qu'il y a un  
2 élément de ça aussi qui joue et je mentionne. Mais  
3 les conditions de travail, vous allez entendre ça,  
4 je suis certain, des Inuits cet après-midi parce  
5 que ça pose problème, deux personnes dans un  
6 bureau. Moi, j'ai un accès à un logement parce que  
7 je suis recruté au Sud, moi, je peux retourner à  
8 Montréal quatre fois par année, payé par mon  
9 employeur. Et l'Inuit est déjà chez... l'Inuite est  
10 chez eux, elle n'a pas besoin d'aller à Montréal.  
11 Mais si vous arrivez voir un vol d'Inuits à Dorval,  
12 tout le monde arrive avec les couches, tout le  
13 monde arrive avec beaucoup de choses parce que le  
14 prix, le coût de la vie là-bas est... mon exemple  
15 que je donne toujours, j'étais là à la veille  
16 d'Halloween une année, une citrouille, une petite  
17 citrouille au magasin à Kuujjuaq, quarante et un  
18 dollars (41 \$). Alors, on peut dire qu'une  
19 citrouille, c'est peut-être pas un service  
20 essentiel et on peut acheter en plastique au  
21 Dollarama mais quand même, ça vous donne trois  
22 litres de lait, toutes les autres choses comme ça  
23 coûtent au moins le double malgré les subventions  
24 des gouvernements pour essayer de réduire le coût  
25 de la vie en milieu inuit, c'est un très grand

1           enjeu. Alors, c'est quatre voyages au Sud, c'est  
2           quatre voyages au magasin, c'est quatre occasions  
3           de ramener les choses au Sud à Kuujjaq et les  
4           autres villages nordiques.

5           LA PRÉSIDENTE :

6           Tout à fait. Merci. Je laisse maintenant la parole  
7           à André Lebon.

8           M. ANDRÉ LEBON, vice-président :

9           Q. **[66]** D'abord, je veux souligner qu'ayant fait  
10          l'expérience de vous côtoyer dans le dossier  
11          autochtone à plusieurs reprises, vous faisiez  
12          l'unanimité autant par votre engagement que votre  
13          crédibilité, autant chez les Inuits que les  
14          collègues et j'apprécie doublement votre témoignage  
15          d'aujourd'hui.

16                 Vous avez mis en lumière comme des  
17          paradoxes, vous avez contribué à alimenter les  
18          paradoxes. Vous avez parlé de votre rôle, vous  
19          étiez ministre, ministre engagé, qui avait une  
20          crédibilité puis vous vous êtes présenté comme un  
21          ministre quêteux, hein, « begging », vous avez à  
22          vous promener d'un ministre à l'autre. C'est  
23          étonnant que les Autochtones qui font le même geste  
24          soient représentés par un ministre qui fait le même  
25          geste. Fin de l'image.

1                   Vous avez parlé de qualité, flexibilité,  
2                   vous avez parlé de confiance, moi, je peux  
3                   témoigner, depuis dix (10) ans que je... vingt (20)  
4                   ans même, en tout cas, mettons dix (10) dernières  
5                   années intensives de collaboration autochtone, ça  
6                   fait six ans que je suis dans le dossier de la  
7                   reconnaissance des familles d'accueil pour les  
8                   Inuits puis ce que vous dites des évidences, le  
9                   coût de la vie est plus cher, il n'y a personne qui  
10                  remet ça en question, ça fait quatre ans qu'on  
11                  essaie de faire comprendre à ceux qui représentent  
12                  les familles d'accueil, que ça ne serait pas une  
13                  injustice de les payer plus cher parce que ce  
14                  qu'ils doivent consommer coûte plus cher. On ne  
15                  parle pas de flexibilité quand on parle de ça, on  
16                  ne parle pas de confiance parce qu'ils disent :  
17                  « Ils vont dépenser leur argent tout croche s'ils  
18                  ont de l'argent de plus. »

19                  Alors, pour moi, ces constats-là, là, si  
20                  j'ai dressé ça, c'est pas une personne de  
21                  confiance, on a malgré tout des ambiguïtés, on a  
22                  des difficultés. Alors moi, là, je retiens les  
23                  mots, sans les impliquer, « no way ». Pression à  
24                  maintenir, « by the way ». Vous nous donnez des  
25                  ingrédients, tu sais, il y a beaucoup de monde en

1 cuisine, il y a beaucoup de compétitions même  
2 vous... puis moi, non plus, je n'ai pas envie de  
3 personnaliser parce que je ne pense pas que c'était  
4 le ministre Untel ou la ministre Untel, il y a des  
5 enjeux qui fait que ça passe en dessous du radar  
6 puis ça a été dit hier dans les commentaires : « On  
7 est en dessous du radar. » Ça fait que ce que vous  
8 venez nous dire c'est : compte tenu de ce qu'est la  
9 politique, moi, je reviens au principe de Jordan  
10 mais je ne voudrais pas déclencher un bar ouvert  
11 mais on va voir madame Blackstock...

12 R. Oui.

13 Q. **[67]** ... aujourd'hui, la beauté et c'est la  
14 position de la Commission, on s'est dit : on a été  
15 mis au service des enfants et des familles et nous,  
16 notre seule motivation ultime c'est : on va  
17 proposer des choses concrètes qui améliorent la vie  
18 des enfants... ou protègent la vie, c'est ce qui  
19 fait le principe de Jordan, il dit : « No matter,  
20 les juridictions, cet enfant-là a droit à et il  
21 faut lui donner ». Ça me donne des inspirations,  
22 moi, ça, parce que je me dis : le jour où on va  
23 travailler avec une affirmation forte et solide qui  
24 dit ça, nos revendications vont devoir être  
25 respectées. Puis je dis « nos » là, je m'approprie

1 collectivement les enjeux enfants du Québec

2 Mais ce que vous venez nous souligner c'est  
3 compte tenu de la sous-pression politique et du  
4 dilemme fédéral-provincial pour la représentation  
5 des Autochtones au Québec parce qu'ils  
6 appartiennent aux deux camps, peut-être que l'idée  
7 de leur donner une voix particulière pour assurer  
8 une pression particulière. Ça fait que j'ai  
9 commenté tout ça à une réaction de mes  
10 commentaires, parce que je n'ai pas vraiment de  
11 questions, ça nous guide là, là, moi, j'essaie de  
12 mettre la table...

13 R. Merci beaucoup, je pense vous avez très bien résumé  
14 mes pensées et ce n'est pas facile mais la  
15 confiance, la confiance alors quand j'ai dit  
16 « quêteux » et tout le reste. Moi, mon ancien chef  
17 de cabinet est dans la salle aujourd'hui, il peut  
18 témoigner, le ministre était toujours malheureux  
19 les lundis et les vendredis, si j'étais au bureau  
20 parce que je voulais toujours aller dans une  
21 communauté, sur le terrain, rencontrer les  
22 personnes parce que j'ai toujours appris beaucoup  
23 plus dans les communautés qu'au bureau à Québec.  
24 Alors, ça, c'est un constat, il faut aller sur le  
25 terrain.

1                   Si on fait ça, on va toujours rencontrer  
2                   les personnes extraordinaires, les personnes avec  
3                   lesquelles on peut faire confiance. Moi, à regret,  
4                   je pense pour le déficit zéro et tout... toutes les  
5                   choses qu'on trouve très importantes pour un  
6                   gouvernement, on a limité les voyages des  
7                   fonctionnaires dans les communautés. Et quand  
8                   j'étais ministre en deux mille cinq (2005), ces  
9                   voyages étaient beaucoup plus fréquents. Aussi, je  
10                  peux faire un petit... aller dans les communautés,  
11                  on apprend toujours les choses dans les  
12                  communautés. Moi, je me rappelle les visites que  
13                  madame David et moi ont faites à l'Institut de  
14                  Kiuna qui est un collègue dans la communauté  
15                  Abénakis d'Odanak et chaque fois, on a jασé avec  
16                  les étudiants, une fois c'était une mère et une  
17                  fille, les deux à l'école ensemble, quelle belle  
18                  histoire, honnêtement, chaque fois que tu... qu'on  
19                  prend le temps pour aller les voir chez eux, on va  
20                  trouver des personnes de confiance, on va trouver  
21                  des petits projets.

22                  Moi, mon approche, c'était touj... donne-  
23                  moi une bonne idée, on va essayer de le travailler,  
24                  on va essayer de réaliser celui-là. Les grandes  
25                  ententes parapluie qui vont tout régler pour les

1 cinquante-cinq (55) communautés au Québec, il faut  
2 travailler ça un petit peu mais c'est un travail de  
3 très longue haleine. Mais chaque fois que je suis  
4 allé trouver une bonne idée, retourné à Québec et  
5 oui le secrétariat des Affaires autochtones mais il  
6 y avait quand même des programmes de fonds  
7 d'initiative autochtones, on a un programme de  
8 développement social et culturel maintenant, que le  
9 gouvernement de monsieur Couillard a mis en place.  
10 Alors, on commence d'avoir d'autres outils qu'on  
11 peut bonifier les efforts d'autres ministères pour  
12 aller de l'avant mais chercher les bonnes idées,  
13 essayer dans la mesure du possible de les réaliser,  
14 parfois on va créer un précédent, bravo! Parce que  
15 quand le problème revient, on a déjà un précédent,  
16 peut-être ça va être plus facile de régler ça la  
17 deuxième fois.

18 Alors, moi, mon approche, c'était pas être  
19 très étapiste mais malheureusement, j'ai manqué  
20 deux des cinquante-cinq (55) communautés, une fois  
21 c'était la brume, ma visite à (inaudible) était  
22 annulée mais j'ai toujours allé sur le terrain,  
23 j'ai toujours rencontré les Autochtones chez eux et  
24 j'ai toujours appris des choses. Alors, si j'ai une  
25 façon de structurer un commissaire, s'assurer qu'un

1 budget de déplacement important, qu'il est sur la  
2 rue. Moi, mon ami, Ghislain Picard, j'ai beaucoup  
3 d'estime pour lui parce que juste visiter les  
4 cinquante... pas les Inuits mais les quarante et un  
5 (41) communautés autochtones, c'est les longues  
6 distances sur la route, dans un autobus et tout le  
7 reste, alors c'est un pèlerin extraordinaire mais  
8 ça prend des pèlerins. Mais si on veut faire  
9 confiance dans les personnes, il faut aller les  
10 rencontrer chez eux, les regarder dans le blanc des  
11 yeux, visiter la Maison des jeunes qui est  
12 inadéquate ou le refuge pour les femmes victimes de  
13 violence conjugale, toutes ces choses, allez sur  
14 place et une fois que dit : Ça se peut pas, t'es  
15 beaucoup mieux avocat en revenant à Québec pour  
16 jouer le rôle de quêteux.

17 LA PRÉSIDENTE :

18 Quelle belle finale pour notre momentum, Monsieur  
19 Kelley, merci beaucoup. Si vous aviez la réputation  
20 d'être quêteux à Québec, pour nous, vous avez la  
21 réputation d'expert et d'expérience, on a bien  
22 profité de cette expérience. Merci infiniment.  
23 Merci de votre contribution à la Commission.

24 R. Merci, Madame la Présidente.

25 Q. [68] Merci beaucoup. Alors, nous ajournons jusqu'à



1 treize heures trente (13 h 30). Merci encore. Bonne  
2 fin de journée.

3 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

4 REPRISE DE L'AUDIENCE

5

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Merci. Bon après-midi. Alors, nous recevons  
8 maintenant madame Bella Petawabano, qui est  
9 présidente du Conseil d'administration Conseil cri,  
10 santé et services sociaux de la Baie James,  
11 bienvenue, et monsieur Daniel St-Amour, qui est  
12 directeur général, bienvenue Monsieur.

13 Alors, votre témoignage, vous allez nous  
14 présenter différentes pistes d'action pour soutenir  
15 les différents peuples autochtones dans leur  
16 mandat, qui est d'offrir des meilleurs services à  
17 leurs enfants et aux familles.

18 Alors, on a soixante (60) minutes  
19 ensemble : quinze (15) minutes de présentation,  
20 ensuite discussion avec les commissaires. Ça va?  
21 Avant de vous laisser la parole, je vais demander  
22 au greffier de vous assermenter, s'il vous plaît.

23

24 CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE  
25 LA BAIE JAMES

1 **BELLA M. PETAWABANO,**

2 (Sous serment)

3

4 **DANIEL ST-AMOUR,**

5 (Sous serment)

6

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Merci. Alors, la parole est à vous.

9 Mrs BELLA M. PETAWABANO:

10 Thank you. First, I would like to acknowledge that  
11 we are on the unceded indigenous lands, the  
12 Kanien'kehá:ka Nation is recognised as custodians  
13 of the lands and the waters on which we gather  
14 today.

15 Thank you Madame Laurent, President of the  
16 Commission, and Vice Presidents Mr. Lebon and  
17 Mr. Rivard, and the other Commissioners present  
18 today.

19 Youth protection and the support of our  
20 youth in general is very important to the Cree  
21 Board of Health, and also to the Cree Nation.  
22 Today, I will share with you the concerns we have  
23 in this area, and our recommendations.

24 At the Cree Health Board, our ultimate  
25 objective is to foster 'miyuupimaatissiiuun, which

1 roughly translates as living well in our  
2 communities. It embraces mental, physical,  
3 emotional, and spiritual health.

4 What is involved in achieving  
5 'miyuupimaatissiiuun? As you can see on the slide,  
6 wealth and poverty, education, gender equality, and  
7 housing are well understood as social determinants  
8 of health. For example, the lack of adequate  
9 housing and overcrowding means young families have  
10 no place to call home, and find themselves living  
11 with family or friends, moving from one house to  
12 another, and creating instability for the child.

13 We also have some very specific other  
14 social determinants: the promotion of our Cree  
15 culture, our capacity for self-determination, and  
16 our responsibilities as careful stewards and  
17 guardians of the land and the environment.

18 There are challenges we face in addressing  
19 these issues, and in providing safe and secure  
20 supports for our youth, especially youth at risk.  
21 We must collaborate with other public services,  
22 Cree entities, and other institutions and  
23 organisations in order to support youth. But these  
24 collaborations are often not strong and consistent  
25 enough to meet the needs of our people.

1                   For example, when we collaborate with the  
2 Eeyou Eenou Police Force on issues like sexual  
3 assault, they simply do not have the resources  
4 needed to offer support to the youth protection.

5                   Our front line services need to be  
6 strengthened so they have the capacity to provide  
7 necessary support to youth and parents. Most  
8 urgently, we need to extend our services in the  
9 realms of mental health, addiction and  
10 dependencies, and support for people with  
11 disabilities.

12                   Some of these issues stem from the relative  
13 youth of our organisation. We are still growing,  
14 and we have been structuring our services and  
15 processes to meet the judicial requirements and the  
16 ministerial orientations of the youth protection,  
17 and Youth Criminal Justice Act processes. This is  
18 an ongoing project.

19                   Finally, we face challenges integrating  
20 information technology. The current IT system is  
21 not supported in English, and it presents important  
22 challenges in operating these systems. These issues  
23 are all addressed in our strategic regional plan,  
24 which emphasises the development of culturally safe  
25 services on our front lines.

1                   We aim to adapt a broader range of services  
2                   under the current Youth Protection Act, while also  
3                   developing a proposal for an agreement under  
4                   Article 37.5. These services include reconnecting  
5                   youth through land-based programmes; engaging  
6                   elders to work with and counsel youth; helping  
7                   families to develop tools to support youth through  
8                   a family conferencing programme.

9                   In terms of programming, we have created a  
10                  programme like "emascumatsedawash" adapted from  
11                  SIPPE, which provides an early intervention  
12                  programme that supports mothers and families during  
13                  pregnancy. We have opened two women shelters and  
14                  children needing a safe haven from domestic abuse.  
15                  We have worked with the Cree School Board to  
16                  develop school-based programmes such as "Healthy  
17                  Youth" and "Chii kayeh iyaakwaamiih", the latter  
18                  focussing on sexuality and relationships, and many  
19                  other programmes are in development.

20                  In addition, our new midwifery programme is  
21                  helping to bring childbirth back to "iyaauwasti" We  
22                  have developed protocols for services between youth  
23                  protection and our community miyupimaatisiun  
24                  centres to ensure effective collaborations and  
25                  smooth delivery of services, and we have initiated

1 projects that include providing psychosocial  
2 services outside regular clinic hours, and  
3 launching our empowering youth and families  
4 programme.

5 So, as you can see, we are actively  
6 addressing issues and creating culturally safe and  
7 appropriate solutions. We are continuing to develop  
8 new resources, including a culturally safe  
9 addiction, detox and treatment centre, expanded  
10 disability support services, and enhanced access to  
11 specialised mental health care.

12 To do this effectively, we need to have the  
13 freedom and authority to develop our organisation  
14 according to our needs, in a manner that is  
15 culturally safe and recognises the realities of our  
16 circumstances. We recognise that many efforts have  
17 been made in the past five to ten (5-10) years to  
18 better consider how different legislations can fit  
19 our needs, particularly those concerning customary  
20 adoption and the Youth Protection Act with Bill 99  
21 adopted in two thousand seventeen (2017).

22 However, such legislation exists that does  
23 not respect our needs or acknowledge our reality.  
24 For example, one problem we face under Bill 99 is  
25 that the two-year time-frame for the life plan is

1 too short. When we start to work with families,  
2 half of the time is spent building a relationship  
3 with the families, leaving us very little time to  
4 work on resolving issues.

5 Another example, Bill 21 creates a barrier  
6 to potential Cree staff who do not apply to joint  
7 professional orders because of language barriers,  
8 and thus are effectively excluded from supporting  
9 Cree people. In addition, the level of education  
10 required for specific responsibilities also  
11 excludes Cree workers.

12 Under current legislation, in order to  
13 carry out an evaluation, you must be a member of a  
14 professional order, which often requires a master's  
15 degree. So, the great majority of Cree workers  
16 cannot practice as reviewers and evaluators,  
17 greatly limiting our capacity to serve our people.

18 As a result, most individuals reviewing or  
19 evaluating referrals for youth protection are non  
20 Cree, have very limited understanding of Cree  
21 culture, and are quick to refer cases to the Courts  
22 and to place children in custody.

23 Further, the Human Rights Commission's  
24 mandate is structured so it investigates reference  
25 for youth protection according to norms and

1 standards established by the Ministry for other  
2 parts of Quebec. But these are not realistic for  
3 Eeyou Istchee.

4 The Commission's mandate does not consider  
5 our rights, our culture, and our language. Its  
6 norms and standards are not adopted to our context,  
7 and do not fit our circumstances. For instance,  
8 these criteria expect youth protection workers to  
9 be able to use services that we simply do not yet  
10 have, but we're working on them, and to follow  
11 standards of practice not realistic with our  
12 caseloads which, in the South, are regularly twenty  
13 (20) cases per youth protection worker, but in the  
14 Eeyou Istchee are fifty (50) or even sixty (60)  
15 cases. We need to resolve this inadequacy in youth  
16 protection norms and standards.

17 So, let me provide a clear summary of the  
18 challenges we face, and share with you our  
19 recommendations for addressing these challenges.  
20 First, we face challenges in recruiting and  
21 retaining youth protection staff. We propose to  
22 address this by revising classifications of  
23 positions and simplifying hiring practices.

24 This would also involve an approach to  
25 recruitment that considers our cultural context,



1 and accommodate some of our very specific  
2 constraints in recruiting and retaining staff,  
3 ranging from the academic background of applicants;  
4 to their close relational proximity to clients; to  
5 their personal histories of trauma; to their  
6 language proficiencies.

7 To retain these workers, we need to adapt  
8 the collective agreement that would enable us to  
9 assess and evaluate staff according to culturally  
10 appropriate criteria. Language requirements must  
11 also be addressed in order to ease the hiring of  
12 Cree workers not fluent in French.

13 Cree is a living language in Cree homes and  
14 communities, and English is the second language.  
15 So, with respect to Bill 21, we would like to see  
16 the professional orders' expectations adapted to  
17 consider our realities.

18 We also need a major investment in  
19 recruitment and training, including enhanced  
20 clinical supervision with training and coaching to  
21 enable us to support Cree employees. This includes  
22 comprehensive orientation, and on-the-job training  
23 opportunities. Trainings should be culturally  
24 adapted for our staff, and they should be available  
25 in our territory.

1                   Secondly, resources. We require support for  
2 public health priorities and improved access to  
3 these programmes and services. As I've already  
4 stressed, cultural safety and the cultural  
5 adaptation of programmes and services is critical  
6 to our success as an indigenous organisation. We  
7 need resources allocated to this effort.

8                   In terms of communications, we want to see  
9 official correspondence in Cree and English. All  
10 documentations and tools developed in Quebec are  
11 written in French, so we must direct time and  
12 effort in translations which bring delays.

13                   As an example, under Bill 99, when all  
14 regions were given a deadline to provide staff  
15 training on the changes in the legislation, our  
16 region had to wait approximately six months to  
17 receive the translated version of the training  
18 packages.

19                   The budget allocations and reporting  
20 requirements must also be taken into account over  
21 the Cree Health Board's organisational structure.  
22 This is critical to enable us to have the freedom  
23 and means to preserve our systems of governance,  
24 and continue our path to social determination.

25                   A third challenge concerns Cree rights and

1 culture. There are a number of significant issues,  
2 including the high number of children referred to  
3 youth protection. The disproportionate number of  
4 placements in youth protection, and the frequency  
5 in which referrals are made to youth protection,  
6 rather than considering alternatives.

7 The response to these issues must be  
8 addressed by legislation. We recommend establishing  
9 a task force across ministries to focus on  
10 indigenous issues, such as completing an agreement  
11 under Article 37.5, which will help us help with  
12 the staff motivation and recruitment. We need to  
13 identify a clear timeline and a fixed resolution  
14 date. These efforts must be executed in a timely  
15 manner.

16 Secondly, we strongly recommend the  
17 creation of an indigenous commission parallel to,  
18 and with the same powers as the Human Rights  
19 Commission which will enable us to address youth  
20 protection issues in a manner appropriate to the  
21 Cree way. Failing this, at the minimum, we need  
22 adequate cultural representation on the Human  
23 Rights Commission.

24 Ultimately, we want to exercise self-  
25 determination in youth protection services. These

1 recommendations are the tools which will assist our  
2 efforts to best serve our youth and our families.

3 This goal of self-determination in youth  
4 protection aligns with our governance of the Cree  
5 Board of Health. We have built one of the very few  
6 indigenous health and social services organisations  
7 in this country. This is a Cree organisation run by  
8 Cree people, and we are very proud of our  
9 governance model.

10 Good governance means « Eeyou Eenou  
11 debetijiswin », it's the pathway to achieving our  
12 vision, and fulfilling our mission as an  
13 organisation. We are first accountable to our  
14 people and our communities. We engage our  
15 communities in a dialogue around health and social  
16 services.

17 Self-determination is something we are very  
18 skilled at. This is deeply rooted within our  
19 culture and our history. This capacity has enabled  
20 us to survive successive attempts to remove our  
21 rights and destroy our culture.

22 So, to the Commission today, I want to  
23 remind you why we are here. It is the willingness  
24 to act for our children, for our Cree children, and  
25 all children everywhere. It gives me hope that the

1 Government realises that the youth protection  
2 services and that the law that governs them needs  
3 to be reviewed.

4 Our children are our children, our future,  
5 and we need to ensure they are protected and  
6 nurtured in a culturally safe manner and  
7 environment, with the support of our communities  
8 and their families surrounding them. This is the  
9 Cree way. Mikwetc, thank you.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Merci. Alors, nous allons débiter la discussion  
12 avec Hélène David.

13 Mrs HÉLÈNE DAVID, commissaire:

14 Q. [69] Yes, thank you very much for your  
15 presentation. I was wrong, but I thought that you  
16 were under 37.5 agreement with the Health Ministry,  
17 but you're not. Can you explain a little bit,  
18 because...

19 Mrs BELLA PETAWABANO:

20 A. Yes. Recently, we are not under 37.5, and one of  
21 the reasons being is that we have watched how  
22 legislation has evolved, you know, in the past few  
23 years. We know that it takes years. Let's take, for  
24 example, the adoption law, which has taken probably  
25 close to twelve (12) years for it to be

1 implemented.

2 And it's also the same thing with, what's  
3 the other one there, besides the adoption, is it...  
4 I can't seem to remember now what the next one is,  
5 but it's really the time frame that it takes. It  
6 takes like ten (10) to twelve (12) years, and I  
7 think that's one of the reasons why we have kept  
8 our distance from going into that, you know, and  
9 going into 37.5.

10 So now, we are saying we're coming here,  
11 we're informing you, you know, that the delays are  
12 just unacceptable, and we would like to see a much  
13 faster process put in place.

14 Q. [70] And how could it be faster?

15 A. I had made recommendations that there would be an  
16 inter-ministerial committee to, where is my  
17 recommendation, I had said that an inter-  
18 ministerial committee would help solve that issue.  
19 I know, as I speak now, that with the Ministry of  
20 Health and Social Services, we have evolved in a  
21 much faster process in terms of dealing with the  
22 Ministry. But it's the other ministries, like the  
23 Ministry of Justice that's, you know, these are the  
24 other ministries that I am talking about. So,  
25 that's recommendation number 1.

1 Q. **[71]** Yeah, okay. And I think you're talking about  
2 the self-determination as a goal to achieve, to  
3 have completely, like the responsibility for the  
4 youth. What do you think it should take to reach  
5 this goal of self-determination?

6 A. Well, I can speak for the Cree. We have evolved  
7 under the James Bay and Northern Quebec Agreement,  
8 we have a treaty, and Section 14 is the Cree Board  
9 of Health and Social Services, which I am Chair of  
10 today, and self-determination is really taking  
11 control, and having that capacity and that ability  
12 to be able to make changes, even with a legislation  
13 that governs you.

14 And also, to have that control to be able  
15 to determine what is best for your population, and  
16 also to take into consideration the cultural  
17 context and the language and, of course, the  
18 geography.

19 Q. **[72]** Okay. So, you agree with the, I suppose, with  
20 the Bill C-92, the federal bill.

21 A. I agree with Bill C-92, but we are not part of the  
22 Bill C-92.

23 Q. **[73]** No, I understand. And with the goals of the  
24 call to action of the Rapport Viens, the Viens  
25 Report, what do you think?

1 A. I totally agree with the report of the Viens  
2 Commission as much as I did with the Truth and  
3 Reconciliation Commission.

4 Q. [74] Uh, huh.

5 A. We totally support, and we did take their  
6 recommendations into consideration as well, and we  
7 are continuing to take those calls to action as we  
8 continue to develop our services and programmes.

9 Q. [75] And what would be the obstacles to reach this  
10 goal, the biggest obstacle?

11 A. Well, the biggest obstacle has to do with working  
12 with other people outside of our organisations. We  
13 are good at working together within our own  
14 territory, with other entities and organisations,  
15 and it takes time, yes, but we can work.

16 What we don't have control is externally,  
17 what happens outside of our organisations. Did you  
18 want to add anything Daniel?

19 Mr. DANIEL ST-AMOUR:

20 A. To get self-determination, our approach is that if  
21 in different laws, if you always have an article  
22 somewhere that gives us the ability to tailor-make  
23 the law to reflect our needs in the North, that's  
24 all we need. We need just to be able to adapt the  
25 law. Most laws are mostly adequate, with some



1 adjustments. So, we need to be able to do the  
2 adjustments. And right now, many of the laws are  
3 not flexible enough.

4 Q. [76] But even if you had this self-determination  
5 and complete power to do what you need to do, what  
6 would be the obstacle within your community? Like  
7 you said, Bill 21 is an obstacle, not too many  
8 manpower, you have the education challenge also.  
9 What would you do to face all those obstacles? Even  
10 if you have the self-determination or this special  
11 clause in any bill.

12 Mrs BELLA M. PETAWABANO:

13 A. As I had mentioned in my presentation, I talked  
14 about some of the issues that are facing us, which  
15 has to do with the public health priorities, one  
16 has to do with housing, and there's also education.

17 Q. [77] Yeah.

18 A. Education, we need to improve the education level  
19 of our youth in our region, so they can take on the  
20 positions that we need, the professional positions,  
21 the professionals that we need to work in our  
22 territory, that know the culture and the language,  
23 and the people there.

24 Mr. DANIEL ST-AMOUR:

25 A. But there's more operationally, like one thing that

1 could be really useful, and we spoke to the  
2 Ministry about it, for example, for the  
3 classification of the position and the negotiation  
4 of the different unions. They have to hear us  
5 because, often, they are preparing documents, they  
6 are negotiating, and they are forgetting the Cree  
7 because we are much smaller than the others.

8 So, we've got to be invited. And when  
9 there's issues, we've got to be present and, at  
10 least, being given an hour or two to explain our  
11 reality. You've got to take the time. I know we're  
12 small, but you have to take the time. If you do  
13 that, then it will change a lot of things for us.

14 Q. [78] Okay. And you talked about the Bill 21. We  
15 know it's an issue for you because, very often,  
16 they ask for a bachelor's degree or a master's  
17 degree. What could we do to help you with this  
18 issue? You say more flexible. Okay, but what does  
19 that mean really when we are, you know, in the  
20 field and facing those challenges with the Bill 21.

21 A. Well, for example, one thing that would, like for  
22 the nurses, what we have is rôle élargi. One thing  
23 that would be really helpful is that if we could  
24 have, for the social workers and other  
25 professionals, un rôle élargi. By having un rôle

1           élargi that reflects our reality in the North, the  
2           attraction would be much easier. So, that's one of  
3           the things that reflects our reality. So, that's  
4           one, and that's one thing.

5                     Another thing that would be helpful it's  
6           for the education. You are talking about having a  
7           master's degree or a bachelor's. For example, in  
8           nursing, that's a reality that's very difficult.

9   Q. **[79]** Yeah.

10 A. Like to limit it to a cégep, it does the same  
11     thing. Because the reality for our workers, is it  
12     to have a master's degree with a lot of schooling,  
13     little experience in the North better than a Cree  
14     who addresses to our Cree population?

15 Q. **[80]** Yeah.

16 A. The population don't want to talk to a PhD white,  
17     that's not what they want to do. They will confide  
18     into a Cree person.

19 Q. **[81]** Okay.

20 A. So, the experience is as important, or more, than  
21     the education. You've got to think about that when  
22     you do your classification and all the other  
23     aspects.

24 Q. **[82]** So, it's not to stick on the reserved act and  
25     to extend to other act...

- 1 A. Yes.
- 2 Q. **[83]** ... that a psychologist, or a social worker,  
3 or a nurse, or a teacher can do.
- 4 A. Yeah. For example, for a psychologist...
- 5 Q. **[84]** Yeah.
- 6 A. So, what we're looking at, what is more appropriate  
7 for us is a psychotherapist, healers.
- 8 Q. **[85]** Healers, yeah, it's...
- 9 A. And we're going there.
- 10 Q. **[86]** Okay.
- 11 A. We're working on the (inaudible) the law like you  
12 saw...
- 13 Q. **[87]** Yeah.
- 14 A. For the Cree, to include healers and to legalise  
15 it.
- 16 Q. **[88]** Yeah.
- 17 A. And a healer, it's more like a psychotherapist than  
18 a psychologist.
- 19 Q. **[89]** Yeah.
- 20 A. So, those are the kind of things we need to do.
- 21 Q. **[90]** And good luck with psychotherapy. I am one of,  
22 you know, I used to be a psycho... And it's very,  
23 very, now, it's very difficult to become a  
24 psychotherapist. You need...
- 25 A. Yeah, now it's become... So, a healer it would be

1           easier.

2       Q. **[91]** You need a PhD or to be a doctor or...

3       A. Yeah.

4       Q. **[92]** So, big discussions ahead. Thank you very  
5           much.

6           LA PRÉSIDENTE :

7           Merci. On va poursuivre avec Andrés Fontecilla.

8           M. ANDRÉS FONTECILLA, commissaire :

9       Q. **[93]** Bonjour Madame, Monsieur. Si vous permettez,  
10           je vais m'exprimer en français. Pour faire suite à  
11           la question de ma collègue Hélène, la question des  
12           thérapies que vous mentionnez, est-ce que ça peut  
13           s'appliquer en domaine de la protection de la  
14           jeunesse?

15           Mr. DANIEL ST-AMOUR :

16       R. Pour la protection de la jeunesse, et c'est surtout  
17           au niveau quand les gens ont besoin de support  
18           psychologique. C'est sûr qu'il y en a dans la  
19           protection de la jeunesse, mais c'est pour vous  
20           montrer la flexibilité.

21           Il y a des solutions et on s'est mis dans  
22           une boîte, puis c'est normal, on essaie de  
23           contenir, mais pour le monde cri, pour nous, selon  
24           nous, il y aurait des solutions, puis c'est pas en  
25           demandant des maîtrises puis des doctorats que ça

1 va aider. C'est pas là que c'est.

2 Ça prend des gens qui puissent comprendre  
3 nos jeunes. C'est passer par des approches sur le  
4 terrain comme land-based, qu'on dit, c'est sur le  
5 terrain, c'est le renouvellement avec la Terre.  
6 C'est ça qui aide les jeunes, les familles.

7 Donc, regarder les techniques de la même  
8 façon à Montréal que de regarder ça à Chisasibi, ça  
9 marche pas.

10 Q. [94] En début de votre présentation, vous avez  
11 parlé des déterminants de la santé : éducation,  
12 logement, revenu, et caetera. Comment on peut agir  
13 sur ces déterminants-là dans l'immédiat pour les  
14 améliorer.

15 Mrs BELLA M. PETAWABANO:

16 A. Thank you for your question. I can say that within  
17 the Cree Nation Government, the leadership is  
18 working, is making it a priority to work on the  
19 housing issue within Eeyou Istchee.

20 M. DANIEL ST-AMOUR :

21 R. Pour ce qui est des maisons aussi, oui. Donc, on  
22 est amis avec le Grand Conseil. Le Grand Conseil,  
23 ils ont une politique de changer la manière que les  
24 maisons sont gérées. Permettre l'achat des maisons,  
25 ça, ça va aider. Mais pour nous, pour les maisons,

1 par exemple, il y a d'autres problèmes.

2 C'est que les standards comme, par exemple,  
3 pour la protection de la jeunesse, quand on place  
4 un enfant, je voulais en profiter de votre  
5 question, ça demande une chambre par enfant. Bon,  
6 si vous faites ça, très peu, on pourra pas placer  
7 les enfants sur le territoire, il va falloir les  
8 placer à l'extérieur. Les maisons, il y en a  
9 presque aucune qui pourrait avoir un enfant par  
10 chambre. Puis c'est pas comme ça qu'ils  
11 fonctionnent, ils fonctionnent de la manière des  
12 tipis avec les familles toutes ensemble, toutes  
13 collaborativement.

14 Donc, le problème des maisons est un petit  
15 peu différent que ce que tu vois dans le Sud. La  
16 façon qu'on peut aider, c'est pas juste en passant  
17 par la jeunesse, mais c'est qu'il y a quatre  
18 générations souvent dans une maison. Et souvent,  
19 les gens vont garder des aînés qui sont trop  
20 avancés, qui devraient vraiment être dans des  
21 maisons des aînés. Ils les gardent dans les  
22 maisons. Ce que ça fait, c'est que les aînés  
23 demandent beaucoup d'attention puis ils sont pas  
24 capables de donner autant d'attention aux jeunes.

25 Par exemple, ça, c'en est un exemple. La

1 façon de le faire, puis c'est ça qu'on est en train  
2 de faire, le ministère nous a donné des fonds,  
3 c'est de créer des maisons des aînés. On va créer  
4 trois maisons des aînés qui vont être établies par  
5 vingt vingt et un (2021). Ça, ça va enlever de la  
6 pression dans la maison et, à la place d'avoir  
7 quatre générations, bien, tu vas avoir trois ou  
8 deux générations, qui va aider pour se concentrer  
9 avec les jeunes et les aider avec leurs devoirs,  
10 puis leur donner l'attention nécessaire, pas juste  
11 aux aînés, mais aux jeunes.

12 Donc, il y a toutes sortes de choses comme  
13 ça qu'on peut faire. Le problème des maisons, c'est  
14 intégral à tout ça et à notre stratégie.

15 Q. [95] Croyez-vous que les compétences que la  
16 communauté possède sont reconnues et utilisées par  
17 les services de santé ou dans d'autres domaines?  
18 Est-ce qu'on en profite véritablement de vos  
19 connaissances?

20 R. À plusieurs niveaux, oui. C'est incroyable le  
21 changement qui s'est passé. Par exemple, quand on  
22 parle de ces choses-là, je suis à la table du RUIS  
23 McGill et on discute exactement de ça autour de la  
24 table. Le PDG du RUIS il est là, il nous écoute.  
25 Tout le monde est autour, on en discute.



1                   Quand on va au ministère maintenant, quand  
2 on a présenté notre plan d'action, c'était présenté  
3 dans cette perspective-là, c'est pour ça qu'on a eu  
4 des fonds pour construire ces trois maisons des  
5 aînés là. Donc, ils sont à l'écoute, ils sont à  
6 l'affût et ils réagissent. Maintenant, nous, il  
7 faut être capables aussi de réagir parce que  
8 construire trois maisons des aînés sur le  
9 territoire, c'est pas évident.

10                   De plus, pour s'assurer que les projets  
11 soient culturellement appropriés, ils nous ont même  
12 donné la permission de gérer tous les projets nous-  
13 mêmes, c'est pas la SQI qui s'en occupe, c'est pas  
14 la Société québécoise de l'infrastructure, c'est  
15 nous-mêmes avec nos équipes internes. Comme ça, on  
16 va s'assurer que tous les projets, que ça soit pour  
17 les jeunes ou pour les aînés, soient gérés d'une  
18 façon qui va donner un produit qui est  
19 culturellement acceptable.

20                   Donc, on est rendus là. Ils sont à  
21 l'écoute, ils ont une ouverture, puis c'est ça qui  
22 est intéressant. Avec la Commission, bien là, ils  
23 sont à l'écoute, ça va être facile de procéder, je  
24 suis convaincu.

25 Q. [96] Je vous remercie.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Merci. On va poursuivre avec Lesley Hill.

3 Mrs LESLEY HILL, commissaire:

4 Q. [97] So thank you very much for being here. You  
5 very generously recognised all the efforts that  
6 you've seen in the last five to ten (5-10) years,  
7 so I'm happy to hear that the wind seems to be  
8 turning a little bit, and things seem to be  
9 accelerating in terms of getting some solutions.

10 There were modifications made about last  
11 year to the Youth Protection Act with Bill 99. Have  
12 we gone far enough, or are there other things you  
13 would like to see written into the law? And I know  
14 you're saying that the law hasn't necessarily been  
15 your strategy because it's so long to get changes  
16 made, but do you have any comments about that?

17 Mrs BELLA M. PETAWABANO:

18 A. Yes. With PL-99, we were involved, we collaborated  
19 also with the process as it evolved, and yes, we  
20 did also make some recommendations. But now, when  
21 it comes to, it's been a year now that we have been  
22 in the implementation, implementing the PL-99, this  
23 is, I mentioned it, that we realise that the life  
24 plan is way too short. It gives two years for a  
25 life plan.

1 Q. [98] Uh, huh.

2 A. And, you know, considering with the number of  
3 workers that we have, and considering also the  
4 number of placements that we have to work with,  
5 it's a big challenge. Two years is way too short  
6 for that, because we spend time trying to create a  
7 relationship with the families, and not as much  
8 time in terms of trying to resolve some of the  
9 issues that they face. So, that's one example that  
10 I can give. I don't know, is there another example  
11 for PL... I think that is the main one.

12 Q. [99] Okay. And I've heard that there are unique  
13 challenges to being a community in Quebec using  
14 English as a second language. So, I took a lot of  
15 notes while you were speaking. I heard about  
16 technology, the issues there; the official  
17 correspondence; Bill 21, of course, in the hiring  
18 practices. Are there other issues that you want to  
19 raise in terms of language.

20 A. Well, the language with the interveners, yes, it's  
21 not just the language with external organisations  
22 or the Ministry that we have to deal with. We also  
23 have to think about the language that's being used  
24 in the interventions with families and the youth.

25 We have, when we appear in Court, we should

1 always have someone that has the good skills in  
2 terms of providing the right translation with all  
3 this legal terminology and whatnot. So, that's one  
4 of the areas also that is a challenge for us. Can  
5 you think of others?

6 Mr. DANIEL ST-AMOUR:

7 A. And it's not only English, it's also Cree. I hear  
8 of children being in Court and that the translation  
9 is not appropriate from even French to Cree, like,  
10 sometimes, they don't understand English.

11 So, Cree is part of the problem as well,  
12 like they should have services in their own  
13 language. And that's one of the things that the  
14 Board gave me as a mandate, it's to make sure that  
15 the population receives services in Cree, as well  
16 as English.

17 Some communities, they have French. Like,  
18 if you look at Waswanipi, it's Cree and French.  
19 Mistissini, it's Cree and English. So, it's really  
20 mixed. It's not as simple as just you fix a problem  
21 with English. You have to take into consideration  
22 Cree.

23 Q. [100] Absolutely.

24 Mrs BELLA M. PETAWABANO:

25 A. I have one more point that I wanted to add to the

1 question that you asked. The Youth Protection  
2 Manual is being revised to incorporate the  
3 modifications brought on by Bill 99. This manual is  
4 an essential tool to orient new workers, and guide  
5 even the more experienced ones in integrating new  
6 practices and legal obligations. Yet, there are no  
7 plans at the Ministry to translate this revised  
8 version in English.

9 Q. [101] So, it's not even projected at this point.

10 A. I don't think so.

11 Q. [102] So, thank you for those examples. It's very  
12 clear what the challenges would be in that area.  
13 I'll bring you elsewhere, the challenge of funding.

14 So, I understand that there's an agreement  
15 with the Ministry. I'm wondering if you're  
16 subjected to the same funding formula, which means,  
17 essentially, that money is distributed in terms of  
18 the size of our population, or the number of people  
19 to be served.

20 Are there considerations, at this point,  
21 for being far, or in remote communities, where cost  
22 of living is extremely expensive, have there been  
23 certain things taken into account to help you in  
24 terms of putting in place services that must cost  
25 more than if we built these things in Montreal, for

1 example.

2 Mr. DANIEL ST-AMOUR:

3 A. First, we have the flexibility to allocate the  
4 money the way we want. So, there's no formula for  
5 DYP. The way we have to do it, is we have to look  
6 at the globality of the services we have to  
7 provide, including public health, health services.  
8 Like so, you've got to look at all. And then, we  
9 prioritise internally...

10 Q. **[103]** Okay.

11 A. ... and we decide where we allocate the money. So,  
12 for example, right now, for DYP, at the Cree Health  
13 Board, family empowerment has become a top priority  
14 for the Cree Health Board. And therefore, a big  
15 part of the development money that we have received  
16 is going towards this, the family empowerment. So,  
17 we decide internally.

18 It takes into account, when we have  
19 requested the funding to the Ministry, it takes  
20 into account the increased cost of living. The  
21 problem is the classification. When you classify  
22 the, like the human resources, like the key problem  
23 is that it doesn't take into account, so the salary  
24 doesn't take into account that when you work in the  
25 North, it costs a lot more. You have a little

1 premium that doesn't even cover it.

2 So, that is problematic. But for the money  
3 allocated for the building, the capital  
4 infrastructure, it's taken into account in the  
5 formula, the increased cost of living in the North.

6 Q. **[104]** Okay. And I had one more question, we have  
7 two minutes left, two and a half minutes. We're  
8 struggling, here at the Commission, to try and see  
9 how we can be as relevant as possible. So, the  
10 Viens Commission just submitted a series of  
11 recommendations that you've said that you freely  
12 approve or support, exactly.

13 And I know it's hard to prioritise because  
14 everything is important at the same time. But are  
15 there things you feel that could be done more  
16 quickly, or things that need to be addressed short  
17 term to make a difference. Is there something that  
18 would have an impact in your community short term?

19 Mrs BELLA M. PETAWABANO:

20 A. For sure. When I mentioned 37.5, I think that is  
21 something that we need that's already in the Youth  
22 Protection act, that we could work with, and that  
23 we, I mentioned also the setting up of an inter-  
24 ministerial steering task force or table to address  
25 the issues in a timely manner. That would be one

1 area, like if I were to prioritise, that's what I  
2 would look at, and not take five, ten (5-10) years  
3 for that to happen.

4 Q. [105] Or eighteen (18), I think...

5 A. Yes, I'd like to see it happening in less than two  
6 years.

7 Q. [106] ... in terms of the attikameks. Okay, thank  
8 you.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Merci. On poursuit avec André Lebon.

11 M. ANDRÉ LEBON, commissaire:

12 Q. [107] So, we had the work session with you  
13 previously, and it was clear that your plan was  
14 very clear, you know the needs, you know how to go  
15 and get the services to feed the needs.

16 Do you feel, when we see that, I'm a little  
17 bit mixed. You look to know where you want to go.  
18 Do you have the autonomy to go where you want to  
19 go, and what is the chaînon manquant, the missing  
20 link?

21 Because you're asking for, in your  
22 recommendations, you're talking about self-  
23 determination, you're talking about an inter-  
24 ministerial steering task force. So, in some way,  
25 you need support. Mr. St-Amour was saying, you



1 know, within the law, if there was one rule more  
2 saying that we can adapt to our reality.

3 Actually, it's not. I'm taking the foster  
4 care law, LRR, it's not well adapted for your  
5 reality or Inuit reality, and it's a mess. So, what  
6 is the missing link, because you know, you know the  
7 needs, you know where you want to go. What is  
8 missing to be more autonomous?

9 And you said we're not C-92 because we're  
10 under the James Bay Agreement. So, what is missing?  
11 Mrs BELLA M. PETAWABANO:

12 A. I believe that we have a lot of autonomy, as a Cree  
13 Nation, to be able to proceed in making changes  
14 according to our needs. But we need the support,  
15 the legislative support, to be able to do that.

16 And also, in the legislation, there should  
17 be an article that says that as we continue to  
18 implement, like let's say, for example, with Bill  
19 99, we discovered, within a short period, that the  
20 part that had to do with the life plan for children  
21 was too short. So, how many years would we have to  
22 wait to change that?

23 So, these are the kinds of supports that we  
24 would require. It has a lot to do with the  
25 legislation, and we're binded by that legislation.

1 And these are the areas where we need support from  
2 the Government. And in doing so, legislation will  
3 of course, you know, will be there to respect our  
4 rights and our culture, and our language, just our  
5 way of doing things.

6 Thank you for mentioning that we do have  
7 that autonomy, and the Ministry of Health and  
8 Social Services recognises that we have that  
9 autonomy, and is flexible in terms of working and  
10 collaborating with us. So, I would like to see that  
11 with other ministries as well.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Merci. J'avais...

14 Mr. DANIEL ST-AMOUR:

15 A. Can I just add... Okay. It's in the interpretation  
16 of the law as well. What I find is the Ministry,  
17 they are more flexible to have a wide, the Ministry  
18 of Health, a less conservative interpretation of  
19 the law. But then, if you go to the Justice  
20 Department, they are very, very conservative when  
21 they interpret the law.

22 So, it's all in the way you interpret the  
23 law as well. They can interpret the law in a way  
24 that helps us, or that causes problems. So,  
25 basically, that's what it is.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [108] Merci. J'avais une question. Au début de  
3 votre présentation, vous avez exposé que les... Ah,  
4 je vais attendre. Ça va? Au début de votre  
5 présentation, vous nous avez expliqué que les  
6 normes de pratique n'étaient pas adaptées et que,  
7 dans certains cas, c'était pas réaliste parce qu'il  
8 y avait trop de cas. Mais en même temps, il y a des  
9 programmes, il y a des pratiques qui fonctionnent.  
10 Pouvez-vous nous en parler de ces programmes qui  
11 fonctionnent bien.

12 Mrs BELLA M. PETAWABANO:

13 A. We had listed some of the... We have provided you a  
14 list of the programmes that we have put in place,  
15 what we could say that give good results for our  
16 people. These are part of our, of course, our  
17 strategic regional plan.

18 I talked about "emascumatsedawash", which  
19 is a programme that we have adapted, and I can  
20 assure you that adapting a programme that already  
21 exists elsewhere also takes time. Because I'm one  
22 of the people that worked on the adaptation of the  
23 SIPPE programme, what is it called, Service  
24 intégration périnatalité et petite enfance.

25 Q. [109] Uh, huh.

1 A. Okay? It took more than eight years to adapt that  
2 programme. And we did, we have succeeded, and this  
3 is what we are using now presently in our...

4 And we also have put in place, built  
5 structures to put in place, to support our families  
6 as well. Like I mentioned, we have now two women  
7 shelters in our region that take in the women and  
8 their children.

9 Q. [110] Okay.

10 A. We don't separate the children from the women, we  
11 bring them with them and, you know, we just  
12 organise ourselves so that there's still continuity  
13 in terms of their education and whatnot. And these  
14 women shelters are located in Eeyou Istchee, so  
15 they're in their own environment. The workers that  
16 are there are Cree people, so they speak Cree, and  
17 they integrate also the Cree culture in what they  
18 do. So, these are just a few examples, but we have  
19 a few more.

20 Q. [111] Merci. Je voulais juste que vous puissiez  
21 nous nommer quelques exemples de programmes qui  
22 fonctionnent.

23 Alors, on va poursuivre, il reste quelques  
24 minutes, avec Hélène David.

25

1 Mrs HÉLÈNE DAVID, commissaire:

2 Q. [112] I know that I already talked, but if we have  
3 some time left, I keep thinking about something you  
4 said, Mr. St-Amour, about the SQI, and I'm very  
5 surprised with what you said about the SQI, the  
6 Société québécoise des infrastructures, because you  
7 said oh, it worked well, and we have all the  
8 responsibilities, and we can build these homes for  
9 elderly people as we wish, and we will just do it  
10 the way it should be done for our people.

11 So it's good news, and my question is why,  
12 and I think you partly answered that question with  
13 your last intervention, when you said it depends on  
14 the ministry we're talking with: with the Health  
15 Ministry, it's a little more flexible, but with the  
16 Justice Ministry, it's not flexible. I don't know  
17 about higher education or primary education.

18 So, could you talk a little bit more about  
19 that because I think it's good news.

20 Mr. DANIEL ST-AMOUR:

21 A. For the planning of the projects, the projects in  
22 the agreement, it's not only the elders' homes,  
23 it's the hospital, it's the CLSC, it's...  
24 Basically, what is understood is that those  
25 programmes, it has to be managed by the Cree

1 because of the cultural element. If you bring  
2 someone from the outside, and they manage and they  
3 lead the project, then you end up with something  
4 that it's not appropriate for us.

5 It's much easier if we manage our own  
6 project, and the Ministry accepted it. I think  
7 what's happening is we're kind of the test, like  
8 so, we are, for example, for the youth, for the  
9 specialised needs of children, we will manage the  
10 project ourselves, we will manage from... And then,  
11 the SQI, la Société québécoise des infrastructures,  
12 is there in support when we need their assistance.  
13 But we manage the project internally, and that's  
14 the way it's being done at the moment.

15 So, to say that it should be done  
16 elsewhere, I'm not sure. Like I just know it works  
17 for the Cree, and it works well. But we're not that  
18 big. Like, at the end of the day, like I'm not sure  
19 if I would do the same with a project that is worth  
20 two billion dollars (\$2 G). But those are smaller  
21 projects so it's workable.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Merci. L'heure que nous avons ensemble est vite  
24 passée. Merci beaucoup, merci pour votre temps,  
25 merci pour votre générosité, merci pour votre

1 contribution aux travaux de la Commission, et nous  
2 vous souhaitons bon retour. Merci beaucoup. Alors,  
3 dix (10) minutes de pause, le temps d'installer le  
4 prochain témoin. Merci encore.

5 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

6 REPRISE DE L'AUDIENCE

7

8 LA PRÉSIDENTE:

9 Alors, nous continuons à recevoir madame Maina  
10 Beaulne, de la Régie régionale santé et services  
11 sociaux du Nunavik, monsieur Yoan Girard, qui est  
12 directeur programmation et planification, toujours  
13 santé et services sociaux, Régie régionale Nunavik,  
14 et à côté de vous, c'est votre interprète, monsieur  
15 Jarvis. Bienvenue.

16 Alors, durant cette présentation, vous  
17 allez nous présenter des pistes d'actions pour  
18 améliorer la santé et services sociaux dans les  
19 quatorze (14) villages du Nunavik, et s'assurer,  
20 évidemment, que les usages reçoivent des services  
21 de qualité et surtout qui répondent à leurs  
22 besoins.

23 Alors, nous avons soixante (60) minutes  
24 ensemble; quinze (15) minutes de présentation et  
25 ensuite, discussion avec les commissaires.

1 Avant de vous laisser la parole, je vais demander  
2 au greffier de vous assermenter, s'il vous plaît.

3

4 RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX  
5 DU NUNAVIK

6

7 **YOAN GIRARD,**  
8 **MAINA BEAULNE,**  
9 (Sous serment)

10

11 LA PRÉSIDENTE:

12 Alors, la parole est à vous.

13 M. YOAN GIRARD:

14 R. Maina will speak in Inuktitut. Since my Inuktitut  
15 is not enough efficient to be clear enough...

16 Bonjour, Madame la présidente, messieurs les vice-  
17 présidents, messieurs et mesdames les commissaires.  
18 Aujourd'hui, Maina et moi aurons la chance de  
19 pouvoir vous entretenir sur... pour la seconde  
20 fois, sur les sujets qui concernent le Nunavik,  
21 spécialement sur les programmes en Enfance-Jeunesse  
22 et à la Famille.

23 On va effleurer l'ensemble de la  
24 problématique, autant au niveau des problématiques  
25 que des solutions. On vous a apporté... on va vous



1       rapporter tout le travail qui a été fait pas la  
2       Régie régionale à ce niveau, et on va s'assurer que  
3       vous ayez une compréhension adéquate de ce sujet.  
4       Pour ce faire, je crois qu'il est important de  
5       pouvoir avoir un contexte. Tout ce que le Nunavut  
6       vit, et Maina va pouvoir vous entretenir à ce  
7       sujet-là.

8       Mrs MAINA BEAULNE (par l'interprète):

9       A. Merci. ( Remarque de l'interprète - C'est ma  
10       première fois, j'ai oublié déjà.) C'est, pour nous,  
11       la culture et les gens, commencer par les gens ont  
12       commencé à revenir dans notre territoire, notre  
13       culture... C'est comme un drama quand ils  
14       commencent... (Je suis nerveux).

15       M. YOAN GIRARD (pour MAINA BEAULNE):

16       R. I'll do my translation. Je vais faire en partie la  
17       traduction, je vais donner un coup de main à  
18       Jarvis.

19               Maina, dans le fond, nous expliquait  
20       l'ensemble des traumatismes qui ont été subis par  
21       l'ensemble des enfants et des familles, au Nunavik.  
22       C'est multifactoriel. Il y a plusieurs aspects à  
23       l'intérieur de, et ça va des traumatismes  
24       intergénérationnels aux déportations, aux multiples  
25       départs et suicides et à l'ensemble des syndromes

1 post-traumatiques que ces personnes-là vivent.

2 C'est multifactoriel, ce n'est pas consécutif qu'à  
3 un seul facteur.

4 Mrs MAINA BEAULNE (par l'interprète JARVIS):

5 R. Quand on lit ces problèmes, parce que les personnes  
6 sont allées à l'école longtemps et ils perdent les  
7 chiens, parce que la famille c'est important, ils  
8 perdent les liens familiaux...

9 M. YOAN GIRARD (pour MAINA BEAULNE):

10 R. Je vais ajouter aussi que Maina parlait aussi des  
11 ravages de l'alcoolisme à l'intérieur des familles.

12 M. YOAN GIRARD:

13 R. Pour bien situer le contexte de tout ça, il est  
14 important d'en faire une chronologie simple. Je  
15 n'irai pas dans les détails. Vous comprendrez que  
16 ces traumatismes-là ont une origine très lointaine.

17 Chez le peuple Inuit, ça a commencé dès les  
18 années quarante ('40), entre autres avec la  
19 relocalisation de certaines familles du Nunavik,  
20 au-delà du cercle polaire, pour la souveraineté  
21 canadienne. Et de nombreux événements comme la  
22 Convention de la Baie-James du Nord québécois, les  
23 rapports qui ont suivi avec la CDPDJ, les  
24 investissements majeurs à l'intérieur des services  
25 de protection de la jeunesse et les nombreuses

1 commissions.

2 Les nombreuses commissions qui n'ont pas  
3 nécessairement mené à des actions, et aujourd'hui,  
4 on est devant le constat : est-ce qu'on a encore  
5 besoin d'une commission, et est-ce qu'on ne  
6 pourrait pas plutôt prendre le focus sur les  
7 actions qu'on devrait entreprendre pour régler ces  
8 problèmes-là? Maina.

9 Mrs MAINA BEAULNE (par l'interprète JARVIS):

10 R. Quand ils sont partis, (inaudible) on va commencer  
11 à travailler ensemble, les gens et les plus  
12 (inaudible)...

13 Mrs MAINA BEAULNE:

14 A. I'll say it in English, is it okay? Despite all the  
15 things that happened to us in Nunavik, it showed  
16 that we needed to do something, as Nunavimmiuts. So  
17 the Regional Advisory Committee, all the directors  
18 that are working for youth and families in Nunavik  
19 had to take steps, and they decided that they're  
20 going to work on the empowerment of the  
21 communities, to empower the communities to give the  
22 ownership to the communities, ensure that the  
23 families and youth are in the centre of the  
24 development, and develop services that are  
25 culturally safe, services that are meaningful to

1 the Inuit population, that they can understand,  
2 ensure development of Inuit manpower. We need Inuit  
3 workers to help Inuits. Strengthen proximity  
4 services. We need...

5 In the past couple of years, the youth  
6 protection services was like the only service that  
7 was provided for Inuit families. It was not well  
8 understood. So we need to strengthen the proximity  
9 services to prevent children in going to the  
10 system, to help the families before they have to  
11 enter the system, and to improve collaboration and  
12 services, integration, so that we can have a common  
13 vision, that everybody understands the vision of  
14 Nunavimmiuts, to go into one direction.

15 With the decision from the directors in  
16 Nunavik, we started working on (in Inuktitut). It  
17 means: "Nunavik family protection", and I will  
18 explain to you how we started working on that.

19 Before we started this project, we got the  
20 resolution from each communities, there's fourteen  
21 (14) communities in Nunavik. We also got the  
22 resolutions from all the big organisations in  
23 Nunavik to get their support, because we need  
24 Nunavik support, Nunavik communities support in  
25 order to achieve what we want.

1                   So from two thousand seventeen (2017) to  
2 two thousand nineteen (2019), we started a working  
3 committee, "Sukait". Sukait is a working committee  
4 that includes nineteen (19) Inuit members  
5 representing each organisation in Nunavik, and also  
6 community members that are fully... how could I say  
7 it... that shows interest in the care for children  
8 in Nunavik.

9                   We had seven meetings in two years. We did  
10 between two to three days. And during those  
11 meetings, we started by informing the committee  
12 what is DYP, what is youth protection in general,  
13 what is the law, because it's foreign to the  
14 communities, to Inuits.

15                   So we took time to explain to them, and we  
16 exchanged information, we had lots of discussions,  
17 what are the inuit values in families? What is it  
18 like to rear a child in inuit families? We also  
19 did... we decided to do a preliminary consultation.  
20 We decided to do questions, to go to the  
21 communities and ask questions to the population of  
22 what they think about the system. What do they know  
23 about the system? What is child rearing in Nunavik?  
24 What is their vision in caring for children?

25                   So we did thirteen (13) focus groups with

1 professionals, families, professionals in all  
2 sections: social services, DYP, family houses,  
3 midwives. During our preliminary consultations, we  
4 saw that there were not enough youth participation.  
5 It is one of the recommendation coming from the  
6 CDPDJ to include youth, in deciding and discuss  
7 about youth protection. So we did a forum, Youth  
8 Forum, and we had twenty-three (23) youth that  
9 participated from tough communities. We asked the  
10 collaboration from the Mayors in the communities to  
11 identify youth that will represent their  
12 communities. And the mission... the goal for this  
13 forum was to inform the youth, to include them in  
14 discussions and decision making and empowerment,  
15 also.

16 After that Youth Forum and the preliminary  
17 consultation that we did, we saw that the youth  
18 protection, as we thought it was, that is foreign  
19 to Nunavimmiuts, that they couldn't really  
20 understand what it meant. Why was it there? They  
21 thought it came and took the children away.

22 So, like we said, the history that we went  
23 through, the sense of family was taken away from  
24 Inuits when all these historical trauma that we  
25 lived through. So after the preliminary

1 consultation, we decided that, maybe, we should  
2 start working on strengthening and empower Inuits  
3 first, before we take over the whole system.

4 So with the Sukait members, we started  
5 working on the implementation of Nunavi (in  
6 Inuktitut) within existing health and social  
7 services structure and increase progressively its  
8 role, within organisation management, governance  
9 and ensured the development of wisdom committee to  
10 include the elders, family counsel to include the  
11 family in decision making of the well-being of a  
12 child, Nunavimmiut youth and family programs, (in  
13 Inuktitut) youth and family programs, On the land  
14 programs, (in Inuktitut) program, it's a foster  
15 home program that we're also working on, Family  
16 House program, support development and recognition  
17 of Inuit manpower.

18 M. YOAN GIRARD:

19 A. I'll go fast on the obstacles, since we're quite  
20 short in the time.

21 Basically, we do face some obstacles  
22 through the government and governmental entity.  
23 Mainly on the structural aspects, that's not  
24 allowing us to transmit efficiently our knowledge  
25 and communication as well, and also on region

1 resources level that does prevent us to implement  
2 whatsoever needed in order to put our services in  
3 place. Procedure are always complex and not that  
4 much flexible when it comes to the implementation  
5 of services.

6 Also, in other terms, the financial aspect.  
7 Right now, we're still awaiting for the signature  
8 of the approval of the agreement development...  
9 Services Development Agreement, which is our  
10 strategic original planning for the next seven  
11 years, but we already are at year two of that plan.  
12 But we're still awaiting for the signature of... by  
13 the MSSS.

14 Also by the law, some of the law that, were  
15 previously mentioned in the other presentation, are  
16 not taking into account the reality of Nunavik. As  
17 an example, respecting the foster homes, foster  
18 resources, it's quite far from us, and not  
19 recognizing, also, the fact that it costs a lot  
20 more in Nunavik to live and there's issue with it.

21 We're also facing with the eligibility  
22 English certificate for our child, that are being  
23 sent down South for different reasons. We have  
24 services or whatsoever. We do have difficulty for  
25 them to access English class, so we often end up to



1 provide or asked the resources that are taking care  
2 to ask for an educator to follow this child. And so  
3 on.

4 There's also solution. Possible solution  
5 that we are aiming right now, it's Commission  
6 Viens. You are all aware for the call the action  
7 does exist, and we are in full support of. The PL  
8 21, the previous PL 21, the one that did modify the  
9 Code of profession. We're presently working with a  
10 group on it, and there are recommendations that  
11 need to be implemented as soon as possible.

12 With the MSSS, in order to recognize the  
13 Nunavik specificities in terms of foster resources  
14 and adjust the payment accordingly to such  
15 resources, ensure that the MEES is putting in place  
16 derogation measures to avoid delay to obtain  
17 English eligibility certificate, ensure that the  
18 Office de la langue française understands and  
19 acknowledge our specificities, ensure that the  
20 MSSS, in collaboration with the SAA, develop a  
21 department that will be able to play a role of not  
22 just facilitator within the structure, but also an  
23 advocate for Nunavimmiuts.

24 Does it make sense that we always have to  
25 explain what we are, at the MSSS level, to

1 newcomers? Also, we need to put in place measures  
2 that will allow development and implementation of  
3 Inuit manpower and working conditions, including  
4 new job titles and support and facilitate the  
5 process to implement the C-92 or the IPA 37.5 Act.

6 So we'll go to the conclusion, Maina.

7 Mrs MAINA BEAULNE:

8 A. Yeah. Before I go to that, I forgot to mention that  
9 there were... we did a consultation to the whole  
10 community, so we went to fourteen (14) communities  
11 to introduce what we want to do for the vision of  
12 Nunavi (in Inuktitut).

13 In our presentation, you'll be able to see  
14 the organigramme that we worked on, that we want to  
15 start working on the integration of all Inuit youth  
16 and family services into one vision, one common,  
17 one goal, to work together. Because we need to work  
18 together. The Inuits and non-Inuits, we need to  
19 start working together. Inuits need to decide for  
20 themselves, what do they prioritize, what do they  
21 need to prioritize in the services, and we need the  
22 non-Inuit workers also, because we have both  
23 expertise in each and everyone of us.

24 We need to start working together, and this  
25 is the vision we have. We need you, as a tool box,

1 to work on what we need, in Nunavik.

2 M. YOAN GIRARD:

3 A. Conclusion?

4 Mrs MAINA BEAULNE:

5 A. That's it.

6 M. YOAN GIRARD:

7 A. Time out.

8 LA PRÉSIDENTE:

9 Ça va? Merci. Alors, on débute la discussion avec  
10 Hélène David.

11 Mrs HÉLÈNE DAVID, commissaire:

12 Okay. I was just writing what you said at the end  
13 of the sentence: "We need you, as a tool box" for  
14 the... to be able to go out of those obstacles."

15 You said, Maina:

16 "The youth protection is foreign to  
17 us. We repeat the historical trauma.  
18 We decided to empower the community  
19 with different programs",

20 and you presented all the programs. We do  
21 face obstacles, and you have a lot of obstacles  
22 in... a full slide filled with obstacles. But on  
23 the same slide, you have the circle, within which  
24 you wrote "possible solutions: Commission Viens"...  
25 no, the one before. No, before, Yeah. And the

1 solution, you said: "Okay, the Commission Viens",  
2 and you gave me some hope with the Bill 21. Not the  
3 previous one, but the one before. I know about the  
4 one before and the other one. And you said:

5 "There's a group who works with  
6 recommendations that should come  
7 shortly."

8 This is a good news. I hope it's a good  
9 news or it will be a good... the recommendation  
10 will be a good news.

11 Q. **[113]** But can you talk a little bit more about  
12 that? Because you're not the first and not the last  
13 who will talk about this Bill 21 that is not  
14 adapted to your reality. Can you talk a little bit  
15 more about that? What are your hopes from this  
16 group work?

17 M. YOAN GIRARD:

18 A. Okay. I can already tell you that we already have  
19 recommendations. We did produce a report that was  
20 presented to SAA and all the other ministries, and  
21 we're - not just us, the Inuits, but also Cris as  
22 well as the Commission des Premières Nations  
23 Québec-Labrador - are sitting around with... along  
24 with our partners that, I can say, that right now,  
25 they are our partners: l'Ordre professionnel des

1 travailleurs sociaux ainsi que... voyons...

2 Conseillers familiaux conjugaux...

3 Q. **[114]** C'est très long, oui.

4 R. Oui. Quelque chose comme ça.

5 Q. **[115]** Madame est là derrière.

6 R. C'est l'Ordre des psychoéducateurs. Pardon,  
7 Guylaine. Ainsi que l'Ordre des professions. Et on  
8 peut vous dire aujourd'hui, au moment où on se  
9 parle, le groupe de travail est très actif. On a  
10 encore eu une réunion la semaine dernière. On a des  
11 solutions sur la table, on est en application des  
12 solutions et y travaille. Par contre, c'est quand  
13 même des enjeux assez grands : on parle  
14 d'éducation, on parle de reconnaissance, il y a  
15 beaucoup de règles législatives qu'il faut réussir  
16 à contourner ou être créatifs, dans un certain  
17 sens. Mais c'est tout en lien avec la  
18 reconnaissance des compétences culturelles des  
19 travailleurs Inuits.

20 Malheureusement, le PL 21, celui des actes  
21 réservés, a provoqué une rupture dans les services,  
22 qui a forcé le fait que, maintenant, je dois  
23 embaucher absolument des travailleurs sociaux  
24 diplômés. Malheureusement, ces jeunes diplômés ont  
25 souvent peu d'expérience, et je leur demande de

1 prendre une évaluation... de faire une évaluation  
2 complète d'un jeune qui est à l'intérieur de la  
3 DPJ, et cette évaluation-là sera ramenée au juge  
4 qui, lui, prendra sa décision. Malheureusement,  
5 elles n'ont pas la compétence culturelle ni  
6 linguistique pour saisir l'ensemble des  
7 problématiques qui sont... qui touchent cet enfant-  
8 là, et non pas seulement l'enfant, mais aussi la  
9 famille.

10 Q. **[116]** Ça, on connaît le problème.

11 R. Oui.

12 Q. **[117]** Je suis très curieuse de la solution.

13 R. C'est ça. Je vais vous parler entre autres de la  
14 formation. On a déposé, la semaine dernière, le  
15 Nunavik AEC-DEC-BAC Gateway, une formation qui est  
16 un peu calquée sur la pratique des sages-femmes au  
17 Nunavik, qui est de l'apprentissage sur le  
18 terrain...

19 Q. **[118]** Oui?

20 R. ... qui est vraiment un apprentissage qui va être  
21 reconnu autant au niveau des compétences  
22 culturelles que compétences académiques par les  
23 ordres professionnels. C'est notre désir. Et on  
24 se...

25 Q. **[119]** C'est votre désir ou c'est la réalité? On a

1 beaucoup parlé des sages-femmes, ce matin. On le  
2 sait que c'est à l'UQTR, mais vous êtes en train de  
3 me dire quelque chose de révolutionnaire, là...

4 R. Hum-hum.

5 Q. **[120]** ... si ça marche, votre affaire.

6 R. On peut vous dire qu'on sent vraiment un appui des  
7 ordres professionnels, là-dessus. Il y a une  
8 compréhension commune de ces enjeux-là. Il y a  
9 encore des enjeux au niveau législatif. On vous ne  
10 le cachera pas, comme je l'ai mentionné, l'Office  
11 de la langue française en est un aussi, parce  
12 que...

13 Q. **[121]** C'était ma prochaine question. Je vous  
14 trouvais tellement optimiste que c'était ma  
15 prochaine question pour voir à quel point on peut  
16 crier, savourer une victoire, peut-être.

17 R. Il y a clairement des enjeux en ce sens, mais il  
18 est clair que, au moins, on a... on se sent appuyés  
19 à l'intérieur de. Tout le monde, on est autour de  
20 la table, autant les Premières Nations que les Cris  
21 que nous, ainsi que les ordres professionnels, et  
22 on a une connaissance commune de la problématique.

23 Ça fait qu'on espère pouvoir abattre les  
24 murs qui sont devant nous. On a déposé des projets,  
25 il y a des choses qui se passent sur le terrain, il

1 y a des changements qui sont en chemin.

2 Q. [122] Je vais prendre les deux minutes quarante-  
3 cinq secondes (2 m 45 s) pour être bien sure que  
4 j'ai bien entendu - je ne suis pas toute seule,  
5 donc on est quelques témoins - qu'il y aurait trois  
6 obstacles que, vous espérez, pourraient être levés.

7 Le premier, Loi 21, accès plus flexible à  
8 des actes réservés, dont celui - et je pense que la  
9 présidente de l'Ordre des travailleurs sociaux est  
10 ici - des actes réservés liés aux travailleurs  
11 sociaux. Vous espérez que ça serait plus facile.  
12 Donc, on fait une petite flexibilité ou une  
13 petite... quelque chose de spécial pour vos  
14 communautés.

15 Deuxièmement, qu'il peut y avoir des cursus  
16 de formation qui sont beaucoup plus flexibles. Ça,  
17 c'est formidable, si c'est le cas. AEC avec ça,  
18 après ça, peut-être un DEC, peut-être autre chose.

19 Et troisième enjeu et non le moindre, toute  
20 la question de la langue liée à l'exercice des  
21 actes, puis ça, c'est géré plus par l'OQLF.

22 Alors, est-ce que je résume bien en disant  
23 que tout ça est sur la table et que, à cette étape-  
24 ci, vous êtes plutôt optimiste et que vous aimeriez  
25 peut-être qu'on fasse valoir, justement, ces



1 enjeux-là pour aider la situation?

2 R. Vous avez tout à fait saisi, sauf que j'apporterais  
3 une nuance. Il nous en manque un quatrième élément,  
4 qui est les conditions de travail.

5 Q. **[123]** Hum. Oui.

6 R. Et les titres d'emplois en lien avec les conditions  
7 de travail, aussi. Parce que, au-delà des  
8 compétences académiques, nos travailleurs sociaux  
9 vont être encore plus formés que les travailleurs  
10 sociaux du reste du Québec, parce qu'ils vont avoir  
11 les compétences culturelles, les compétences  
12 linguistiques qu'on se doit de reconnaître à juste  
13 titre, aussi.

14 Le projet qu'on a présenté au ministère de  
15 la Santé et services sociaux ainsi qu'à la  
16 Commission patronale de négociation, comprend des  
17 titres d'emplois spécifiques au Nunavik avec des  
18 étapes de reconnaissance en lien avec tout le  
19 programme de formation qu'on veut mettre en place.

20 Mais il est clair que si on n'a pas cette  
21 pierre angulaire là à l'intérieur de toute cette  
22 équation-là, ça risque d'achopper, et on a encore  
23 beaucoup de difficultés à ce niveau-là, par contre.  
24 Mais on est optimistes.

25 Q. **[124]** Et puis ça va probablement prendre une

1           modification législative ou une recommandation de  
2           l'Office des professions, qui permet que tous ces  
3           accès-là soient bonifiés?

4           R. En ce sens, on a comparu... on a témoigné, plutôt,  
5           à la Commission des institutions sur le PL 29. On a  
6           proposé une dérogation qui nous permettrait... qui  
7           permettrait au ministre de la Justice de faire  
8           une... là, le titre exact, là... dérogation ou...

9           Q. **[125]** Oui.

10          R. ... un arrêté ministériel, là...

11          Q. **[126]** Oui.

12          R. ... le titre exact m'échappe, là, pour permettre la  
13          reconnaissance de nos employés, à travers les  
14          ordres des professions.

15          Q. **[127]** Bien, ça sera une belle journée.

16          LA PRÉSIDENTE:

17          Merci. On va poursuivre avec Jean-Marc Potvin.

18          M. JEAN-MARC POTVIN, commissaire:

19          Q. **[128]** Je vais juste, peut-être, clore là-dessus,  
20          parce que c'est quand même un point important que  
21          vous amenez, parce que c'est une problématique qui  
22          nous a été relatée à plusieurs occasions, là, le  
23          fait d'être capable de reconnaître l'expertise puis  
24          de mettre les gens d'origine autochtone dans un  
25          processus de qualification en lien avec les actes

1 réservés.

2           Donc, il faut comprendre qu'il y a quelque  
3 chose qui est très porteur, actuellement, mais  
4 nous, là, comme Commission, on nous fait des  
5 recommandations, aussi, d'agir ou de faire des  
6 recommandations sur cette question-là.

7           Quand vous dites : « Il y a encore un  
8 certain risque que ça achoppe », comment nous,  
9 comme Commission, là, on devrait orienter nos  
10 actions là-dessus? Ou on se dit : tout est correct  
11 puis tout va bien, c'était réglé?

12 R. Il ne faut absolument pas laisser la pression  
13 aller, parce que, pour nous, on a mis toute notre  
14 âme et tout notre coeur, je peux vous l'avouer,  
15 qu'on a été, depuis les tout débuts de ce  
16 processus-là sur le terrain.

17           Les solutions sont là, tout le monde est au  
18 courant, puis on a des craintes par rapport aux  
19 changements de gouvernement, aux changements des  
20 individus qui sont autour de la table. Il est clair  
21 qu'on va dans des sensibilités, là. Absolument. On  
22 crée des précédents. On ouvre des portes. Il va  
23 probablement y avoir des effets contraires, mais  
24 c'est pour le bien, puis je pense que la Commission  
25 peut avoir un impact sur le fait que les solutions

1 qui sont sur la table, elles sont connues par tous,  
2 doivent être faites et appuyées, et s'assurer que  
3 l'appareil gouvernemental ne devienne pas la maison  
4 des fous d'Astérix et Obélix.

5 Q. **[129]** O.K. Donc, on comprend bien il y a un modèle  
6 qui est porteur, qui fait consensus. Maintenant, ça  
7 peut bloquer encore quelque part dans la machine.

8 R. Avec la merveilleuse bureaucratie qu'on peut avoir.

9 Q. **[130]** Parfait. Merci.

10 Je veux vous amener, aussi, sur la question  
11 de votre démarche d'autonomie puis de prise en  
12 charge, là, de la protection de la jeunesse, le  
13 projet Sukait. Je comprends qu'il s'inscrit dans  
14 une démarche d'autonomie en vertu de 37.5 de la Loi  
15 sur la protection de la jeunesse.

16 Vous l'avez mentionné, plusieurs nous ont  
17 dit que c'était un processus extrêmement long,  
18 laborieux, et qui pouvait s'étaler sur des années,  
19 là. Je pense que j'ai compris que ça faisait  
20 environ deux ans que vous êtes dans ce processus-  
21 là. Vous avez fait référence à certains obstacles  
22 au niveau du gouvernement : financiers, au plan des  
23 processus, de la flexibilité, des ressources  
24 humaines. Pouvez-vous nous parler davantage des  
25 obstacles que vous rencontrez dans cette démarche-

1 là, ou de ce qui va bien, là, dans cette démarche-  
2 là?

3 A. When my (inaudible) process of 37.5 to address all  
4 the issues, we had seen that there's a lot of  
5 procedures that need to be put in place in order to  
6 get into the process, recognized by the MSSS. We  
7 did agree internally that we have a lot of stuff  
8 can we can already do without being into the 37.5,  
9 because it's a long process, as you may know, and  
10 have a direct impact on. So we had focused on our  
11 first line services along with family council, life  
12 plan program and (in Inuktitut), which is a the  
13 foster family what we're overseeing, and all the  
14 stuff around.

15 It's clear that 37.5, it's our final  
16 vision, but knowing that it's a quite long process,  
17 we didn't want to wait, because we have children in  
18 our hands, and that's the future, and we need to do  
19 something tomorrow morning. So knowing that,  
20 knowing all the aspects that go along with 37.5,  
21 we're taking steps towards it, knowing that it will  
22 take time, but ensuring that it will become a  
23 reality.

24 And it is quite complicated, because we  
25 need to prove that we have all the services around

1 put in place and that we can take over DYP. And the  
2 aspect that's not considered within 37.5, it's the  
3 capacity for the community to take over such a  
4 system like DYP. It's huge. And the searching  
5 committee have limited capacity, we're talking  
6 about... we're talking about two hundred (200)  
7 persons.

8 There's no way they will be able to  
9 implement 37.5 themselves and empower themselves  
10 within communities, so we need to support them in a  
11 manner that they will be going through, but we'll  
12 take into account their capacity to take over.  
13 That, it's not considered into 37.5. It's nothing  
14 or all, the system. There's no middle in between.

15 Q. [131] Est-ce que vous avez l'impression - je vais  
16 attendre que vous mettiez vos écouteurs - est-ce  
17 que vous êtes d'avis que ce processus-là devrait  
18 être revu et simplifié pour alléger cette preuve-là  
19 que vous avez à faire en quelque sorte, là, pour  
20 accélérer une telle prise en charge?

21 Parce que, d'un autre côté, il y a C-92 qui  
22 arrive pour différentes communautés qui, lui,  
23 d'emblée, permet une démarche de prise en charge  
24 complète.

25 A. En lien avec C-92 and also 37.5, there's... For us,

1 it's clear that it needs to be simplified and make  
2 sure that it will reflect the reality on the  
3 ground, because they're not able to fulfill what is  
4 ever needed in. Even C-92, right now, like it is,  
5 with the first meeting we did have, I can tell you  
6 that it's becoming complex too, also. There's stuff  
7 that is adding on and adding on and adding on, and  
8 all of a sudden, we're facing something that is  
9 really complex, and basically, there's no community  
10 itself that could take over the system.

11 So it's clear that it's never taking into  
12 account the structure that community does have, and  
13 also the feasibility of it. So we need to ensure  
14 that whatsoever, we'll be designed, we'll allow a  
15 certain flexibility and also steps that can  
16 recognize what ever community can do at their speed  
17 also.

18 Q. **[132]** Hum-hum. Et est-ce que vous estimez que le  
19 soutien, par exemple, du ministère, du  
20 gouvernement, dans cette démarche-là, est ce qu'il  
21 devrait être?

22 A. We did have a few discussions with the Ministry of  
23 Health and Social Services on this aspect, but  
24 frankly, since we knew that we were not going to be  
25 able to accomplish whatsoever needed in order to

1 get it, we didn't knock on their door that much,  
2 because we knew that we had to do stuff around,  
3 knowing all the complexity of it.

4 For sure, if it was less complex, we were  
5 going to be more involved with them, but again,  
6 37.5, it's empowerment of communities. And I do  
7 believe that we should not, at a certain point,  
8 involve the Quebec government in that, because  
9 that's their things, designed by them, for them,  
10 and that proves that their system can go with them,  
11 not again to accompany and colonize Inuits.

12 Q. **[133]** Merci beaucoup.

13 LA PRÉSIDENTE:

14 Merci, on va poursuivre avec Danielle Tremblay.

15 Mme DANIELLE TREMBLAY, commissaire:

16 Q. **[134]** Alors, bonjour. Peut-être, vous nous avez  
17 parlé de votre démarche de consultation vers le  
18 37.5, mais que vous n'attendez pas le 37.5 pour  
19 mettre en place des services, particulièrement de  
20 première ligne, pour bien soutenir les enfants de  
21 votre communauté, actuellement.

22 Q. **[135]** Est-ce que vous pouvez nous parler de  
23 programmes, de bonnes pratiques qui ont été mises  
24 en place pour, justement dans ce but-là, là, de  
25 bien aider les enfants et les familles de vos



1 communautés?

2 Mrs MAINA BEAULNE:

3 A. There are many, quite a few programs that are  
4 already running in Nunavik, such as Family House.  
5 It's one of the empowerment of the community. They  
6 identify what kind of services they want to provide  
7 to their people, and also Saqijuq. Saqijuq is  
8 starting to go into the communities. Saqijuq is  
9 a...

10 M. YOAN GIRARD:

11 A. Social regulation program.

12 Mrs MAINA BEAULNE:

13 A. ... social regulation program. It's a program that  
14 they're using to... instead of sending people to  
15 jail, they're doing activities in the community, On  
16 the land programs with youth that are going  
17 through, the YCJA and all that.

18 There's also programs that are being  
19 developed. More and more family, communities, are  
20 wanting to open family houses in the community.  
21 During our consultation, it was very empowering to  
22 the communities, hearing that other communities  
23 have started programs in their own community.

24 So there's programs that are running by  
25 Inuits for Inuits, in the communities. But we need

1 to expand it, we need to strengthen them, support  
2 them, because it's an empowerment to the  
3 communities, and if we empower the community, the  
4 families will be empowered.

5 Q. **[136]** Est-ce que je comprends bien que les  
6 programmes ou les services - vous parlez de maisons  
7 de familles - sont issus des besoins de chacune -  
8 parce que vous avez quatorze (14) communautés -  
9 sont issus des besoins de chacune des communautés  
10 et peuvent prendre une couleur différente?

11 Parce que vous avez parlé, au cours de  
12 votre réponse, que, bon, quand une communauté  
13 entend parler d'un projet qui a été mis en place à  
14 certains endroits, ça peut les motiver. Ça fait que  
15 comment tout ça se joint? Est-ce que c'est chacune  
16 des communautés qui définit ses besoins? Parce que  
17 vos communautés sont non seulement quatorze (14),  
18 mais très éloignées, hein, donc peuvent avoir des  
19 besoins différents.

20 A. Within Nunavik Regional Board, we have agents that  
21 are travelling to the communities to help the  
22 communities that want to develop family houses. We  
23 have another event that is coming up, we're  
24 inviting two members from the communities to come  
25 and hear what other peoples have, other communities

1 have, because there's going to be presentations on  
2 the family houses that they have in each community,  
3 I think we have four, now?

4 M. YOAN GIRARD:

5 A. Seven.

6 Mrs MAINA BEAULNE:

7 A. Seven.

8 M. YOAN GIRARD:

9 A. Yeah.

10 Mrs MAINA BEAULNE:

11 A. Seven family houses in Nunavik. It's... The main  
12 goal for that meeting will be to empower other  
13 communities and to start thinking of what kind of  
14 programs do they need to help the families and  
15 their communities.

16 Because during the consultation, every  
17 person that came to the consultation had the  
18 concern that they need to take the responsibility  
19 to care for their child in the communities. So it's  
20 to empower the programs that are already existing  
21 to expand it to the fourteen (14) communities. It's  
22 in the plan of Nunavi (in Inuktitut) also.

23 Q. **[137]** Peut-être, on a parlé beaucoup des enjeux  
24 reliés à la reconnaissance des compétences - je  
25 m'excuse, je m'entendais. Est-ce que, au-delà de la

1 démarche prometteuse, là, l'espoir des  
2 modifications au Code des professions qui est en  
3 cours, les mesures déjà en place, est-ce que vous  
4 avez des défis particuliers reliés au fait que vous  
5 êtes en régions éloignées, reliées au fait que,  
6 peut-être au niveau des services anglophones ou  
7 même dans votre langue, en Inuktitut - je m'excuse  
8 - est-ce qu'il y a des enjeux particuliers sur  
9 lesquels il faudrait agir également, au-delà des  
10 démarches entreprises et des mesures déjà en place,  
11 là, qu'on parle des primes d'éloignement, et  
12 cetera, là, pour assurer cette rétention-là du  
13 personnel? Parce que vous avez dit que c'est un de  
14 vos grands enjeux, hein, d'une part, que les  
15 services soient rendus par des Inuits à des Inuits,  
16 et aussi, qu'il y a un enjeu de roulement de  
17 personnel.

18 M. YOAN GIRARD:

19 A. As you may know, the turnover for a non-Inuit in  
20 Nunavik, it's about eighteen (18) months, so it's  
21 quite short. For Inuits, it's about two years and a  
22 half (2 ½) so far. And when we enter into DYP  
23 services, it's a lot less than that, because it's a  
24 quite complicated and complex services, and  
25 sometimes in the Committee of 200, when you're

1 serving DYP or not let's say the most popular  
2 person when it's your cousin or your uncle or your  
3 aunt that you're taking out his child from.

4 So knowing that, it's clear that we have  
5 and we are struggling to retain and attract our  
6 Inuit personal for DYP services, but we do believe  
7 that the Nunavi(in Inuktitut), which is really the  
8 empowerment of the Inuits, will be the key  
9 component to ensure that we'll be able to attract  
10 and develop, and ensure that they will become proud  
11 members of the system, the services that will be  
12 given not just to the youth, but to his family  
13 along with. And being proud ouf, it's also...

14 Q. **[138]** Hum-hum.

15 R. ... a gain into the attraction and the retention.  
16 So it's the key component, and we need to reinforce  
17 that, and it's clear that the working conditions  
18 right now are quite far from being attractive. As  
19 an example, I'm always using the same things. For a  
20 midwife in Inukjuak, Inuit midwife that does the  
21 same thing as the regular midwife that have all her  
22 full diploma, she'll probably going to have about  
23 fifty thousand (50 000) less than the other one  
24 that is doing the same, but coming from the South.

25 And frankly, I need an interpreter when

1 this southern midwife if doing his job, and she's  
2 not culturally, sometimes, appropriate, because she  
3 doesn't know everything about the culture, so...

4 Q. [139] De là où vous parliez aussi de s'occuper des  
5 conditions de travail, des titres d'emploi, et  
6 caetera. Je vous remercie beaucoup.

7 LA PRÉSIDENTE:

8 Merci. Une courte intervention. Je vais commencer  
9 par répondre à une question que vous avez posée  
10 dans votre présentation.

11 Vous avez demandé : est-ce qu'on avait  
12 besoin d'une énième commission? On est à la même  
13 heure : non. Et en ce sens-là, on est vraiment en  
14 cohérence avec ce que nous dit le décret, c'est-à-  
15 dire de prendre appui sur le travail colossal qui a  
16 été fait, déjà, par la Commission Viens. Donc, on  
17 n'est pas en train de vouloir refaire le processus.  
18 Oubliez ça, ce n'est vraiment, vraiment pas ça.  
19 Donc, je voulais absolument répondre à ça tout de  
20 suite.

21 D'ailleurs, on a posé les questions soit en  
22 sessions de travail ou depuis le début de nos  
23 travaux cette semaine : comment est-ce que nous  
24 pouvons vous appuyer par rapport à des  
25 recommandations que vous souhaitez, qui ont été

1 mises... les appels à l'action du juge Viens. Ça va  
2 dans ce sens-là.

3 Je vais vous poser une courte question,  
4 parce que ça peut avoir l'air anodin pour les gens  
5 qui ne comprennent pas c'est quoi, les distances.  
6 Vous avez mis que ce serait intéressant d'avoir la  
7 possibilité de comparaître devant les Tribunaux en  
8 visioconférence. On est en deux mille vingt (2020).

9 Q. **[140]** Expliquez-nous, quand ce n'est pas possible  
10 de le faire, qu'est-ce que ça veut dire pour des  
11 enfants et pour des familles?

12 Mrs MAINA BEAULNE:

13 A. Okay. I'll give you an example of a family from  
14 Akulivik. Akulivik is the next community from  
15 Puvirnitug. Puvirnitug has a courthouse, and at  
16 Akulivik, the community decided not to have court  
17 in their community. So when it comes to a family  
18 that needs to appear in front of the judge, the  
19 mother, the father and the child have to travel to  
20 Puvirnitug, which is only the next community, like  
21 fifteen (15) minutes ride by plane. Overnight. And  
22 that child needs to... will miss three days of  
23 school in order to appear in front of the judge.  
24 That will most likely be postponed because of other  
25 reasons, such as the lawyer was not prepared, the

1 lawyer needs to check on other stuff before  
2 deciding, or the report was not "sufficient", let's  
3 say.

4 So the child has to miss three days. The  
5 parents have to miss three days of work. The DYP  
6 workers take lots of time to prepare, to find the  
7 lodging for those three people, and when it's court  
8 week, there's many, many people that are arriving.  
9 If it's a family of five children, that's seven  
10 people travelling.

11 Q. **[141]** Hum-hum.

12 R. And if they're in place...

13 Q. **[142]** Ça, c'est sans compter l'hiver.

14 R. Oui.

15 Q. **[143]** Merci. Alors, je vais céder la parole à André  
16 Lebon.

17 Mr. ANDRÉ LEBON, vice-président:

18 Maina, I will speak in French to make sure that I  
19 do all the nuance that I want.

20 Je vais répondre à la question que vous  
21 avez posée : est-ce qu'on a besoin d'une commission  
22 ou d'actions? Moi, je pense que vous avez besoin  
23 d'une commission qui va vous mener à l'action. Ça  
24 fait que c'est la réponse. C'est le projet qu'on a,  
25 en tout cas.



1           L'autre chose, je pense qu'on est sensibles  
2           à... Toute la semaine, on s'est fait dire... et on  
3           reconnaît chez vous, au Nunavik, comme on a reconnu  
4           chez les Cris tantôt, comme on a reconnu dans les  
5           différentes communautés qui font partie des  
6           Premières Nations : vous êtes les experts de votre  
7           situation, vous connaissez vos besoins, vous avez  
8           des plans. Chacun a un plan; les Cris ont un plan  
9           qui colle à leurs besoins, vous avez un plan. Et  
10          monsieur Kelley, qui est dans la salle, est venu  
11          nous dire : « Écoutez : ce qu'il manque, là... On a  
12          fait la démonstration que quand on pense savoir  
13          puis qu'on veut gérer ceux qui savent, on s'est  
14          plantés. Ça fait que peut-être qu'il faut passer à  
15          l'époque où on fait confiance, on parle d'égal à  
16          égal, puis on est flexibles. »

17                C'étaient les mots utilisés. Et ça vient  
18                avec un risque, mais le risque est peut-être moins  
19                grand que de continuer à faire ce qu'on fait,  
20                c'est-à-dire de mettre des barrières à l'exécution  
21                de vos plans.

22                Et moi, je peux témoigner, puis je vais en  
23                profiter pour le faire, je vous ai accompagnés dans  
24                les discussions pour une dérogation à la LRR sur  
25                les familles d'accueil, on a été six ans en

1 négociations. On a fini par créer, avec le 37.6,  
2 une organisation régionale inuite qui gère les  
3 familles d'accueil, on a ajusté les budgets - ce  
4 qui ne fait aucun doute dans la bouche de monsieur  
5 Kelley, c'est sûr que les coûts au nord sont  
6 disproportionnés par rapport au sud - puis on a eu  
7 à se défendre avec le syndicat des familles  
8 d'accueil, parce que ça serait inéquitable pour les  
9 gens du sud qu'on paye plus cher les gens du nord.  
10 Trouvez l'erreur.

11 Alors moi, quand j'entends ça, je me dis :  
12 flexibilité, on n'en a pas vu. Vous parlez que la  
13 SAA... puis à chaque fois qu'on a eu des rencontres  
14 sur six ans, les acteurs changeaient. Ça fait qu'on  
15 dit que la durée de vie au Nunavik est de dix-huit  
16 (18) mois, la durée de vue autour de la table, au  
17 ministère, était peut-être plus courte encore,  
18 parce qu'on changeait d'interlocuteurs puis on  
19 reprenait puis on reprenait puis on reprenait.

20 Ça fait que tout ça pour dire que notre  
21 position, c'est de faire cette reconnaissance-là.  
22 Puis pour faire cette reconnaissance-là, ça veut  
23 dire qu'il faut que vous soyez assis aux tables  
24 décisionnelles, d'égal à égal, que les modes de  
25 solutions que vous avez présentés soient reconnus.

1 Non pas qu'on ajoute des difficultés  
2 supplémentaires pour se rendre, mais qu'on prenne  
3 en compte les difficultés et qu'on essaie de  
4 trouver des solutions.

5 Monsieur Kelley, ce matin, disait : « Des  
6 fois, là, ça veut dire innover, imaginer, out of  
7 the box », puisque c'est une réalité différente.

8 Alors moi, quand je dis ça, je dis : dans  
9 le fond, reconnaître votre autonomie, reconnaître  
10 votre compétence, reconnaître votre pouvoir  
11 décisionnel, et vous donner les moyens. Ça, c'est  
12 la compréhension qu'on a du dossier autochtone en  
13 général. Et là, on sait que chacun... parce qu'il y  
14 a Derek Montour, puis vous l'avez dit vous-même  
15 quand vous parlez de votre propre réalité : toutes  
16 les communautés ne sont pas à la même place. Ça  
17 fait qu'on ne peut pas faire un one size fits all.  
18 Il y a des choses qu'on peut démarrer plus vite à  
19 des endroits qu'on peut prendre cent pour cent  
20 (100 %) de l'initiative, puis ailleurs, on ne peut  
21 pas faire à la même vitesse. Mais il faut que ce  
22 soit les gens concernés qui décident. Il faut que  
23 ce soit les gens concernés qui fixent le rythme, et  
24 c'est vous, les concernés.

25 Ça fait que la grande leçon qu'on retient

1 de notre consultation autant en session de travail,  
2 c'est de travailler dans le sens de cette  
3 reconnaissance-là et de vous fournir les outils ou  
4 fournir un positionnement qui fait que ça devient  
5 possible. Réactions?

6 M. YOAN GIRARD:

7 A. As usual, André, you're not asking questions,  
8 you're doing a statement.

9 LA PRÉSIDENTE:

10 Et c'était la conclusion de notre temps ensemble.  
11 Je vous laisse tout de même, si vous avez trente  
12 (30) secondes de réaction, mais c'était la  
13 conclusion de notre heure ensemble. Mais Madame  
14 Beaulne ou Monsieur Girard, si vous souhaitez  
15 conclure à votre façon, je vous en prie.

16 Mrs MAINA BEAULNE:

17 A. Thank you for inviting us here. It's... it means a  
18 lot. It's a feeling of being heard, and what I want  
19 to say is to... with your conclusion, yes, it takes  
20 time in each community, but there are solutions  
21 that we can start within the family, and we  
22 believe, through Nunavi (in Inuktitut), it's our  
23 main priority, right now, is to slow down the  
24 system that is happening in Nunavik to include the  
25 families, to include the community, the elders. And

1 once they have a sense of being included, they will  
2 arise and take over.

3 Thank you very much for listening to us.  
4 Nakurmik.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Merci beaucoup à vous, pour votre contribution dans  
7 nos réflexions. Merci infiniment. Bonne fin de  
8 journée.

9 Alors, dix minutes de pause, le temps  
10 d'installer l'autre témoin. Merci encore.

11 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

12 REPRISE DE L'AUDIENCE

13

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Merci, alors nous recevons madame Cindy Blackstock,  
16 qui est membre de la Première Nation Gitksan,  
17 directrice de la Société de soutien à l'enfance et  
18 à la famille des Premières Nations du Canada et  
19 aussi professeure à l'École de travail social de  
20 l'Université McGill. Bienvenue, Madame Blackstock.

21 Et avec nous vous allez partager les  
22 constats qui sont le fruit de plus de vingt-cinq  
23 (25) ans d'expérience en travail social, en  
24 protection de la jeunesse et en droit des enfants  
25 autochtones. Encore une fois, bienvenue. On a

1 soixante (60) minutes ensemble, quinze (15) minutes  
2 de présentation et ensuite échange avec les  
3 commissaires. Avant de vous laisser la parole, je  
4 vais demander au greffier de vous assermenter, s'il  
5 vous plaît.

6

7 FIRST NATIONS CHILD AND FAMILY CARING SOCIETY OF  
8 CANADA

9

10 **CINDY BLACKSTOCK,**

11 (Sous serment)

12

13

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Alors, on a reçu, Madame Blackstock, votre  
16 PowerPoint. Alors, je vous laisse la parole.

17 Mme CINDY BLACKSTOCK :

18 Thank you President Laurent, Vice-presidents and  
19 commissioners and also Bears. I'm very thrilled to  
20 see Bears here. As you can see, this is Spirit  
21 Bear. He has attended all of the hearings of the  
22 Canadian Human Rights Tribunal hearings and he  
23 actually has an official barrister's degree from  
24 (inaudible) Law School. So I am not sure if there's  
25 other... other people who have barrister's degrees,

1 but he's one of them. And was proud to see his  
2 relatives here yesterday.

3 The keynote of what I want to say is that  
4 we know enough to be able to do much better for  
5 First Nations and Inuit children, not only in  
6 Québec, but indeed in Canada. These solutions have  
7 been long-standing and the key opportunity is for  
8 us to begin implementing them in a serious way.

9 One of the key pieces of that has been to  
10 resolve the inequalities, the pile-up on the hopes  
11 and dreams of First Nations' children. And what the  
12 result of this inequality and this lack of  
13 attention to implementing the solution has resulted  
14 in is the over-representation of First nations'  
15 children in child welfare care, at rates that  
16 exceed the residential schools.

17 Now I know that we're used to hearing that  
18 word. But I wanted to present this data in a  
19 different way. In a way that children would think  
20 about it. Like, « How many nights until I see my  
21 mom? » Or « my teddy Bear? » Or « my brothers » or  
22 « my sisters »?

23 This data comes from the department of  
24 Indian affairs. It accounts for only First Nations'  
25 children on reserve or in the Yukon. It is between

1 the years of nineteen eighty-nine (1989) and two  
2 thousand seventeen (2017) and it counts up those  
3 nights that children have spent in foster care.  
4 It's over seventy-eight million (78 M) nights and  
5 that number grows by about nine to ten thousand  
6 (10 000) per night.

7 The figures for Québec are five million  
8 seven hundred and seventy-four thousand four  
9 hundred and nine (5 774 409) nights. That is where  
10 the impact of our lack of commitment to  
11 implementing the solutions, it gets played out in  
12 the experiences of these children.

13 These are only two of the many reports that  
14 have documented the inequalities in federal funding  
15 for First Nations' children. When I first became  
16 engaged nationally, in nineteen ninety-seven  
17 (1997), to work in collaboration with First  
18 Nations' experts from Québec, but also in other  
19 regions. I fully expected, when we documented the  
20 inequalities, showed how they were driving children  
21 into care, because of the lack of support for  
22 families, that the federal government would move  
23 with a dispatch to remedy the problem.

24 I was wrong. That first report was done in  
25 June of two thousand (2000) and I'm going to



1 highlight a couple of things here. One is it found  
2 that First Nations' children receive seventy-eight  
3 cents (78 ¢) on the dollar compared to non-  
4 indigenous children, in child welfare expenses. And  
5 it further found that that did not account for the  
6 higher needs of the First Nations' children, owing  
7 to the cross-cutting inequalities that exist in  
8 other services on reserve, such as education,  
9 health care, housing and basics like water. But  
10 also the multi-generational impacts from  
11 colonialism, including residential schools.

12 The number 1 recommendation of that two  
13 thousand (2000) report was to affirm First Nations'  
14 jurisdiction in child welfare. Because as of two  
15 thousand (2000), the federal government would only  
16 fund First Nations to operate under provincial  
17 jurisdiction.

18 So that is one of the reports that really  
19 is a keystone to what we'll now, we'll later get to  
20 with Québec's reference, constitutional reference  
21 on C-92.

22 The second report was done, it was more  
23 detailed. That was released in two thousand five  
24 (2005) and we were really honoured that the First  
25 Nations in Québec and First Nations' child and

1 family service agencies in Québec participated in  
2 this report.

3 What we found is that the problem had  
4 actually gotten worse over those five (inaudible)  
5 years. And by this point, First Nations' children  
6 were getting seventy cents (70 ¢) on the dollar.  
7 The biggest shortfall was in services to keep  
8 families together. In a crazy way that the federal  
9 government developed this funding formula, they  
10 provided unlimited funds when a child went into  
11 foster care, but they provided almost no money to  
12 keep children safely within their families.

13 And I want to underscore a point that  
14 perhaps others have made to you is that the reason  
15 why First Nations' children are overrepresented is  
16 neglect. But not neglect driven by a parent having  
17 the resources to do better and choosing not to do  
18 better. Neglect driven by poverty, by poor housing,  
19 by substance misuse which is related to multi-  
20 generational trauma.

21 Many of those things are outside the  
22 ability of any individual parent to effect on their  
23 own and yet, the child welfare system codifies that  
24 structural discrimination as a parental deficit.  
25 And I would urge you to start thinking about how

1 you would hold parents speak to the fire for things  
2 that they can change, but not for the structural  
3 discrimination that is embedded in either Québec's  
4 administration of the program or the federal  
5 government's. They need to be accountable for those  
6 things.

7 This is a report by the Pan American Health  
8 Organization on health equity and inequity. It was  
9 chaired by Sir Michael Marmot, one of the worldwide  
10 expert in equity. And he's really convinced me and  
11 others that equity is as close as we have to a  
12 magic bullet in social sciences.

13 What we know is by reducing the  
14 inequalities in any society, you reach not only  
15 good outcomes in child welfare, but in a whole  
16 array of other areas that affects persons' lives,  
17 not only as children, but throughout their life  
18 course.

19 So the poison of inequality, the type of  
20 inequality we've just been talking about in federal  
21 funding is amplified for children. And we came up  
22 with this conceptual framework in the report  
23 released last year. And this report focused on  
24 persons of indigenous backgrounds and persons of  
25 Afro descent. And what we try to do is take the

1 determinants of health, but make them more  
2 realistic for those populations. So you'll see  
3 things like « land as a determinant of health ».  
4 The impacts of colonialism and structural racism as  
5 an interferer in health, and also the importance of  
6 self-determination as health.

7           Then I bring this to your attention only as  
8 a framework that you may want, a lense that you may  
9 want to look through your particular work at  
10 because I think this affects not only First  
11 Nations' families or persons with Afro descent, but  
12 more broadly persons of disadvantage.

13           What can money buy? So this is a... To talk  
14 about how integrated poverty is for child welfare.  
15 There is a longitudinal study and there's a  
16 citation for it. They gave half of these groups of  
17 thirteen thousands (13 000) one hundred dollars  
18 (100 \$) per year. That's all, a hundred dollars  
19 (100 \$) per year. And that actually reduces  
20 substantiated child maltreatment rates by ten  
21 percent (10 %). So that tells you how just getting  
22 a little bit at that inequality, how big of an  
23 effect I can make in terms of reducing  
24 substantiated child maltreatment, right? So we can  
25 play around with other services, but equity is

1 really at the base of it.

2 Here is the tribunal's ruling. We filed  
3 this case with the Assembly of First Nations in two  
4 thousand seven (2007), it's a landmark case for  
5 many reasons. But this really substantiated that  
6 the fact that the federal government gives less to  
7 First Nations' children, is racial discrimination.  
8 And it ordered the federal government to stop its  
9 discriminatory practice of underfunding child  
10 welfare services and also its discriminatory  
11 practice of not implementing something called  
12 Jordan's Principle. And Jordan's Principle is a  
13 legal standard that requires that First Nations  
14 children receive public services when they need  
15 them without any adverse differentiations, service  
16 disruption or denial related to their First  
17 Nations' status. Because what was happening is that  
18 kids, First Nations' kids, were, the provinces were  
19 taking a hands-off approach while the federal  
20 government can't fund it, the federal government  
21 wasn't stepping in and these inequalities were  
22 continuing to pile-up on children. Jordan's  
23 Principle intended to remedy that.

24 The other area of inequality I want to draw  
25 your attention to is a lack of federal or sometimes

1 provincial funding for things we know as voluntary  
2 sector services. Most of these voluntary sector  
3 services receive state funding. And yet, on reserve  
4 you'll find very examples, even though they have  
5 some of the highest rates of food insecurity, have  
6 someone of highest rates of housing insecurity.

7 But many of these services are not there.  
8 And so not only do you have inequality in the state  
9 funding, but they're amplified because First  
10 Nations are not included in the portfolio of  
11 recipients for voluntary sector services that other  
12 Canadians take advantage of. And I would urge you  
13 to encourage Québec to actually provide a targeted  
14 fund for First Nations to be able to develop  
15 culturally based services that are voluntary sector  
16 related as an augmentation to public services.

17 This is our plan to come up with all ending  
18 (inaudible) in the federal government. In a hundred  
19 and fifty-three (153) years, Canada has never had a  
20 comprehensive plan to address all the inequalities  
21 First Nations' children experience. This approach  
22 has been let's identify one service, remedy it  
23 shortly, then do it only partially, like a drop in  
24 a bucket, but not enough to fully remedy it. And  
25 this has not succeeded for First Nations' children.

1 In fact, I can later talk to about a report I know  
2 of that's dated a hundred and thirteen (113) years  
3 ago where the inequalities in health were first  
4 identified, and the Auditor General just recently  
5 did another report echoing those same inequalities.  
6 So we're saying : Get the parliamentary budget  
7 officer to cost out all these inequalities and  
8 develop with First Nations' governments a master  
9 plan to remedy them.

10 The second part of the Spirit Bear Plan  
11 gets to the essence of what this Commission is  
12 exploring. Why isn't the federal government doing  
13 better when it knows better for First Nations'  
14 children? We suggest that an independent evaluation  
15 needs to be brought for the Department of Indian  
16 Affairs to identify and remedy any of the colonial  
17 kind of ways of thinking. They are getting in the  
18 way of them being able to do what they want to for  
19 First Nations' children and to fulfill the  
20 recommendations of the Truth and Reconciliation  
21 Commission.

22 This is something, the Act respecting First  
23 Nations, Métis, or Inuit and Métis children and  
24 youth, was brought into force in December. The  
25 Caring Society is on public record saying that we

1 know the number of shortcomings in that Act,  
2 particularly the lack of funding to support the  
3 development and operation of First Nations' laws or  
4 institutions.

5 But this really is an affirmation of that  
6 report twenty (20) years ago that recommended First  
7 Nations' jurisdiction. And so in some ways it  
8 speaks to that. It sets national standards, as you  
9 know. But the Québec government is, has filed a  
10 judicial reference. The Caring Society, as of  
11 February fourteen (14) will be filing in the court  
12 a motion to intervene in that case, to try and  
13 protect and secure the right for First Nations to  
14 be able to draw down their own laws.

15 We are very concerned that Québec seems to  
16 be going in another direction where it seems to be  
17 proclaiming superiority of law over First Nations'  
18 law when there's a long track record of provincial  
19 and federal laws not working in the interest of  
20 First Nations.

21 Here are some of the solutions. We say,  
22 implement the Spirit Bear Plan, address those  
23 inequalities, implement the Canadian Human Rights  
24 Tribunal orders for (inaudible) non-compliance  
25 order number 9 and there's four other orders under



1 reserve, one of the most important is capital  
2 services. Canada is now required to pay prevention  
3 services at actual costs which is great, but many  
4 communities in Québec and around the country  
5 require building (inaudible) for those services.  
6 And Canada, so far, is refusing to do that. So  
7 we've argued that at the tribunal, that's one of  
8 the decisions we're waiting for.

9 The other would be to contemplate maybe a  
10 special intervention for neglect cases. They are  
11 very different than sexual or physical abuse cases.  
12 And yet the system responds to them in the same  
13 way. So to develop a specialized unit for neglect  
14 cases. And in the United States, they actually have  
15 about twenty (20) jurisdictions. I sent the  
16 citation to your clerks where there's actually  
17 definitions of neglect that impose a positive  
18 obligation on the state to remediate those  
19 structural drivers as a condition of child welfare.  
20 So I think that's something to consider, and again  
21 going at the drivers of child, of the over-  
22 representation, not just the symptoms.

23 I'd also like to see Québec adopt Jordan's  
24 Principle. It has not. It's previous position was  
25 that there were no Jordan's Principle cases. We now

1 know, however, that's not true, that over this last  
2 year, and I can get you the specific number,  
3 there's literally been thousands of services and  
4 products received by First Nations' children in  
5 Québec under Jordan's Principle. But the Québec  
6 government continues to not adopt it.

7 And I think that there's a way for it to  
8 move forward. I'd like to see it withdraw its  
9 constitutional reference on the act respecting  
10 First Nations, Métis and Inuit children. And to  
11 ensure that the act is adequately resourced. And  
12 the other thing is to provide funding for family  
13 reunification and support services for sixty's  
14 scoop survivors and children who have aged out of  
15 care.

16 And a final point I'll leave you with is to  
17 consider whether or not, as the Viens Commission  
18 pointed out, eighteen (18) is really the date when  
19 these types of support should end for children and  
20 families.

21 We have been working with a  
22 neurodevelopment specialist who tells us about a  
23 phase called emerging adulthood which really  
24 continues until you're about twenty-eight (28). But  
25 most people accept twenty-five (25) where there

1 needs to be a bridging, particularly of children  
2 and youth with disadvantage, into adulthood in ways  
3 that they can be successful.

4 It doesn't make sense to me that we  
5 continue to (inaudible) of saying : eighteen (18)  
6 is the cut-off time for support, for all children  
7 and all families who are suffering disadvantages of  
8 various kinds that interact with the child welfare  
9 system.

10 So with that, I will just leave you with  
11 our citations. Those are all the court cases. I'm  
12 running out of room on my slide... So I'm hoping  
13 Canada does settle this very soon. And these are  
14 our contact details. With that, I just thank you  
15 very much for your attention.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Merci pour votre présentation. On va débiter la  
18 discussion avec Lesley Hill.

19 Mme LESLEY HILL, commissioner :

20 Q. **[144]** So thank you so much for being here and for  
21 being such a wonderful advocate across Canada for  
22 First Nations' children and Inuit children as well.  
23 So my first question is about the funding. Do we  
24 actually know what the gap is to achieve quality  
25 for children in First Nations communities?

1 Mme CINDY BLACKSTOCK :

2 A. Canada has not adopted the Spirit Bear Plan so  
3 if... I cannot sit here today and tell you what the  
4 big figure is if we addressed all the inequalities  
5 and things from child and maternal health, early  
6 childhood education to just... I'm a big advocate  
7 of spaces for kids to have fun in, you know, Child  
8 welfare and juvenile justice. That's why the Spirit  
9 Bear Plan is so important.

10 We are, however, working with the Institute  
11 of Fiscal Studies and Development (IFSD) at the  
12 University of Ottawa to really begin a mini Spirit  
13 Bear Plan and that is to find out, what would it  
14 cost for First Nations' children to thrive in a  
15 child welfare context? What would it cost if we  
16 lifted First Nations' families out of poverty, for  
17 example. You saw that hundred dollar check thing.  
18 But what would happen if we actually lifted them  
19 all out of poverty?

20 Those (inaudible) of that report has been  
21 completed by Kevin Page who's a previous  
22 parliamentary budget officer and doctor Helena  
23 Gaspar who you may want to invite as a guest to  
24 your commission, and we're currently working on  
25 Phase 2. And all of this is overseen by the

1 National Advisory Committee on First Nations' Child  
2 Welfare of which Richard Gray is a member. I think  
3 you've had him as a witness so far...

4 Q. **[145]** Yes.

5 R. I would really commend those reports to you.

6 Q. **[146]** You've proposed a targeted fund for  
7 indigenous initiatives, especially to develop  
8 voluntary, culturally appropriate  
9 services. And I'm already hearing the  
10 government saying : « Yes, but Canada  
11 should be paying for that. » So, do  
12 you have an idea how we could put this  
13 idea forward because having a fund  
14 where people can actually submit, or  
15 maybe not just projects, because we  
16 want them to live over the years,  
17 especially if they work for the  
18 communities but... do you have an idea  
19 of how this could be put in place or  
20 what kind structure would support that  
21 kind of initiative?

22 A. Alright. So both Québec and the federal government  
23 provide funding for non-profit organizations to  
24 deliver this array of services. I'd like to see  
25 that, some of that be targeted to First Nations and

1 Inuit communities.

2 And I think it's really important that we  
3 apply Jordan's Principle to this whole aspect as  
4 well. Québec ought not wait until the federal  
5 government moves to ensure that it does everything  
6 within its power to support First Nations'  
7 families. That's been a long-lasting problem. It  
8 should occupy that space and provide that  
9 opportunity and then take it up with the federal  
10 government if it thinks that ought to be reimbursed  
11 for those costs. But do not leave the hardship with  
12 those children where they're not getting the  
13 services other people would take advantage. That  
14 can't be the default. So I'd like to see Québec do  
15 that and work in partnership with First Nations and  
16 Inuit leadership to establish those voluntary  
17 sector funds while we continue that important work  
18 in very quick order to remedy the inequalities in  
19 public services.

20 Q. [147] C-92, the federal legislation, is now in  
21 effect and we heard other people yesterday telling  
22 us that it would be an extremely interesting step,  
23 or a necessary step, if Québec decided to integrate  
24 the standards, the national standards into the  
25 Youth Protection Act, in Québec legislation. What

1 would you say about that?

2 A. Well I think those national standards are important  
3 and I benefited by, you know, having relationships  
4 with the First Nations Health and Social Services  
5 Commission of Québec and Labrador and (inaudible),  
6 and their recommendation also of addressing those,  
7 the hardships imposed by the Youth Protection Act  
8 in Québec about maximum stays and time and care.

9 And the reason that's particularly  
10 important, it circles back to our earlier  
11 discussion, that many of the situations that drive  
12 these kids into care are beyond the ability of  
13 caregivers to effect on their own. And so they  
14 actually impose really a double hardship on First  
15 Nations' children and their families where if they  
16 aren't able to remedy these inequalities that are  
17 beyond their scope of control within a particular  
18 time frame set out in the Act, then the answer to  
19 that by the statute is that you don't get your  
20 child back, and that has got to be addressed as  
21 well. It's implied in the Federal Act, but  
22 addressed with the specificity that we have seen  
23 from the earlier commentary by the Commission.

24 Q. [148] And we heard other people speaking about that  
25 as well.

1 A. Yes.

2 Q. [149] I have another question, I'm bringing you all  
3 over the place...

4 A. That's Okay.

5 Q. [150] We're trying to use the time we have with you  
6 wisely. About respecting the rights of children,  
7 some groups since yesterday have told us that we  
8 need a commissioner, an ombudsman, or somebody  
9 who's really got the responsibility and who's  
10 independent to move forward in terms of the rights  
11 of indigenous children. What would you think about  
12 that?

13 Because right now we have the « Protecteur  
14 du citoyen », we've got the « Commission des droits  
15 de la personne et de la jeunesse », in Québec. The  
16 Youth Protection Director as well... What do we  
17 need to support the things in place or how could we  
18 put in place a structure that works better for  
19 kids?

20 A. Well, I think that you're really in a good position  
21 here because the First Nations in Québec and  
22 Labrador actually have their own declaration of  
23 children's rights that they've developed and they  
24 have adopted, that could provide a platform for a  
25 First Nations' specific kind of commissioner.



1                   But that commissioner ought to have teeth.  
2                   It can't be yet another recommending body because  
3                   we've seen, from the long history of reports, even  
4                   just recently with the National Inquiry on Murdered  
5                   and Missing Indigenous Women and Girls, the very  
6                   good work at the Viens Commission where these  
7                   things get, we hear government say : « We're  
8                   reviewing these good recommendations » and then  
9                   nothing happens.

10                  So, you know, I would defer to what the  
11                  Québec... the First Nations in Québec and Labrador  
12                  would like to see. But one of the things that I  
13                  think should be up for consideration is that this  
14                  particular authority also have the power to  
15                  litigate. Something like a children's lawyer has.  
16                  It exists in different jurisdictions.

17                  They can actually hold governments and  
18                  organizations to the account for not doing better  
19                  when they know better. And that it not just focus  
20                  on individual cases, that is able to take up  
21                  systemic issues that really undermine the well-  
22                  being and the safety of many children. And I think  
23                  that to be able to find that balance and how to  
24                  deal with individuals and systemic complaints.

25                  The other piece, of course, is to think

1 about how to hold the federal government more  
2 accountable. And what step-measures the Québec  
3 government may take and ought to take in its  
4 relationship with the federal government to ensure  
5 that the federal government fulfills its  
6 responsibilities to First Nations' children. And  
7 that they support the First Nations in Québec and  
8 Labrador in undertaking different types of measures  
9 to ensure, for example, full compliance with the  
10 Canadian Human Rights Tribunal's orders.

11 I have not see a strong statement out of  
12 the government of Québec regarding the Tribunal,  
13 for example, over this many years. And it would be  
14 very nice for them to say that they agree that no  
15 child should experience racism in the provision of  
16 public services and that they would be prioritizing  
17 that with the federal government.

18 Q. **[151]** Thank you very much.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Merci, on va poursuivre avec Andrés Fontecilla.

21 M. ANDRÉS FONTECILLA, commissaire :

22 Q. **[152]** Bonjour, Madame Blackstock. J'aimerais vous  
23 poser une question. On a entendu à plusieurs  
24 reprises, ici, dans la Commission, que le système  
25 québécois en santé et services sociaux est peu

1        adapté aux réalités autochtones et à tous les  
2        services qui sont offerts, qu'ils ne donnent pas  
3        les résultats escomptés. Selon vous, comment dans  
4        ce contexte-là, comment s'assurer que les enfants  
5        autochtones ont un véritable accès à des services  
6        de santé et services sociaux?

7        A. I think the Jordan's Principle is one of the keys  
8        to that. But also addressing the inequalities that  
9        exist for First Nations and for Métis children is  
10       really going to be key. Because when you provide  
11       the resources to those communities in equitable  
12       ways that take account of the higher needs of those  
13       children, they're going to be tailored to the  
14       particular needs and circumstances of the children  
15       in that community.

16                    And in fact, the Canadian Human Rights  
17       Tribunal decision may be of interest to your  
18       Commission, the two thousand sixteen (2016)  
19       decision. Because it particularly drives our... the  
20       funding model towards the needs and circumstances  
21       of the children and of their cultural and  
22       linguistic contexts. And that should be the driver  
23       of any funding approach. It shouldn't be the  
24       reverse where there's a block of money or a block  
25       of resources or even a block policy that are

1           somehow superimposed over those needs. It should  
2           really, really be the needs of those children and  
3           their families that drive the system.

4                       And I would agree with earlier testimonies  
5           you've heard that there's not a good calibration  
6           between the way the youth protection system is  
7           operating now and the actual needs of First  
8           Nations' children and families. There ought to be a  
9           lot more thought given to how to address the  
10          structural barriers that interfere with families  
11          being able to provide the level of loving care in  
12          culturally based ways that they would like.

13                      So even if Québec, for example, were to  
14          adopt and implement the Spirit Bear Plan, I think  
15          that would be something very positive for Québec to  
16          do as well as to cost out all those areas of  
17          inequality and work with First Nations and Inuit  
18          leadership to develop a plan to remedy those in  
19          ways that are calibrated specifically to the  
20          distinct needs of different children and families  
21          in their circumstances.

22                      And to look at that bridging piece we  
23          talked about, especially for special needs  
24          children. We've heard from many families and many  
25          children and youth themselves, to say : « You know,

1 I have these special needs at eighteen (18). That  
2 doesn't mean they go away at nineteen (19), but all  
3 the services go away at nineteen (19) and then I'm  
4 left at a disadvantage » so... To consider whether  
5 or not we need to really integrate this idea of  
6 emerging childhood... or emerging adulthood, pardon  
7 me, into a social effort, progressive social policy  
8 here of Québec. I'd love to see that.

9 Q. **[153]** Dites-moi, comment notre Commission, la  
10 Commission Laurent, pourrait-elle appuyer les  
11 Premières Nations, les communautés autochtones pour  
12 leur permettre d'offrir les meilleurs services aux  
13 enfants autochtones, que ce soit en santé et  
14 services sociaux, en protection de la jeunesse ou  
15 les milieux bienveillants. Qu'est-ce que, nous, on  
16 pourrait mettre de l'avant pour appuyer?

17 A. I think it's two-fold. One is the recognition and  
18 the affirmation of First Nations and Inuit and,  
19 where applicable, Métis jurisdiction across these  
20 different areas. The limitation of C-92 is that it  
21 only applies to child welfare. But, of course,  
22 these children are going to be interacting with  
23 education, health and a whole other array of areas.  
24 So it'd be important for Québec to support First  
25 Nations, and being an Inuit and Métis communities

1 where applicable, to draw down that jurisdiction.

2 And then the second thing is to provide  
3 adequate resources for them to be able to implement  
4 that, to monitor it and change it as the needs of  
5 children and families change over time. I think it  
6 those two pieces together.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Merci, on poursuit avec Hélène David.

9 Mme HÉLÈNE DAVID, commissioner :

10 Q. [154] Excuse me, I'm listening to you and I'm  
11 thinking at the same time so... I will go to just a  
12 sentence you just said : « How far would you go as  
13 of self-determination of the First Nations? » You  
14 said : « C-92 is just a first step, it's just  
15 about, you know, the children. » Where would you  
16 go, how far would you go?

17 A. You know, it's a very interesting question that you  
18 raise. About fifteen (15) years ago, colleagues  
19 from Native American Alaskan Native Communities as  
20 well as First Nations, Métis and Inuit communities,  
21 we had kind of a gathering in Niagara Falls. Where  
22 we posed the question, well : « We know that this  
23 system of child welfare is not working for  
24 indigenous children on either side of the border. »  
25 So the question becomes : « What is the

1 alternative? »

2           And what we are trying to understand is  
3 that one of the greatest things taken from  
4 indigenous communities in colonization was the  
5 ability for us to dream for our children. To be  
6 able to answer in a community-based way : « What is  
7 a healthy, happy, in my case, Gitksan family and  
8 child? » What does that look like? And then from  
9 that vision, how do we create the systems, the  
10 philosophies, the responsibilities, and the  
11 opportunities that can make that dream come  
12 possible?

13           So we got three hundred (300) people of all  
14 diversities in a room for three days and all we  
15 wanted was very simple principles upon which this  
16 new vision could be calibrated.

17           So the principles for self-determination,  
18 they were culture and language, not only  
19 recognition of the importance of indigenous culture  
20 and language by the way, but a recognition by the  
21 system itself that it was not culturally neutral,  
22 that it had a particular Western accent that it  
23 imposed on everyone else. It was not enough to take  
24 a Western program and throw in a totem pole and say  
25 now it's culturally appropriate.

1                   Structural interventions getting at  
2 poverty, getting at trauma that leads to  
3 addictions. Holistic response : looking at the  
4 whole family, a whole community and child together.  
5 And then, you know, really putting this within a  
6 non-discriminatory model.

7    A. Then what we did is we invited First Nations'  
8 communities. We did a « Train, the trainer BEAR  
9 model ». BEAR Model... where we go into First  
10 Nations communities and we would train community  
11 members to hold gatherings where the issue wasn't :  
12 « Come and talk about child welfare » because you  
13 get the usual five people showing up for that  
14 conversation. The invitation was : « Come and tell  
15 us what your dream is of a healthy family and child  
16 in your nation. »

17                   So we did this in, in five distinct First  
18 Nations in British Columbia. And I can give you  
19 this, the vision. Because what they did is we would  
20 ask someone what their vision was, and they then or  
21 gave us permission to share things that weren't  
22 sacred to their community. And they didn't come up  
23 with a child welfare law. They came up with a  
24 vision of children that was interdependent and  
25 holistic. It was often based on concepts of family



1 law.

2 And that's where I've really started to  
3 see, how we could really nest things together that  
4 would drive support towards success of those  
5 particular community visions. And because the  
6 community owned it, they were co-actors, eager co-  
7 actors in making this vision come real.

8 The other thing that happened is we started  
9 to surface up and honour the natural helpers that  
10 are within every community, the people who have the  
11 extra pot of soup on, right? Or the one example we  
12 had was a gentleman who worked in the forest's  
13 industry and he would go and get extra wood for the  
14 elders. And the youth would see him collecting the  
15 wood in his pick-up truck and since they were bored  
16 so they would go along with him.

17 And so it was that he would drop off the  
18 wood with the youth and the youth would spend time  
19 with the elders and then they'd move on to the next  
20 house. It was a terrific youth and cultural  
21 program. But then he lost his employment. All he  
22 needed was an extra hundred dollars (100 \$) for gaz  
23 vouchers, so he could do it. But had that come to  
24 the attention of any government, they would have  
25 said : « Oh, no that doesn't fit within our

1 regime. »

2 But thanks to Touchstones of Hope process  
3 which brought the government people in to see this  
4 vision of what the community had, they gave the man  
5 a hundred dollars (1000 \$) worth of gaz money for  
6 this huge program. And the community was able to  
7 lift up and really see in a different way and  
8 appreciate and support these natural helpers who  
9 are already in the communities.

10 So I would just recommend that Touchstones  
11 of Hope process. So you can see different  
12 communities would have different processes, but one  
13 they have that dream for their kids, then you do  
14 have something to work towards.

15 Q. [155] And this proves that it's all about dreams  
16 and hope and flexibility. My next question is about  
17 Québec versus the rest of Canada, as we say the  
18 rock. Where would you put Québec compared to all  
19 other provinces, because I think you know a lot  
20 about, you know the different provinces, in the  
21 caring of our indigenous children.

22 I just understand, from what you said, that  
23 Québec, they didn't adopt the Jordan's Principle. I  
24 didn't know that. So I'm a little mixed up about  
25 what's happening, so where is Québec compared to

1 the other provinces about the child welfare and the  
2 care of our indigenous children?

3 A. I find there's a lot less conversation about First  
4 Nations, Inuit, or Métis people in general in  
5 Québec, even amongst those offering services. And  
6 there is a disadvantage, in some ways. (Inaudible)  
7 of the rest of the country. In other parts of the  
8 country if you are Francophone, for example, then  
9 it puts you at a disadvantage for being able to  
10 access services in your language of preference.

11 But here we have some Anglophone First  
12 Nations who find it very difficult to access  
13 services either in their First Nation's language,  
14 which isn't recognized at all really in the service  
15 provision of Québec, or in English. And there just  
16 seems to be less of a conversation happening in  
17 Québec and I think that's really unfortunate.

18 When you go across the country, it's not as  
19 if people necessarily are further along in some  
20 solutions in Québec, but there's a conversation, an  
21 honest conversation happening about the actors and  
22 the historical of colonialism, and how we need to  
23 engage in that conversation in very clear and  
24 honest ways in order to be able to address that as  
25 a society. Less so here in Québec.

1                   Regarding Jordan's Principle, there are  
2 other provinces who have adopted it, not the full  
3 definition that we would like to see, but I think  
4 Québec is in the group that has not made much  
5 movement at all or any movement on it, and I'd like  
6 to see them change. And I think that's owing  
7 partially to this lack of conversation, because  
8 when it's being more publicly spoken about,  
9 publicly aired in these other provinces, then the  
10 public themselves demand changes that are in  
11 support of reconciliation. And one of those changes  
12 was Jordan's Principle which is the third (3rd) TRC  
13 call to action, so we've seen that have a positive  
14 effect under other provincial governments.

15 Q. [156] Okay, my last quick question. If you were  
16 seated in one of our chair, what would be your  
17 first recommendation or action? Because you said :  
18 « We know enough in Québec and Canada. We have to  
19 implement the recommendations. » What would be, if  
20 you were at my place or another place, what would  
21 you do first?

22 A. Euh... I'll give you two. One is implement the  
23 Spirit Bear Plan in Québec. The second, and that  
24 includes the CHRT, so that includes Jordan  
25 Principle. The second is to withdraw that reference

1 on C-92 and support First Nations and Inuit people  
2 in being able to exercise their jurisdiction and  
3 visions for their kids.

4 Q. [157] Thank you very much.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Q. [158] Merci. Rapidement, Madame Blackstock, je  
7 voulais vous entendre sur une de vos solutions où  
8 vous suggérez de changer la définition de  
9 négligence. Et là, où je veux vous amener c'est sur  
10 certains États, ailleurs aux États-Unis, où  
11 l'incapacité financière de répondre aux besoins des  
12 enfants, bien, ça ne fait plus partie de la  
13 définition de négligence. Est-ce que ça soutend que  
14 l'État est responsable de répondre à ces besoins-  
15 là? Qu'est-ce que vous en pensez? Où est-ce que  
16 vous voulez nous amener dans ce changement dans la  
17 définition de négligence? Merci.

18 A. Well, thank you very much, Madame President. I  
19 think where I'm really going with this is to really  
20 emphasise that child welfare act should be about  
21 charging people with the opportunity to change  
22 things that are within their power to change.

23 For far too long, for persons living in  
24 poverty, for persons of other disadvantaged  
25 populations, First Nations and Inuit, they have

1       been held accountable for things that are well  
2       beyond their power. What these United States have  
3       done to bury levels of efficacy is to say :  
4       « That's not fair », alright? We have to own, we  
5       have to be clear about what people actually have  
6       control over when we're holding them responsible  
7       for changing things.

8               And so they will require, for example, if a  
9       child is, there's a consideration of removing a  
10      child, the state has taken positive measures to  
11      remediate the poverty, to make sure that the child  
12      is not being removed because there's black mould or  
13      housing insecurity or other measures. That there's  
14      a funding obligation on behalf of the state to say  
15      that these things, parent or grandparent or  
16      caregiver, are beyond your ability to control, we  
17      support you in loving and caring for your child so  
18      we, as a state actor, are going to remedy these  
19      inequalities beyond your control. And then  
20      encourage you perhaps to do things that are within  
21      your control, may be you do would benefit by  
22      parenting classes. But not holding everything at  
23      the foot of the caregiver.

24    Q. [159] Merci. Alors, je passe maintenant la parole à  
25    André Lebon.

1 M. ANDRÉ LEBON, vice-président :

2 Q. [160] Bonjour Madame.

3 A. Bonjour.

4 Q. [161] Vous avez parlé d'inégalités sociales. Vous  
5 avez dit il y a un enjeu d'inégalité dans les  
6 services publics, il y a un enjeu d'inégalité tout  
7 court. On attaque souvent le problème qui concerne  
8 les nations autochtones par les situations de  
9 crise... On parle du nombre de suicides, on parle  
10 de dépendance à l'alcool, on parle de protection de  
11 la jeunesse, mais vous avez attiré notre attention  
12 sur ce rapport « Just Societies », puis le  
13 « Conference Board du Canada » a dit que le  
14 principal enjeu du Canada, c'était de s'attaquer  
15 aux inégalités sociales et la meilleure façon de le  
16 faire c'était d'agir tôt et d'agir sur le « early  
17 childhood education », ça fait que... Mais dans nos  
18 solutions, on ne prône jamais, pour des sociétés  
19 autochtones, pour les enjeux de territoires  
20 autochtones de dire : il faut leur donner les  
21 moyens de soutenir le développement de leurs  
22 enfants, puis en plus, là, c'est des sociétés avec  
23 beaucoup d'enfants. Ça fait que le problème est  
24 intéressant parce que si on veut agir pour  
25 l'avenir, peut-être qu'on pourrait dire : d'abord,

1 là, pour chaque dollar pour régler les crises ou  
2 les urgences, on doit mettre au moins deux dollars  
3 (2 \$) pour développer dorénavant correctement.  
4 Alors, on investit dans la grossesse, on investit  
5 dans l'accompagnement des parents et les capacités  
6 parentales, on les soutient, on ne les enlève pas,  
7 on les soutient. On fait des « daycares » éducatif.  
8 On les amène à l'école, puis on les soutient à  
9 graduer, diplômé.

10 On dirait que ce langage-là est absent.  
11 C'est comme si on continue de dire : il faut plus  
12 d'argent pour les crises, il faut plus d'argent  
13 pour les crises. Qu'est-ce que vous pensez de ça?  
14 Parce que vous parlez d'une stratégie ici. Je vous  
15 écoute.

16 A. You know, Vice-President, I think you hit on it, is  
17 that governments too often have children on the  
18 wrong side of the balance sheet. They think of them  
19 as an expense when actually they're one of the best  
20 investments any government can make. So when you  
21 look at the work of, for example, of James Heckman,  
22 the Nobel prize economist of University of Chicago,  
23 he really reinforces your point. If you invest a  
24 dollar (1 \$) in a three year old, you can expect to  
25 save eighteen dollars (18 \$ US) as a public state



1 and downstream because they're healthier kids,  
2 healthier families.

3 So, for First Nations' children, it's not  
4 only investing and getting a revenue out of... by  
5 investing in children, in the early years, by  
6 addressing all those inequalities, we're gonna see  
7 fewer of these strategies that we're taking time to  
8 respond to. And we're going to be raising a  
9 generation of healthy kids in the end, in the  
10 general.

11 So we shouldn't be : let's just continue to  
12 put out fires, when that costs more over the long  
13 run both financially and, of course, more  
14 importantly in human terms. Let's move these kids  
15 to the revenue side of the balance sheet where  
16 governments of all stripes understand that the best  
17 investment they can make is in children and  
18 families, not only for the economic viability of  
19 the state, but most importantly for the humanity of  
20 the state.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Merci, merci beaucoup pour votre témoignage, Madame  
23 Blackstock. Merci infiniment, merci pour la clarté,  
24 mais votre générosité et votre passion que vous  
25 avez partagées avec nous. Merci infiniment pour

1 votre témoignage. Merci, alors on ajourne jusqu'à  
2 demain matin neuf heures (9 h). Merci encore.

3

4 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

5

---

1        SERMENT D'OFFICE

2

3        Nous, soussignés, **RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS,**  
4        sténographes officiels, dûment assermentés comme  
5        tels, certifions sous mon serment d'office que les  
6        pages qui précèdent sont et contiennent la  
7        transcription fidèle et exacte des notes  
8        recueillies au moyen de l'enregistrement numérique,  
9        le tout hors de mon contrôle et au meilleur de la  
10        qualité dudit enregistrement, le tout, conformément  
11        à la Loi.

12        Et j'ai signé,

13

14

15

16

17

---

**RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS**